

**MOYEN-ORIENT — L'IRAN, MAÎTRE
DES DÉTROITS PAPOUASIE —
BOUGAINVILLE, NAISSANCE D'UN ÉTAT**



**HISTOIRE L'EMPREINTE
SILENCIEUSE
D'AL-ANDALUS**



**Courrier
international**

N° 1872 du 17 au 23 septembre 2026
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,60 €, Andorre 6,20 €, Canada 9,50 \$CAN, DOM 5,50 €, Espagne 5,90 €, Grande-Bretagne 5,90 €, Grèce 6 €, Italie 5,90 €, Japon 14,00 €, Maroc 5,20 €, Pays-Bas 6,40 €, Portugal cont. 5,90 €, Sénégal 3,800 XOF, Suisse 7,30 CHF, TOM 12,00 XPF, Tunisie 13 DT, Afrique autres 3,800 CFA

EL NIÑO LE MONDE EN ALERTE

*L'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie se préparent à affronter les conséquences
d'un épisode climatique exceptionnel : inondations, sécheresses, typhons...
Comment faire face à un tel phénomène ?*



M 03183 - 1872 - F: 5,20 €





**Ramasser
ses déchets : un rôle
que chacun peut jouer.**

SEULS LES EMBALLAGES ET PAPIERS VONT DANS LES BACS DE TRI



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

El Niño : le monde en alerte

C'est un endroit perdu au beau milieu de l'océan Pacifique, "une immense zone, grande comme les deux tiers de la Chine, et pourtant presque inhabitée". Elle a été baptisée "Niño 3.4". "Régulièrement, à intervalles de quelques années, écrit Joshua Paltrow dans **The Atlantic**, la température se met à augmenter. Une simple hausse d'un demi-degré sur plusieurs mois suffit à annoncer l'émergence d'un épisode El Niño." C'est dans cette zone qu'une équipe de chercheurs ayant pris ses quartiers à Kiribati, plus grand atoll du monde (situé dans l'archipel des Kiribati), étudie l'impact du réchauffement sur les récifs coralliens. C'est de là aussi que se mesure la puissance

d'un phénomène qui se produit tous les deux à sept ans et qui cette fois "semble bien parti pour être le plus puissant de ces quatre-vingts dernières années", explique encore le magazine américain. L'été avait déjà été marqué par des incendies gigantesques – en Europe mais aussi en Amérique du Nord, en Algérie ou en Indonésie –, des typhons à répétition et des épisodes répétés de sécheresse, des inondations, sans oublier la catastrophe au Népal. Mais le pire est devant nous. Face à ce risque d'une multiplication d'épisodes violents liés au dérèglement climatique, le monde est en état d'alerte, et plus particulièrement l'hémisphère Sud, la zone la plus directement concernée par ces bouleversements dans l'immédiat, même si les effets du "super El Niño" (un El Niño également parfois surnommé "Godzilla") devraient avoir à plus long terme des répercussions dans le monde entier.

C'est l'objet de notre dossier cette semaine. De l'Amérique du Sud à l'Asie en passant par l'Afrique, partout, face à la menace climatique qui vient, on tente de s'organiser. Comment affronter sur la durée des inondations à répétition, des vagues de chaleur et de sécheresse interminables? Peut-on réellement se préparer face à des phénomènes si puissants? Déjà, rappelle **The Atlantic**, "l'armée américaine [a programmé] le déploiement d'un navire-hôpital au large du Pérou en février, prêt à venir en aide aux victimes des crues annoncées". Ailleurs, en Asie, on cherche à s'adapter tant bien que mal. Concrètement, la Chine, qui redoute des pluies excessives, cherche à consolider ses systèmes de drainage en surface, sous la terre et en profondeur, explique le quotidien **Beijing Ribao**. En urgence, déplore un chercheur interrogé par le **Hindustan Times**, l'Inde a constitué des stocks de blé et

interdit l'exportation de riz et d'oignons. L'Indonésie s'est lancée dans l'ensemencement des nuages pour déclencher la pluie, selon le magazine **Tempo**. Le Vietnam, lui, s'inquiète de la salinité des eaux et les agriculteurs modifient leurs calendriers de semis. En Afrique, où l'on redoute une crise humanitaire majeure, les pays tentent d'anticiper eux aussi les dégâts matériels et les inévitables déplacements de population à venir. Le Kenya a cartographié les zones à risque pour mieux orienter les interventions d'urgence, quand le Rwanda renforce ses systèmes d'alerte et tente de sensibiliser la population; le Zimbabwe stocke des céréales et, dans la Corne de l'Afrique, on compte sur des partenaires humanitaires pour éviter l'aggravation de la situation. La liste est sans fin. Ce que redoutent le plus les pays du Sud, c'est une crise alimentaire aux conséquences destructrices. Pour l'éviter,

le Brésil a prévu la "constitution de stocks publics de denrées alimentaires", en particulier de riz et de maïs, afin de parer au risque de pertes de récoltes, explique **O Globo**. Mais cela suffira-t-il? C'est l'interrogation qui traverse tout ce dossier. Risque humanitaire, pénuries, crise économique... S'il est encore difficile de prévoir toutes les conséquences d'El Niño dans les prochains mois, il est évident qu'il aura des répercussions politiques et géopolitiques importantes. Le monde devrait en sortir bouleversé, comme l'écrit encore **The Atlantic**: "Ce n'est pas parce qu'El Niño est un phénomène cyclique bien connu que la planète sera toujours la même après cet épisode."

En couverture :

El Niño : à Qingdao, dans l'est de la Chine, le 12 juillet 2026.
Photo **Chinatopix/AP/Sipa**
Al-Andalus : dessin de Ximo Abadia, Espagne, pour *Courrier international*

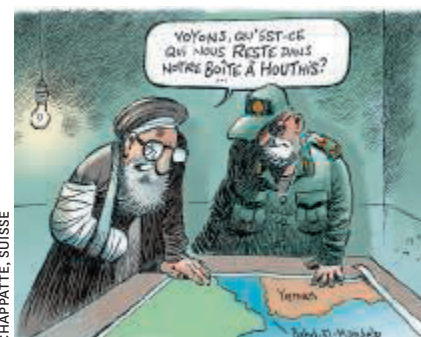


Sommaire

YÉMEN p.6

Les houthistes offrent un autre détroit à l'Iran

Les rebelles yéménites ont annoncé avoir pris le contrôle du détroit de Bab El-Mandeb. Ils offrent ainsi un levier supplémentaire à Téhéran face aux États-Unis, estime, dans son analyse, **The Economist**.



MAROC p.10

Dans le Rif, des revendications encore fortes

Dix ans après le mouvement de contestation sociale qui a secoué cette région, les Rifains trouvent que la situation n'a pas vraiment changé, rapporte **Enass**.

Océanie p.26

Bougainville, ou la naissance d'un État

Rattachée à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, cette île a voté pour son indépendance en 2019. Juste avant la date prévue pour l'entérinement de celle-ci. **ABC** s'est rendu sur place.



Al-Andalus, p.40 l'empreinte secrète

De 711 à 1492, dans la péninsule Ibérique, les musulmans ont régné sur un vaste territoire appelé "Al-Andalus". De cette époque, il ne resterait plus rien que quelques monuments, explique **New Lines Magazine**. Mais est-ce vrai?

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

ABC (Australian Broadcasting Corporation) (abc.net.au) Sydney, en ligne. **The Atlantic** Washington, mensuel. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Enass** (enass.ma) Casablanca, en ligne. **Financial Times** Londres, quotidien. **Inkyfada** (inkyfada.com) Tunis, en ligne. **Al-Jumhuriya** (aljumhuriya.net) Istanbul, en ligne. **La Libre Belgique** Bruxelles, quotidien. **Mail & Guardian** Johannesburg, hebdomadaire. **New Lines Magazine** (newlinesmag.com) Washington, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **Politiken** Copenhague, quotidien. **San Francisco Chronicle** San Francisco, quotidien. **The Sunday Times** Londres, hebdomadaire. **UnHerd** (unherd.com) Londres, en ligne. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Yémen. Les houthistes offrent un autre détroit à l'Iran

8. Israël. "Naza", le film condamné sans avoir été vu

D'un continent à l'autre

10. Maroc. Dans le Rif, des revendications encore fortes

14. Syrie. Bachar El-Assad mérite une peine sans égale

16. États-Unis. Montée de l'islamophobie au Texas

18. Argentine. Le ranch de l'apocalypse

20. Europe. L'Église orthodoxe au service du Kremlin

22. Royaume-Uni. Où est passée la fierté britannique ?

23. Danemark. La météorite Agpalilik prépare son retour en Groenland

24. Immigration. À Marseille, des jeunes de plus en plus vulnérables

26. Papouasie-Nouvelle-Guinée. Bougainville, ou la naissance d'un État

À la une

28. Sommes-nous prêts pour El Niño ?

Transversales

36. IA. Hany Farid, en première ligne contre les deepfakes

38. Technologie. Hugging Face dans la cour des grands

360°

40. Histoire. L'empreinte secrète d'Al-Andalus

44. Voyage. J'ai fait trempette dans les fontaines de Bâle

46. Sport. Stacey-Lee May, surdouée des pneus qui fument



SUR NOTRE SITE

Tribune. "Naza", le documentaire choc qui dévoile la machine à tuer israélienne

Primés à la Mostra, accusés de "trahison" en Israël, les réalisateurs du film, Yuval Abraham et Rachel Szor, expliquent dans **+972 Magazine** l'importance d'avoir fait témoigner des soldats israéliens impliqués dans la guerre à Gaza.

Opinion. Israël - États-Unis : deux démocraties en voie d'"autodestruction"

Dans **The New York Times**, l'éditorialiste Thomas Friedman souligne qu'avec les législatives du 27 octobre en Israël et les élections de mi-mandat le 3 novembre aux États-Unis "c'est l'avenir de la démocratie dans ces deux nations qui est en jeu".

Enquête. Comment la Géorgie est devenue la destination touristique du moment

Le pays du Caucase connaît une explosion impressionnante de son secteur touristique. Le fruit d'une planification étatique particulièrement avisée, raconte le média italien **il Post**, qui est allé se renseigner sur place. Un article à retrouver samedi dans notre édition Week-end.

L Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

Courrier Stories
Le monde raconté autrement

Pop culture, géopolitique, sports, société, sciences...
Le regard de la presse étrangère en textes et en images

Des articles plus pédagogiques et plus ludiques, des cartes, des vidéos...

Retrouvez Courrier Stories sur notre site ou notre application

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- ☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de ~~253 €~~*
☐ **1 AN** (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **175 €** au lieu de ~~306,40 €~~*

RCO26BO01

☐ Madame ☐ Monsieur

NOM..... PRÉNOM.....

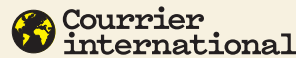
ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://www.courrierinternational.com/abos/2026/ours>
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2026 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'accès en illimité à tous les contenus du site et de l'application : articles, vidéos, stories, chroniques...
- Plus de trente ans d'archives
- Le Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Septembre 2026. Commission paritaire n° 0727 C 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coisplet, Adrien Oster, Matthieu Recarte Conception graphique Xavier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont, Ophélie Négros, Fatima Rizki **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Sasha Mitchell (chef de service adjoint, Royaume-Uni, Irlande), Étienne Bouche (Russie), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse allemande), Beniamino Morante (Italie), Carole Lyon (Belgique, Pays-Bas), Hélène Bienvenu (Pologne), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Roman Rijka (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (cheffe de service, 1693) **AMÉRIQUES** Béatrice Cagnat (cheffe de service, Amérique du Nord, 1614), Sandrine Morel (cheffe de service, Amérique latine), Sacha Carion (Mexique, Panama), Émilien Pérez (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chameau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Margot de Groot (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Zafer Sivrikaya (Turquie), Philippe Mischowsky (pays du Golfe) Chahrouz Karimi (Iran) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (cheffe de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (cheffe des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (cheffe de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Béliell (cheffe des informations, 1732), Hugo Florent, Ouméma Nechi, Eloïse Duval **HISTOIRE** Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Adrien Oster, Paul Blondé (chef d'édition), Mélanie Chenouard (cheffe d'édition) **ÉDITEURS** Etienne Bianchi, Maxime Bourdier, Antoine Cuny-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Camille Miloua Giraudeau (vidéo Stories), Emmanuelle Bour (SME) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Julie Marcot (cheffe de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (cheffe de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Solal Abélès, Françoise Hérold, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort **DIRECTION ARTISTIQUE** Alice Andersen **MAQUETTE** Cécile Chemel (première maquettiste), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Paul Gallet **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Erriehello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet **ICONGRAPHIE** Luc Briand, Lidwine Kervella (cheffe de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget **AGENCE COURRIER** Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Diane Perpère (1608), Alizée Marchal (1738), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (cheffe de fabrication, 4535) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE** Maury, 45330 Malesherbes **ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Théo Ainley, Torunn Amiel, Lucie Aubourg, Jean-Baptiste Bor, Anne-Françoise Cochet, Guillaume Deneubourg, Geneviève Deschamps, Maddalena de Vio, Maria Fernandez, Philippe Godsfroy, Anna Kerautrot, Éline Legiembie, Agate Lesage, Shania Mintchev, Valentine Morizot, Basile Richard, Adam Saidane, Lucille Souron, Lucas Testut, Anne Thiaville, Joëlle Varenne, Éléonore Weil, Aruzhan Yerallyeva

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France-CS n°1469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Directrice générale** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 3968) **Directrice déléguée** Mickaëlle Goffaux **Directrice commerciale** Barbara Bleuse **Directeur délégué au digital** Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (1606) **Gestion** Mathilde Banner (1626) **Droits Blandine Mosnat** (1652) **Comptabilité** 0148884551 **DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **ADJOINT À LA DIRECTION DES VENTES** Romain Galdeano **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo **Morin Chef de produits** Valentin Moreau **Communication et promotion** Christiane Montillet **MARKETING ET PRODUITS** Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont, Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeat, Camille Lefaux, Mynn-May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 **Tél.** 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) **Courriel** abo@courrierinternational.com **Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine** : 139 €. **Autres destinations** : <https://boutique.courrierinternational.com> **Nos conditions générales de vente et d'utilisation** sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS

number 013-465, is published

weekly 48 times per year (triple

issue in Aug and in Dec), by

Courrier International SA

c/o Distribution Grid, at

900 Castle Rd Secaucus,

NJ 07094, USA. Periodicals

Postage paid at Secaucus,

NJ, and at additional mailing

Offices. POSTMASTER: Send

address changes to Courrier

International, c/o ExpressMag,

8275, avenue Marco-Polo,

Montréal, QC H1E 7Y1, Canada.



Ce numéro comporte un encart Magazine VIEUX posé en aléatoire sur certains abonnés France Métropolitaine

la soirée EXPAT

PRÉPAREZ VOTRE AVENTURE À L'ÉTRANGER

*Formalités, santé, prévoyance...
Les bonnes pratiques pour votre expatriation*

TABLES RONDES • RENCONTRES • COCKTAIL



LE 15 OCTOBRE 2026 À 19 H
DANS L'AUDITORIUM DU GROUPE LE MONDE
PARIS XIII^e

PHOTO JARED CHULSKI



INSCRIPTION : [SOIREE-EXPAT.COURRIERINTERNATIONAL.COM](https://soiree-expat.courrierinternational.com)

UN ÉVÉNEMENT



AVEC LA COLLABORATION DE



Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada



7 jours dans
le monde



Le guide suprême iranien, Mojtaba Khamenei, et le chef des Gardiens de la révolution, Ahmad Vahidi. Dessin de Chappatte paru dans *Le Temps*, Genève.

Yémen. Les houthistes offrent un autre détroit à l'Iran

Les rebelles yéménites ont annoncé, le 11 septembre, avoir pris le contrôle du détroit de Bab El-Mandeb. Ils offrent ainsi un levier supplémentaire à Téhéran face aux États-Unis tout en menaçant les exportations pétrolières de l'Arabie saoudite.

— *The Economist*, extraits (Londres)

Depuis des mois, l'Arabie saoudite évoque l'éventualité d'une nouvelle offensive contre les houthistes, ces rebelles soutenus par l'Iran qui dominent une bonne partie du Yémen. Les alliés yéménites du royaume ont promis qu'ils avaient des "surprises" en réserve. Les propagandistes se sont vantés qu'ils pourraient bientôt libérer Hodeïdah, le principal port du pays, et peut-être même Sanaa, la capitale.

Mais, quand les combats ont éclaté, ce sont les houthistes qui ont frappé un grand coup. Ces derniers jours, leurs forces ont progressé rapidement le long de la côte ouest du Yémen. Jeudi [10 septembre], ils se sont emparés la ville portuaire de Mokha. Ils ont ensuite pris l'île de Perim [ou Mayoun], un affleurement rocheux au milieu de Bab El-Mandeb, le détroit qui fait communiquer la mer Rouge avec l'océan Indien. Parallèlement, des drones ont frappé un important oléoduc d'Arabie saoudite [le pipeline Est-Ouest], par lequel transitent vers les ports de la mer Rouge jusqu'à 7 millions de barils par jour. Le ministre des Affaires étrangères saoudien a attribué l'attaque à des milices irakiennes, même si les détails sont obscurs.

La progression des houthistes n'est pas seulement une source d'embarras pour l'Arabie saoudite. Elle donne davantage de poids à l'Iran dans sa guerre contre les États-Unis: ses alliés ont ainsi resserré leur emprise sur un autre détroit essentiel. Le baril de Brent est passé à pas moins de 109 dollars le 11 septembre [94 euros, il s'établissait à près de 108 dollars le 15 septembre]. Les Saoudiens ne vont certainement pas accepter que les houthistes prennent la main sur ces régions côtières, mais il va être difficile de les en déloger.

Anti-houthistes divisés. La guerre civile au Yémen a commencé en 2014, quand les houthistes ont déferlé des hautes terres du Nord et pris des villes importantes. Une coalition menée par les Saoudiens a envahi [le pays] l'année suivante. La guerre a abouti à une impasse, et les lignes de front étaient essentiellement figées depuis le cessez-le-feu de 2022 – jusqu'à ce que l'offensive américaine contre l'Iran vienne bouleverser le statu quo.

L'Iran a passé des mois à faire pression sur les houthistes pour qu'ils entrent en lice. En juillet, des avions de chasse saoudiens ont bombardé l'aéroport de Sanaa afin d'empêcher l'arrivée d'un appareil iranien transportant des conseillers militaires

du Corps des gardiens de la révolution. Quelques jours plus tard, les houthistes ont annoncé un blocus de la navigation saoudienne à travers la mer Rouge. Ils ont aussi tiré des missiles contre des villes saoudiennes, et il était évident qu'ils essaieraient de s'emparer de la côte. Or, quand ils l'ont fait, les Saoudiens et leurs alliés semblent avoir été pris au dépourvu.

Les factions anti-houthistes sont désorganisées: elles comprennent des

fondamentalistes religieux, des séparatistes qui aspirent à la création d'un Yémen du Sud indépendant, et des milices tribales, pour n'en citer que quelques-unes. Certaines sont alignées sur l'Arabie saoudite, d'autres sur les Émirats arabes unis (EAU). Ces dernières étaient considérées comme étant les plus efficaces. Mais en décembre les Saoudiens ont forcé les Émirats à se retirer du Yémen, après que les séparatistes soutenus par les EAU ont pris des territoires et annoncé vouloir déclarer leur propre État.

Cet épisode a créé un schisme au sein de l'opposition. Alors que les houthistes progressaient sur le terrain, la plupart de leurs ennemis ont tout bonnement pris la fuite. Les combattants en repli vendent leurs armes au bord des routes. Et les communicants de Riyad ont beau assurer qu'il s'agit là d'une stratégie pour attirer les houthistes sous le feu de leurs avions, plusieurs sources yéménites dénoncent la lenteur du soutien aérien saoudien.

Épreuve du feu. D'autres voix saoudiennes, plus réalistes, soulignent le besoin de soutien international. "La vraie question désormais, c'est de savoir si les puissances étrangères peuvent se contenter de rester spectatrices", souligne ainsi Ali Shihabi, proche de la cour. Mais d'où viendrait cette aide exactement? C'est l'épreuve du feu pour le "pacte de La Mecque", l'alliance de défense conclue par l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan, annoncée en grande pompe le mois dernier. Jusqu'à présent, aucun des nouveaux alliés du royaume ne s'est manifesté autrement qu'à travers des encouragements.

Les États-Unis, eux, ont bien dépêché des conseillers pour aider les Saoudiens en matière d'attaques ciblées et de renseignement, mais Donald Trump a refusé de mener ses propres frappes aériennes, malgré les appels personnels de Mohammed ben Salmane, prince héritier et dirigeant de facto de l'Arabie saoudite.



À la une



DES DIZAINES DE MILLIERS DE RÉFUGIÉS

“L’enfer de tous les côtés”, titrait, dès le 8 septembre, le journal yéménite **Aden Al-Ghad**, alors que les combats faisaient rage entre les forces gouvernementales et les rebelles houthistes. Des combats qui ont entraîné le déplacement de 86 000 personnes, ont annoncé les Nations unies le 13 septembre. Plus de 2 000 d’entre elles ont fui en bateau vers Djibouti. Ces affrontements ont en outre déjà fait des centaines de morts.

Même si Trump venait à changer d’avis, les capacités de Washington sont limitées. Une campagne prolongée nécessiterait sans doute la mobilisation de l’un des deux porte-avions actuellement stationnés près du détroit d’Ormuz, au risque de compromettre le blocus des ports iraniens et les opérations d’escorte de pétroliers à travers ce passage stratégique, qui ont été relativement efficaces ces derniers temps.

La guerre au Yémen est parfois imprévisible: on a déjà vu les houthistes réaliser d’impressionnantes percées, avant d’être débordés. Leurs prochaines cibles seront probablement Taëz, ville perchée dans les montagnes, qui a été assiégée pendant une bonne partie de la guerre, et Marib, centre névralgique du secteur du gaz et du pétrole. Les forces aériennes ne suffiront pas à les repousser. Les Saoudiens parviendront-ils à mener une contre-offensive digne de ce nom? L’avenir nous le dira.

D’ici là, le cours du pétrole continuera probablement de grimper. Même avant la dernière offensive en date, certains navires préféraient éviter Bab El-Mandeb, par précaution. Au mois d’août, l’Arabie saoudite n’a fait transiter que 200 000 barils par jour via le détroit, contre 4 millions en juin. Saudi Aramco, la compagnie pétrolière nationale, sera certainement en mesure de réparer rapidement l’oléoduc endommagé – au printemps, il avait suffi de quelques jours pour remettre en état une station de pompage touchée par un drone iranien. Mais d’autres attaques sont probablement à prévoir. —

publié le 13 septembre, traduit par Olivier Ragasol et Manon Delfour

IA

Donald Trump refuse de ralentir

Plusieurs géants de la tech ont tiré la sonnette d’alarme face aux “conséquences apocalyptiques” de l’IA. Mais le président américain s’oppose à toute réglementation excessive.

— Courrier international

Le président américain a rejeté, le 13 septembre, les appels à ralentir le développement de l’IA, “alors que les craintes existentielles liées à cette technologie se retrouvent au cœur de la politique américaine”, les géants du secteur et les démocrates plaçant pour un renforcement de la réglementation en la matière, résume le **Financial Times**. “Nous pouvons mettre en place des garde-fous et nous pouvons faire ceci ou cela, mais je pense qu’il y a beaucoup de forces négatives qui soulèvent cette question”, a déclaré Donald Trump aux journalistes durant un déplacement en Irlande, sans préciser la nature de ces “forces négatives”. “Et elles évoquent des scénarios qui ne se produiront pas.”

Le milliardaire a réaffirmé sa conviction que les États-Unis doivent garder leur leadership dans le domaine. “Nous devançons la Chine en matière d’IA, nous sommes le pays le plus avancé du monde, et, franchement, je veux que cela reste ainsi”, a-t-il déclaré deux semaines avant une visite du président chinois, Xi Jinping, à Washington. “Celui qui domine l’IA l’emporte”, a-t-il ajouté.

“Nous devançons la Chine en matière d’IA [...], et, franchement, je veux que cela reste ainsi.”

Donald Trump, PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Ce discours en faveur d’une “réglementation minimale” survient alors que les géants de ce secteur technologique “tirent la sonnette d’alarme face à un développement effréné” de l’IA, souligne **The Wall Street Journal**. Le 12 septembre, les dirigeants de certains des principaux groupes américains – à l’initiative de Dario Amodei d’Anthropic, soutenu par Sam Altman d’OpenAI et Elon Musk de xAI – ont appelé à un ralentissement mondial du développement de l’IA.

L’inquiétude s’était “amplifiée” après l’avertissement, “devenu viral”, lancé le 8 septembre par Jacob Coxon,

démissionnaire d’Anthropic et ancien d’OpenAI, “mettant en garde contre les conséquences apocalyptiques de cette technologie” si elle venait à échapper à tout contrôle. “Les personnes qui développent l’IA croient sincèrement qu’elle pourrait tous nous tuer d’ici à la fin de la décennie”, a affirmé le chercheur. Un responsable de la sûreté d’Anthropic, Evan Hubinger, a, lui, estimé à “plus de 10 %” le risque que l’IA “tue tous les humains”.

L’administration Trump a manifesté à plusieurs reprises son hostilité à la réglementation du secteur. **The Washington Post** rappelle qu’à la Maison-Blanche Donald Trump a pris des mesures pour supprimer des réglementations qui, selon ses donateurs, risquaient de ralentir le développement de l’IA. Au cours de sa première semaine de retour au pouvoir, il a abrogé un décret de Joe Biden datant de 2023 qui mettait en place un processus d’évaluation des risques liés aux modèles d’IA de pointe. Le **Washington Post** souligne aussi que Donald Trump a misé une grande partie de son bilan économique sur l’accélération des progrès en matière d’IA, tandis que l’essor de cette technologie propulse le marché boursier vers des sommets historiques.

Le président (républicain) de la Chambre des représentants, Mike Johnson, a exhorté la population à ne pas “paniquer”. Il a ajouté que des garde-fous devaient être élaborés en collaboration avec les entreprises elles-mêmes. “Alors que les craintes d’une catastrophe liée à l’IA s’amplifient, Washington ouvre un œil mais a du mal à sortir de sa torpeur”, s’alarme **The New York Times**. “Le décalage est frappant. D’un côté, des avertissements sur un risque existentiel, peut-être 10 % de chances de voir la civilisation disparaître. De l’autre, la paralysie des pouvoirs publics.”

—Violette Robinet



REVUE DE PRESSE

En fanfare



NIGERIA — “La plus grosse introduction en Bourse africaine démarre sur fond de forte demande”, titre **Business**

Day, le 15 septembre. La veille, la mégaraffinerie d’Aliko Dangote, l’homme le plus riche du Nigeria, a fait son entrée en Bourse à Lagos, avec l’objectif de lever 1,4 milliard de dollars. L’entreprise prévoit d’augmenter sa capacité de traitement à 1,4 million de barils par jour d’ici à 2029, ce qui en ferait la plus importante raffinerie du monde. Les souscriptions sont ouvertes jusqu’au 13 octobre.

Le logement avant tout

FRANCE — “Ni l’Ukraine, ni l’Iran, ni Ceuta. Pas même l’Union européenne.” Ce qui a surpris **La Vanguardia** dans le discours de de Marine Le Pen prononcé le 13 septembre à Hénin-Beaumont, ce sont les dossiers dont elle n’a pas parlé. Des silences qui illustrent la manière dont elle entend mener sa campagne: en se concentrant “sur les préoccupations quotidiennes des Français”. Le logement a ainsi été au cœur de son discours. “Sa recette consiste à relancer l’immobilier grâce à la déréglementation du bâtiment (‘faisons tomber les normes’, a-t-elle martelé), la suppression des contraintes environnementales (au nom d’une prétendue écologie) et la reconversion de bureaux vides en logements.” Autre idée qui a retenu l’attention des médias étrangers, la priorité aux citoyens français dans l’attribution des logements sociaux. Une proposition qui, au-delà des questions éthiques, “se heurterait à de sérieux obstacles juridiques”, souligne **The Daily Telegraph**.



← Dessin de Balaban, Luxembourg.

ISRAËL

“Naza”, le film condamné avant même d’avoir été vu

Primé à la Mostra de Venise, le documentaire de Yuval Abraham et Rachel Szor sur les méthodes de Tsahal à Gaza est qualifié de mensonger par les autorités, qui ne l’ont pourtant pas encore vu.



CARTOON MOVEMENT

— Courrier international

Quatre lettres pour “dommage collatéral”. En hébreu, *Naza* est l’acronyme de *nezek agavi*, qui désigne le nombre de civils susceptibles d’être tués lors d’une frappe contre une cible militaire. C’est aussi le titre du documentaire des Israéliens Yuval Abraham et Rachel Szor, récompensé le 12 septembre par le Prix spécial du jury à la Mostra de Venise. *Naza* repose sur les témoignages anonymes de 24 soldats et membres des services du renseignement israéliens. Ils décrivent les mécanismes qui auraient conduit, selon les réalisateurs, à la mort de très nombreux civils pendant la guerre à Gaza : recours à l’intelligence artificielle pour identifier des cibles, surveillance des téléphones ou encore frappes contre des membres présumés du Hamas à leur domicile, au risque de tuer également leurs familles.

Le documentaire a immédiatement déclenché une tempête en Israël. Selon le quotidien *Yediot Aharonot*, le ministère des Affaires étrangères, le porte-parole de Tsahal et la cellule nationale de communication tiennent des “discussions fébriles pour organiser une vaste contre-offensive médiatique”. L’inquiétude est aussi diplomatique. Le problème, relève *Ynet*, le site du quotidien, est que cette fois, Israël pourra difficilement dénoncer des “médias hostiles” : le documentaire est réalisé par des

Israéliens et repose sur les témoignages de personnes présentées comme ayant directement participé aux opérations.

Sur la scène politique, la condamnation traverse presque tous les camps, rapporte *The Times of Israel*. Le ministre de la Culture, Miki Zohar, est même allé jusqu’à demander aux autorités d’examiner la possibilité de retirer la citoyenneté aux deux cinéastes pour “manquement à leur devoir de loyauté envers l’État et collaboration avec l’ennemi”.

Au milieu de cette déferlante, le quotidien de gauche *Ha’Aretz* relève un détail essentiel : presque personne en Israël n’a vu *Naza*. “Criminels de guerre”, “traîtres”, “monstres”, “il faut leur retirer leur citoyenneté, les expulser” : la critique Nirit Anderman égrène les insultes et les menaces apparues sur les réseaux sociaux. “Soudain, les Israéliens s’intéressent à l’art. Soudain, il leur importe de donner leur avis. Soudain, un documentaire fait jaillir chez eux de tels torrents d’émotions”, ironise-t-elle. Or le film “n’a pas encore été projeté ici”. La journaliste ne tranche pas pour autant sur la valeur du documentaire : “Ce film est peut-être biaisé. Il comporte peut-être des failles. C’est peut-être un excellent film, peut-être pas.” Avant de conclure : “Si les témoignages sont faux ou déformés, il faut les réfuter. S’ils sont vrais, alors le problème est bien plus grave que le film.”

—Éléonore Weil

✎ Dessin de Luc Descheemaeker, Belgique.

Mariage en eaux troubles

ÉTATS-UNIS — Le 24 mai, sous le soleil des Bahamas, Donald Trump Jr., fils aîné du président américain, a épousé Bettina Anderson. La fête était fastueuse avec la location, pour trois jours, d’îles privées où les invités triés sur le volet étaient acheminés en hydravion ou par hélicoptère. Or, selon des révélations de *ProPublica* le 14 septembre, une partie de la cérémonie a été financée, à hauteur de centaines de milliers de dollars, par Oumar Kremlev, “un oligarque russe proche de Vladimir Poutine”. “Jamais révélée jusqu’ici, la relation entre Kremlev et Trump Jr. constitue un rebondissement extraordinaire : un membre de l’entourage de Poutine a apporté un soutien financier au fils du président et a ainsi pu nouer des liens étroits avec la famille Trump”, écrit le site d’investigation.

Coquettes augmentations

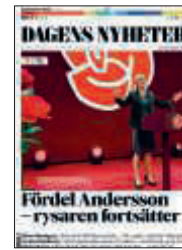
1. Singapour (Premier ministre)	2,45 M€
2. Hong Kong (chef de l’exécutif)	680 000 €
3. Suisse (président)	522 000 €
32. France (président)	150 000 €

Rémunération annuelle
■ Nouvelle rémunération
■ Ancienne rémunération

SOURCES : GOUVERNEMENT DE SINGAPOUR, POLITICALSALARIES.COM

SINGAPOUR — Dans la cité-État, les ministres sont les mieux payés du monde. Ce qui n’a pas empêché le Premier ministre, Lawrence Wong, de valider de confortables augmentations pour son équipe et pour lui-même. Sa rémunération annuelle passera de 2,2 millions à 3,6 millions de dollars singapouriens (de 1,5 million à 2,45 millions d’euros), soit un bond de 64 %. Lors d’un débat au Parlement, le 10 septembre, il a estimé que ces augmentations étaient “la voie responsable à suivre”, relate *Channel News Asia*. En réaction, de nombreux journaux ont publié des comparatifs. “La rémunération de Wong dépasse largement le salaire annuel de Donald Trump en tant que président des États-Unis (400 000 dollars [344 000 euros]) et les 237 000 dollars [203 000 euros] versés à sir Keir Starmer en tant que Premier ministre britannique au cours du dernier exercice financier”, commente le *Financial Times*, qui rappelle que le deuxième salaire le plus élevé des dirigeants de la planète est celui de John Lee, chef de l’exécutif de Hong Kong, qui touche l’équivalent de 618 000 euros annuels.

L’extrême droite en recul



SUÈDE — Les législatives du 13 septembre ont donné l’“avantage” à la sociale-démocrate Magdalena Andersson, résume la une du *Dagens Nyheter* deux jours après le scrutin. Le quotidien libéral observe que l’immigration ayant cessé d’être un “thème central”, les Démocrates de Suède (extrême droite) ont, pour la première fois depuis 2010, enregistré une baisse à des législatives (avec 17,5 % des voix), et cédé la deuxième place au parti conservateur.

107 677

JAPONAIS DE PLUS DE 100 ANS ont été recensés au 1^{er} septembre, selon une annonce du ministère de la Santé faite le 15 septembre. C’est la première fois que la barre symbolique des 100 000 centenaires est franchie, relève l’agence de presse *Jiji Tsushin*. Si cette annonce témoigne de la solidité du système de santé japonais, elle n’est pas sans soulever des inquiétudes. “La protection sociale pèse lourd sur la trésorerie de l’État”, constate ainsi *Bloomberg*. En 2026, celle-ci a représenté 20 % du PIB du pays.

ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véroane Cottin



☐ **11,55 € / mois**
au lieu de 21,10 € sans engagement.
Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



☐ **139 €** pour **1 AN**
(soit **52 n°s**) au lieu de 253 €.
Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

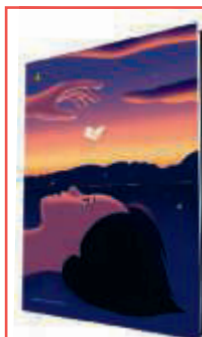
45%*
de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.



L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.



Pour la rentrée,
un carnet
en cadeau

- Format original imaginé par la rédaction.
- Couverture rigide, 96 feuilles lignées.
- Fermeture élastique et marque-page.
- Format A5 très pratique à emporter avec vous !

+ SIMPLE

+ RAPIDE

Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://www.courrierinternational.com/abos/2026/auto7>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner accompagné de votre règlement à : Courrier international – Service abonnements – A2100 – 62066 Arras Cedex 9

J'INDIQUE MES COORDONNÉES

RCO26BA07

☐ MONSIEUR ☐ MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

.....

CP :

VILLE :

E-MAIL :

☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international.
☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

JE CHOISIS L'OFFRE EN PRÉLÈVEMENT, JE REMPLIS LE MANDAT ET JE JOINS UN RIB

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC – Code international d'identification de votre banque

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Sera rempli
par Courrier international.
PAIEMENT RÉPÉTITIF

Fait à :
Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67-69, av. Pierre-Mendès-France
75013 Paris

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, JE JOINS UN CHÈQUE

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 30.06.2027 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.
☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.
Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil.
Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>

d'un continent à l'autre.

afrique



Moyen-Orient...	13
Amériques.....	16
Europe	20
France	24
Asie	26

Maroc. Dans le Rif, des revendications encore fortes

En octobre 2016, cette région du Nord connaissait un intense mouvement de contestation sociale, durement réprimé. Alors que les élections législatives ont lieu le 23 septembre, les Rifains estiment que la situation ne s'est pas vraiment arrangée.

—Enass, extraits (Casablanca)

Presque dix ans] après le Hirak ["mouvement", en arabe] du Rif, Al-Hoceima apparaît comme une ville transformée. Les rues qui résonnaient chaque soir des voix de milliers de manifestants ont retrouvé leur calme, et la plupart des signes visibles de l'un des plus importants mouvements de contestation qu'ait connu le Maroc depuis le Mouvement du 20 février [un mouvement de contestation apparu au Maroc en 2011, dans la foulée des révolutions dans d'autres pays arabes] ont disparu. [D'octobre 2016 à août 2017], Al-Hoceima était traversée par une colère sans précédent. La ville avait alors vu des dizaines de milliers de personnes descendre dans la rue après la mort tragique du vendeur de poisson Mohcine Fikri [le 28 octobre 2016], écrasé dans une benne à ordures alors qu'il tentait de récupérer sa marchandise confisquée.

Cet événement fut l'étincelle qui déclencha le Hirak du Rif,

faisant d'Al-Hoceima le symbole de la contestation sociale et le théâtre de l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire récente du Maroc.

La ville, qui a vécu des mois de manifestations en 2016 et 2017, suivis d'arrestations, de procès et de lourdes condamnations, n'a jamais véritablement tourné la page.

Ici, des mères attendent toujours le retour de leurs fils. Des familles poursuivent leurs longs déplacements vers les prisons où ils sont détenus.

Cette volonté de lutter contre l'oubli s'est exprimée avec force le 6 juin 2026, lorsqu'une caravane de solidarité est arrivée à Al-Hoceima à l'initiative d'un collectif de militantes des droits humains.

Chez la famille de Nasser Zefzafi [figure emblématique du mouvement, qui purge depuis 2018 une peine de vingt ans de prison], comme dans les foyers d'autres détenus, le temps semble s'écouler plus vite à l'extérieur qu'entre

les murs de ces maisons suspendues à l'attente. En accueillant les participantes, [sa mère] Zoulikha Zefzafi leur a simplement lancé : "Merci d'être venues... Je suis épuisée par les trajets vers les prisons."

Vingt ans de prison. De son côté, la mère de Nabil Ahamjik [considéré comme le numéro deux du mouvement, condamné en 2017 à vingt ans de prison], connue dans le Rif sous le nom affectueux de "Khalti Alia"

[ou Khalchi Alia en rifain], ("tante Alia"), a formulé une prière chargée de toute la souffrance accumulée : "Seigneur, rends-nous nos enfants... Les années et l'attente nous ont épuisées."

Khalti Alia ne parle pas seulement de son fils. Elle parle de toutes les mères des détenus du Hirak du Rif. Selon elle, la route vers les prisons fait désormais partie intégrante de leur existence depuis près de neuf ans. "Nous sommes fatiguées des routes [qui mènent aux] prisons", dit-elle d'une voix lasse.



REPORTAGE

nos enfants... Les années et l'attente nous ont épuisées."

Khalti Alia ne parle pas seulement de son fils. Elle parle de toutes les mères des détenus du Hirak du Rif. Selon elle, la route vers les prisons fait désormais partie intégrante de leur existence depuis près de neuf ans. "Nous sommes fatiguées des routes [qui mènent aux] prisons", dit-elle d'une voix lasse.

↓ Dessin de Hassan Bleibel, Liban.



La mère refuse catégoriquement que son fils et ses compagnons soient considérés comme des traîtres. À ses yeux, il ne s'agit que de jeunes qui aimaient profondément leur ville et leur pays, et qui souhaitaient voir Al-Hoceima et le Maroc devenir meilleurs. Elle s'interroge avec amertume : "Comment le fait de réclamer la dignité et le développement a-t-il pu conduire à des condamnations allant jusqu'à vingt ans de prison?"

Pour Khalti Alia, la souffrance ne s'arrête pas aux murs de la prison. Elle évoque également les années perdues par les familles restées à l'extérieur. Elle rappelle que Nasser Zefzafi a perdu son père alors qu'il était incarcéré. Pour la mère de Nabil, il ne s'agit pas simplement d'un dossier judiciaire. C'est une blessure ouverte qui ne s'est jamais refermée.

C'est pourquoi elle estime que la clôture du dossier du Hirak du Rif et la libération des détenus ne constituent pas uniquement une revendication des familles concernées. Selon elle, il s'agit d'une étape indispensable vers une véritable réconciliation avec

la région, mais aussi d'un préalable à tout discours sérieux sur la justice et l'équité au Maroc.

Au milieu des années 2010, l'État a lancé le programme "Phare de la Méditerranée" (Manarat Al-Moutawassit), présenté comme le plus vaste projet de développement jamais réalisé dans la province d'Al-Hoceima après des décennies de marginalisation.

Le programme était initialement doté d'un budget de 6,5 milliards de dirhams [près de 600 millions d'euros] et devait





être mis en œuvre entre 2015 et 2019. Il comprenait 644 projets, couvrant notamment : les infrastructures routières ; les hôpitaux ; les centres de formation ; les équipements touristiques ; les projets agricoles.

L'objectif affiché était de redessiner le visage de la région et de l'inscrire dans une nouvelle dynamique de développement. Cependant, ce qui était présenté comme un chantier stratégique s'est heurté à une réalité bien différente.

Dans son rapport remis au roi Mohammed VI en octobre 2017, au moment même où s'ouvrait à Casablanca le procès des dirigeants du Hirak, la Cour des comptes a révélé que le rythme de réalisation des projets connaissait d'importants retards.

Si les administrations concernées ont invoqué plusieurs explications – notamment l'absence de programmation budgétaire ou les difficultés liées au foncier –, la Cour a estimé que ces arguments ne suffisaient pas à justifier l'ampleur des retards.

Le rapport pointait notamment [du doigt] : un manque

de coordination entre les différents intervenants ; une gouvernance insuffisante ; l'absence de mécanismes efficaces de suivi et d'évaluation.

Huit ans plus tard, les autorités présentent une lecture sensiblement différente de la situation. Selon les données officielles, le programme "Phare de la Méditerranée" était réalisé à près de 98 % en mars 2022, tandis que son coût global atteignait 7,2 milliards de dirhams [653 millions d'euros].

Les institutions publiques mettent en avant une série de réalisations qui, selon elles, ont profondément transformé Al-Hoceima, notamment. Les autorités estiment que ces investissements ont permis de désenclaver la région, de renforcer son attractivité touristique, de créer des emplois et de développer l'offre hôtelière.

Cette vision n'est toutefois pas unanimement partagée dans le Rif. Alors que les rapports officiels mettent en avant des taux élevés de réalisations, de nombreux habitants considèrent que

le développement s'est essentiellement traduit par la construction d'infrastructures, sans améliorer de manière tangible leurs conditions de vie.

Des hôpitaux ont été construits, mais ils souffrent toujours d'un manque chronique de médecins et de personnel soignant. De nouvelles infrastructures ont vu le jour, sans pour autant enrayer le chômage.

Émigration. Parallèlement, plusieurs détenus du Hirak sont restés incarcérés durant de longues années, ce qui conduit une partie de la population à considérer que la crise n'était pas uniquement une question de développement économique, mais également une crise politique et sociale.

Entre, d'une part, un discours officiel fondé sur les taux d'exécution et le volume des investissements et, d'autre part, des voix locales estimant que les réalisations relèvent davantage d'un "développement cosmétique", incapable de s'attaquer aux causes profondes des fragilités sociales et des inégalités économiques, la question soulevée par le Hirak demeure entière : les infrastructures et les grands projets suffisent-ils, à eux seuls, à garantir un développement social juste et durable ?

Pour Mohamed El-Mejjaoui, surnommé "le sage du Rif" et ancien détenu du Hirak, la libération d'une partie des prisonniers n'a pas mis fin à la tragédie. Selon lui, tant que six des principaux

Des hôpitaux ont été construits, mais ils souffrent d'un manque chronique de médecins.

dirigeants du mouvement purgent encore des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison, il est impossible de considérer que cette page est tournée.

Quant à ceux qui ont retrouvé la liberté, ils se sont heurtés à une autre forme de difficulté. "Beaucoup ont été privés de leur droit au travail. Certains étaient diplômés de l'université et réussissaient les concours de recrutement, mais leurs noms étaient finalement écartés lors des dernières étapes du processus", affirme-t-il.

Chronologie

Une contestation sociale continue

2011 — Le Mouvement du 20 février

Ce mouvement de contestation est apparu dans le sillage du dit "Printemps arabe". Il a porté des revendications sociales et des réformes politiques, réclamant notamment une monarchie parlementaire. Suivra une nouvelle Constitution, qui se veut une refonte de l'ordre politique du pays.

Octobre 2016 – août 2017 — Le mouvement populaire du Rif ou Hirak

Dans cette région amazigh, à la forte identité historique, les premières contestations ont commencé en mai 2016. Mais c'est la mort de Mohcine Fikri, un jeune commerçant broyé dans une benne à ordures alors qu'il s'opposait à la police, qui a déclenché la contestation. Les manifestations se multiplient à Al-Hoceima, mais aussi dans d'autres villes du Rif et dans le reste du pays. Suivra une violente répression. En 2019, 43 manifestants sont condamnés à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison.

Septembre 2025 — Manifestations de la génération Z au Maroc

L'élément déclencheur a été le décès de plusieurs femmes lors de la pratique de césariennes à Agadir. Ces affaires tragiques ont mis en lumière la crise du système de santé, alors que le Maroc se préparait à accueillir la Coupe d'Afrique des nations et prépare le Mondial 2030. Coordonné via les réseaux sociaux par le groupe sans étiquette politique GenZ 212, le mouvement rassemble des jeunes réclamant des droits sociaux plutôt que des stades.

30 juillet 2026 — Assaut de l'enclave espagnole de Ceuta

Près de 70 000 migrants originaires du Maroc ou d'Afrique subsaharienne ont tenté de traverser à la nage ou à pied cette frontière de l'Europe avec l'Afrique. La plupart sont repartis dans la foulée, mais plusieurs milliers, 5 000 selon le gouvernement espagnol (au moins 10 000 d'après les autorités de Ceuta) y sont restés.

Selon Mohamed El-Mejjaoui, cette situation a conduit de nombreux jeunes d'Al-Hoceima à quitter la région. Les uns sont partis chercher du travail. D'autres ont demandé l'asile en Europe, notamment en Espagne. "Il est devenu rare de trouver un jeune de la génération du Hirak qui vive encore ici. La majorité est partie."

À ses yeux, l'émigration n'est plus un choix individuel, mais une échappatoire collective qui a vidé la ville d'une grande partie de sa jeunesse et profondément modifié sa composition démographique.

Neuf ans après les événements, Mohamed El-Mejjaoui estime qu'Al-Hoceima vit encore ce qu'il qualifie de "forme de siège". Depuis la fin des manifestations, la ville n'a plus connu ni

rassemblements ni mouvements de protestation, alors même que le droit de manifester est garanti par la Constitution marocaine.

Pour lui, les causes profondes de la contestation n'ont pourtant jamais disparu : le chômage ; la hausse du coût de la vie ; la dégradation des conditions d'existence. Il met en garde contre les conséquences d'une fermeture durable de l'espace réservé à la contestation pacifique : "On ne peut pas empêcher indéfiniment les gens d'exprimer leurs revendications."

Mohamed El-Mejjaoui insiste sur le fait que les habitants du Rif ne cherchent pas une nouvelle confrontation avec l'État. Ils souhaitent avant tout des solutions concrètes. "Nous ne voulons plus que cette ville produise

d'autres victimes ou d'autres détenus. Nous aimons ce pays, c'est précisément pour cela que nous parlons. Nous savions que tout mouvement de protestation avait un prix, mais nous espérions qu'il conduirait à des résultats positifs, et non à la seule poursuite d'une approche sécuritaire."

Selon lui, les revendications qui avaient conduit les manifestants à descendre dans la rue en 2016 restent pleinement d'actualité. Le secteur de la santé, au cœur des revendications du Hirak, demeure particulièrement préoccupant.

"Nous espérions que le mouvement de protestation conduirait à des résultats positifs."

Mohamed El-Mejjaoui,
ANCIEN DÉTENU DU HIRAK

La province d'Al-Hoceima connaît une forte prévalence de plusieurs maladies, notamment le cancer, ce qui rend les besoins en soins spécialisés encore plus urgents.

Malgré les investissements annoncés, la population continue de souffrir. De nombreux patients sont ainsi contraints de se rendre à Ajdir, Tétouan, Tanger ou Oujda, y compris dans des situations d'urgence. Le constat ne se limite pas au secteur de la santé.

Selon Mohamed El-Mejjaoui, l'économie locale est elle aussi en difficulté. Ville longtemps dépendante de la pêche maritime, Al-Hoceima a vu cette activité décliner, entraînant avec elle une baisse des opportunités d'emploi. Il résume la situation en une phrase : "Après toutes ces années, les revendications restent les mêmes : le droit à la santé, le droit au travail et le droit de vivre dans la dignité."

Il ajoute que beaucoup de jeunes ne voient désormais plus Al-Hoceima comme un lieu où construire leur avenir. Pour nombre d'entre eux, partir est devenu l'unique perspective.

[Dix] années se sont écoulées, mais pour de nombreux habitants d'Al-Hoceima, le Hirak du Rif n'est toujours pas relégué au passé.

Ses conséquences demeurent visibles, dans la vie quotidienne comme dans la mémoire collective d'une ville qui n'a pas encore trouvé le chemin d'une véritable réconciliation avec cette période.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

La mort d'un vendeur de poisson provoque une vague d'indignation

En octobre 2016, la presse marocaine se faisait l'écho de la colère qui s'était emparé du pays après la mort brutale d'un vendeur de poisson à Al-Hoceima le 28 octobre. "Dans une quarantaine de villes et localités à travers le pays, les manifestations et sit-in se succèdent, mais aussi et surtout sur les réseaux sociaux où une vague de colère a enflammé la Toile, accusant les autorités d'être responsables de son décès. Deux hashtags en arabe, #طحن_مو (Broie-le!) et #كلنا محسن فكري (Nous sommes tous Mouhcine Fikri), sont en tête des tendances sur Twitter", rapportait alors **Le Desk**. Une revue de presse à retrouver sur notre site.

Même si tous les détenus venaient à être libérés, les personnes que nous avons rencontrées estiment que cette mesure ne constituerait qu'un début, et non l'aboutissement du processus.

Pour Mohamed El-Mejjaoui, le maintien en détention de plusieurs dirigeants du Hirak empêche de considérer cette séquence comme définitivement close. "Tant que le dossier du Hirak du Rif restera ouvert, Al-Hoceima ne retrouvera pas son éclat."

Il insiste cependant sur un point : la libération des détenus ne devrait pas marquer la fin du processus, mais son commencement. Selon lui, la province a besoin d'une nouvelle vision fondée sur le dialogue, dans laquelle la contestation serait reconnue comme un mode légitime d'expression citoyenne plutôt que comme une source de confrontation.

"Ce qu'il faut, ce n'est pas seulement la libération des détenus. Il

faut surtout trouver des réponses qui empêchent que ce qui s'est produit ne se reproduise, afin que, dans quelques années, nous ne nous retrouvions pas au même point."

Logique sécuritaire. Il estime que le temps écoulé aurait dû permettre d'apporter de véritables réponses politiques et de développement. Pourtant, selon lui, l'approche sécuritaire demeure dominante.

Miloud, un habitant d'Al-Hoceima, partage cette idée tout en donnant une définition plus large de la réconciliation. Selon lui, celle-ci ne se résume pas à mettre fin aux procédures judiciaires.

Elle commence lorsque les habitants ont le sentiment que l'État a réellement entendu les revendications exprimées par la population de la région. "La réconciliation, c'est faire en sorte qu'aucune autre génération n'ait à payer le même prix. C'est permettre que les revendications sociales soient discutées dans le cadre d'un dialogue, et non dans les tribunaux ou les prisons."

Toutes les personnes interrogées convergent vers la même idée. L'avenir d'Al-Hoceima dépend, selon elles, de deux conditions essentielles : la libération des dirigeants encore emprisonnés du Hirak ; la capacité de l'État à construire une nouvelle relation avec le Rif, fondée sur la confiance, l'écoute et le dialogue.

Elles estiment qu'il est nécessaire de sortir le dossier du Hirak d'une logique exclusivement sécuritaire pour l'inscrire dans une perspective plus large, à la fois politique, sociale et de développement.

—**Imane Bellmaine,**
publié le 20 juillet

SOURCE

ENASS

Casablanca, Maroc
enass.ma

Se qualifiant de "média des sans-voix", Enass ("les gens" en darija) est un site marocain fondé en 2021 par deux journalistes, Salaheddine Lemaizi et Majdouline Benkhraba. Il se veut indépendant et engagé pour un journalisme de qualité. Le titre publie reportages, enquêtes et portraits en français et en arabe.

Une campagne marquée par la question sociale

La coalition au pouvoir au Maroc défend son bilan, mais l'opposition pointe du doigt l'injustice sociale.

—Courrier international

Le 23 septembre, plus de 15 millions d'électeurs marocains sont invités aux urnes pour choisir leurs représentants et, indirectement, le futur chef du gouvernement : 27 partis politiques sont en lice pour 395 sièges, récapitule le site d'information **Middle East Online**. Les précédentes législatives, en 2021, avaient porté au pouvoir Aziz Akhannouch, au sein d'une coalition composée du Rassemblement national des indépendants (RNI), du Parti authenticité et modernité (PAM) et de l'Istiqlal, parti royaliste fondé pour obtenir l'indépendance du pays.

Cette coalition au pouvoir cherche à se maintenir au pouvoir malgré les inégalités sociales et économiques persistantes.

Les enjeux sociaux sont au cœur de ces élections, notamment après les événements de Ceuta, en août, qui mettent à nu le désespoir d'une frange de la jeunesse marocaine.

Mais au lieu de donner des réponses sociales, les partis politiques préfèrent surfer sur la vague d'un nationalisme marocain pour appeler à la récupération (peu probable) des enclaves de Ceuta et Melilla.

Il y a une autre raison possible au mécontentement social : trois ans après le séisme meurtrier qui a frappé, le 8 septembre 2023, la région d'Al-Haouz, faisant plus de 2 900 morts et plus de 5 500 blessés, certaines voix dénoncent une prise en charge insuffisante des victimes.

Dans un témoignage auprès de la chaîne de télévision allemande **Deutsche Welle**, un septuagénaire se plaint de n'avoir pas eu droit, comme d'autres, aux

indemnités promises. "Je veux savoir où sont passés mes droits, depuis trois ans je vais d'un service à l'autre, d'une plainte à l'autre, à la recherche d'une réponse. Pourquoi ai-je été exclu?" s'agace cet homme, assis devant sa maison en ruine.

Plus de 3 000 familles n'ont bénéficié d'aucune aide de l'État, selon les plaintes reçues par la Coordination nationale des victimes du séisme d'Al-Haouz. Les



REVUE DE PRESSE

mécontents espèrent notamment que les élections législatives permettront de changer les choses.

Dans ce contexte, le Parti de la justice et du développement (PJD), à l'orientation islamiste, joue sa partition pour espérer revenir aux commandes, après son éviction du pouvoir après les élections de 2021. Dans son programme, le parti fait de la création d'emplois, particulièrement pour les jeunes, l'une de ses priorités, rapporte le site d'information **Morocco World News**.

Le PJD projette également de lutter contre les monopoles en augmentant l'impôt pour les sociétés identifiées comme occupant une position dominante sur le marché. Il critique également l'incapacité de la majorité à créer de l'emploi malgré la croissance économique affichée. Au Maroc, 1,6 million de chômeurs sont recensés en 2025 et plus de 37 % des jeunes actifs entre 15 et 24 ans sont touchés.

Pour sa part, la coalition au pouvoir aborde les élections en rangs dispersés, sur fond de dissensions entre les trois partis qui la composent. Autrefois alliés, le RNI et le PAM ont scellé leur rupture et se confrontent désormais, espérant faire émerger un chef de gouvernement de leurs rangs, explique le site marocain d'information **Quid**.

—**Malik Ben Salem**



Israël. La conscription des ultraorthodoxes déchire la droite

L'exemption militaire des haredim est une question majeure dans la campagne des élections législatives. Nétanyahou tente de reconquérir une partie de son électorat opposée à cette mesure sans rompre avec ses alliés qui la réclament.

—**Courrier international**

La conscription des juifs ultraorthodoxes s'impose comme l'un des sujets phares de la campagne pour les élections législatives en Israël, prévues le 27 octobre – et l'un des plus périlleux pour Benjamin Nétanyahou.

Sa majorité gouvernementale s'appuie notamment sur le soutien de deux formations religieuses ultraorthodoxes, le Shas et le Judaïsme unifié de la Torah. Pour satisfaire ses alliés haredim – “craignant Dieu”, en hébreu –, le Premier ministre israélien a longtemps promu une loi prévoyant des exemptions pour les étudiants ultraorthodoxes.

En juillet, la coalition au pouvoir faisait adopter une loi suspendant temporairement les arrestations des jeunes étudiants de yeshiva [école talmudique] refusant de répondre à leur ordre de mobilisation. Mais quelques

semaines plus tard, Nétanyahou promettait qu'après les élections “celui qui n'étudie pas la Torah s'enrôlera – ou ira en prison”.

“Nétanyahou zigzague [...] à cause des sondages”, écrit le quotidien **Yediot Aharonot**. Un revirement électoral qui s'explique par le fait qu'après près de trois années de guerre ces exemptions commencent à lui coûter des voix dans une partie de la droite. “La campagne que mène maintenant Nétanyahou en faveur de ceux qui servent et contre ceux qui se débloquent est une insulte à l'intelligence”, lâche un haut responsable du Likoud, le parti de Benjamin Nétanyahou. “Les dégâts que cette loi nous a causés sont indescriptibles.”

La guerre depuis le 7 Octobre a changé la nature du débat. “C'est

On estime que l'armée ferait face à un déficit de près de 15 000 soldats.

plus seulement la question du nombre de soldats que nous avons, mais du nombre de soldats dont nous avons besoin”, écrit le quotidien conservateur **Israel Hayom**. Le journal de droite estime que la conscription des haredim n'est plus simplement une affaire d’“égalité dans le partage du fardeau”, mais une “nécessité sécuritaire”.

Fin août, **Israel Hayom** rapportait que 215 ultraorthodoxes avaient rejoint des unités combattantes en une seule journée. Un chiffre en progression, mais encore très éloigné du nombre de jeunes haredim en âge de servir. Alors que plus de 200 bataillons de réservistes ont été mobilisés, on estime que l'armée ferait face à un déficit pouvant atteindre 15 000 soldats.

La Cour suprême est venue remettre brutalement le dossier au premier plan en annulant, le 3 septembre, la loi adoptée en

juillet qui empêchait temporairement l'arrestation des réfractaires ultraorthodoxes.

Depuis, les interpellations ont repris. Ainsi, des dizaines de réfractaires recherchés par la police militaire ont été arrêtés.

Plusieurs d'entre eux, appartenant au courant hassidique de Breslev, tentaient de rejoindre Ouman, en Ukraine, où des dizaines de milliers de fidèles se rendent chaque année sur la tombe de leur maître, Nahman de Breslev.

Face à cela, les alliés ultraorthodoxes de Nétanyahou haussent le ton. Jusqu'ici, la formation **Degel HaTorah**, une des deux composantes du Judaïsme unifié de la Torah avec **Agoudat Israel**, s'était montrée ouverte à un compromis comprenant des objectifs de recrutement et des sanctions individuelles. Mais l'accord électoral conclu le 7 septembre entre les deux partis stipule qu'il “ne faut imposer aucune sanction aux étudiants de yeshiva”, rapporte le site ultraorthodoxe **Behadrei Haredim**. Tant qu'une loi garantissant leur statut ne sera pas adoptée, **Degel HaTorah** menace de ne plus soutenir les textes du gouvernement.

Du côté du **Shas**, son chef, **Aryeh Deri**, refuse d'appeler même les jeunes ultraorthodoxes qui n'étudient pas réellement à plein temps à s'enrôler. “L'armée se débrouillera sans eux”, a-t-il déclaré. Cette situation offre un espace aux concurrents de Nétanyahou à droite.

À sa droite, le général de réserve **Ofer Winter**, à la tête du nouveau parti **Amcha Yisrael** – “Ton

peuple, Israël”, en hébreu –, qui pourrait entrer à la **Knesset** (le Parlement israélien), a fait de la conscription une condition à son éventuelle participation à un gouvernement Nétanyahou, rapporte le site **Zman Israel**.

Du côté de l'opposition, l'ancien Premier ministre **Naftali Bennett** assure qu’“il n'y aura aucun compromis” et que “tout le monde doit servir”, tandis qu'**Avigdor Lieberman** promet qu’“il n'y aura d'exemption ni pour 30 % ni pour 3 %”.

À quelques semaines du scrutin, l'équation est devenue difficile

✓ “Eh oui, il va falloir tirer pour de vrai, même pendant shabbat.”
Dessin de **Danziger**, États-Unis.

Réaction

“VOUS SAVIEZ, VOUS AVEZ IGNORÉ”

Après les révélations selon lesquelles Benjamin Nétanyahou avait été prévenu par le président émirati, Mohammed ben Zayed (MBZ), d’une “action d'ampleur” du Hamas dix jours avant les attaques du 7 Octobre, les principaux chefs de l'opposition sont tombés à bras raccourcis sur le Premier ministre. Ce dernier s'est révélé “inapte”, a affirmé Gadi Eisenkot, son principal rival dans les sondages. “Vous saviez, vous avez ignoré, vous avez échoué, vous êtes responsable”, a renchéri Yaïr Golan, chef du parti Les Démocrates. Dénonçant un “mensonge absolu”, Benjamin Nétanyahou a engagé une procédure en diffamation contre le quotidien **Ha'Aretz**, qui a publié ces révélations. Mais “changeront-elles quelque chose?” s'interrogeait le journal le lendemain, la société israélienne étant abreuvée depuis trois ans de révélations sur les défaillances ayant précédé le massacre. Ces dernières seront peut-être “décisives pour un électeur encore indécis”, mais rien n'est moins sûr, écrit-il.

pour Benjamin Nétanyahou : pour gouverner, le Premier ministre pourrait avoir besoin des partis ultraorthodoxes, qui réclament une exemption sans sanctions; mais pour gagner les élections, il doit reconquérir une partie de la droite qui supporte de moins en moins ces concessions.

Après avoir appelé à préserver “à tout prix” son alliance avec les ultraorthodoxes, le chef du gouvernement promet désormais une “loi de conscription complète répondant aux besoins de Tsahal”. Reste à convaincre ceux qui réclament que tous servent et ceux dont le soutien dépend précisément du maintien de ces exemptions.

—**Eléonore Weil**

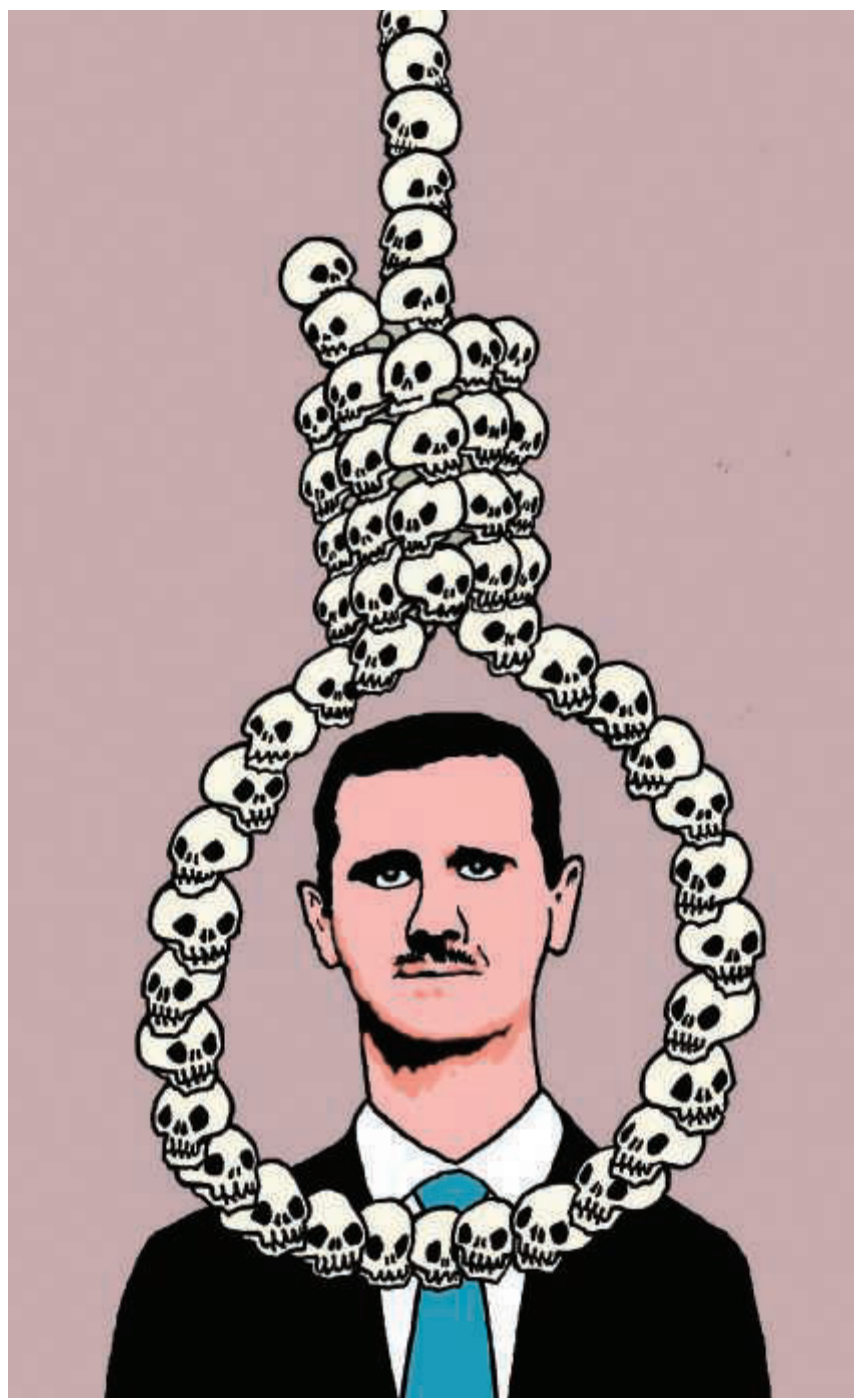


REVUE DE PRESSE

SYRIE

Bachar El-Assad mérite une peine sans égale

La condamnation à mort par contumace de l'ancien dictateur syrien en août constitue un pas en avant vers une forme de justice dans le pays. Mais cette décision ne suffit pas, argue cet opposant de longue date.



—Al-Jumhuriya, extraits (Istanbul)

Une punition juste est impossible pour Bachar El-Assad, qui est responsable de la destruction d'innombrables vies syriennes, surtout pendant la répression de la révolution contre son régime, à partir de 2011. Sa condamnation à mort par contumace prononcée le 11 août à Damas n'est pas à la hauteur de ses crimes, ni à la hauteur de ce que les Syriens sont en droit d'attendre d'un système juridique et politique post-Assad.

Toutefois, n'importe quel système juridique serait incapable d'établir la justice dans un cas pareil. Or un crime qui ne peut être puni ne peut pas être pardonné, selon Hannah Arendt.

Pourquoi les crimes de Bachar El-Assad sont-ils impossibles à punir ? Parce que c'est lui qui était au sommet des chaînes de commandement. Les petits et grands rouages de son régime peuvent se cacher derrière l'argument qu'ils n'ont fait qu'exécuter des ordres. C'est l'excuse standard de ceux qui participent à des crimes [de guerre ou contre l'humanité].

Violence absolue. Pourtant, il y a des [fonctionnaires, militaires ou politiques] qui ont refusé les ordres, au risque de leur propre vie. Ceux en revanche parmi les piliers de l'appareil sécuritaire et militaire qui n'ont pas fait défection peuvent être considérés comme ayant participé aux crimes de guerre et contre l'humanité. On n'a pas connaissance que l'un d'entre eux ait proposé une autre façon de réagir aux manifestations populaires.

Quant à Bachar lui-même, il n'a même pas l'excuse d'avoir "seulement" obéi aux ordres. C'est lui qui, en dernier ressort, était le donneur d'ordre. Il était totalement libre de choisir la manière de faire face à la révolte des Syriens et il est donc totalement responsable des crimes de son régime : pas moins d'un demi-million de victimes, peut-être jusqu'à 250 000 cas de disparitions forcées, l'exode à l'étranger ou le déplacement intérieur d'au moins la moitié de la population, la destruction de villes, de quartiers et de villages, les [centaines de milliards] de dollars qui seront nécessaires pour la reconstruction.

À aucun moment le nombre de victimes et le taux de destruction ne paraissent l'avoir empêché de dormir. Il ne semble pas non plus avoir considéré qu'il pouvait exister une quelconque limite à ne pas franchir dans la répression. Il a exercé une violence absolue, sans règles et sans limites. Par conséquent, sa punition doit également être absolue. Mais elle devrait aussi être fondatrice. Fondatrice du passage à l'État de droit en Syrie.

L'auteur



YASSIN AL-HAJ SALEH

est un intellectuel, écrivain et dissident politique syrien. Ex-militant communiste, il est emprisonné entre 1980 et 1996 sous le règne de Hafez El-Assad. Il prend fait et cause pour le soulèvement contre Bachar El-Assad dès 2011 et entre dans la clandestinité. En décembre 2013, son épouse est enlevée près de Damas. Il s'exile en Turquie en 2014, puis rejoint l'Allemagne en 2017. En France, certains de ses écrits ont fait l'objet d'un recueil, *La Question syrienne* (Actes Sud, 2016). *Courrier international* publie régulièrement ses textes.

Hannah Arendt parlait de la "banalité du mal" à propos du responsable nazi Adolf Eichmann [responsable de la logistique de la "solution finale", il est condamné à mort en Israël en 1962 et exécuté]. Le "mal banal" n'a pas pour coupable quelqu'un de précis, mais un coupable anonyme comme un rouage de la bureaucratie. La bureaucratie qui, selon Hannah Arendt, est le "règne de l'anonymat". Christopher Browning [historien américain et spécialiste de la Shoah] de son côté a consacré un ouvrage important au mal des "hommes ordinaires" tels que les volontaires du bataillon 101, le bataillon de réserve de la police nazie [*Des hommes ordinaires*, Les Belles Lettres, 1994].

Or Bachar El-Assad ne relève pas de ces "hommes ordinaires", ni des anonymes auteurs d'un "mal ordinaire". Il a occupé dans son régime la même position qu'Hit-

ler dans le régime nazi ou Pol Pot dans celui des Khmers rouges [au Cambodge], et non pas une position comme celle occupée par Adolf Eichmann, par exemple, qui est le cas étudié par Hannah Arendt. Ni celle d'Atef Najib [cousin germain d'Assad et ancien responsable de la sécurité de Deraa, dans le sud de la Syrie, connu pour sa brutalité envers les manifestants antirégime], qui a été condamné à la même peine que Bachar El-Assad, dans le cadre du même procès.

Si la "banalité du mal" s'applique dans une certaine mesure aux fonctionnaires banals, elle ne s'applique pas aux dirigeants



TRIBUNE

✎ *Dessin d'Arend,
Pays-Bas.*

qui prennent les décisions. Bachar El-Assad en était un. Il a librement choisi de faire du crime son mode opératoire.

Certes, il était trop médiocre pour conceptualiser ses crimes et il était peut-être même en deçà des capacités intellectuelles d'un Eichmann. Mais contrairement à ce dernier, il était le maître de la politique de son régime. Il n'a donc aucune excuse, pour peu que l'on puisse considérer que les autres sont excusables.

[En tout, neuf anciens responsables du régime ont été condamnés à mort le 11 août], dont Atef Najib, Talal Al-Assimi ou encore le frère de l'ex-dictateur Maher El-Assad. Or le fait que Bachar El-Assad a été traité à égalité des autres est problématique. Il n'est en effet pas juste que des crimes de gravité différente soient punis par les mêmes peines, et Bachar El-Assad mérite une peine à nulle autre pareille.

Comment établir la justice face à un criminel comme Bachar El-Assad? On peut considérer que sa condamnation à mort est une peine juste, mais l'essentiel devrait être ailleurs.

Par l'étendue de ses crimes, il a défait les liens qui unissent la société syrienne. Par conséquent, son procès [aurait dû] servir à faire renaître ces liens, pour réta-

Il était libre de choisir la manière de faire face à la révolte des Syriens et il est donc responsable des crimes de son régime.

blir un terrain commun entre les Syriens.

À défaut, la peine infligée à Bachar El-Assad n'est qu'une gesticulation. Premièrement, parce qu'il ne va peut-être jamais être extradé de son confortable exil à Moscou. Il n'est même pas sûr que l'actuel pouvoir le demande, puisqu'il ne semble pas vouloir se saisir du cas de Bachar El-Assad pour en faire un moment fondateur de la justice et du règne du droit en Syrie.

Deuxièmement, parce que le système juridique actuel ne dispose pas de l'indépendance et de la crédibilité nécessaires pour faire du procès contre Bachar El-Assad un événement fondateur.

Troisièmement, parce que son procès ne s'inscrit pas dans un processus global [de justice transitionnelle], qui toucherait également les criminels issus de la mouvance du pouvoir actuel. Et c'est le pire service à rendre à l'État de droit que de punir les crimes du camp adverse tout en protégeant les criminels qui appartiennent au nôtre.

Finalement [cette peine n'est pas complète] parce qu'il y a la "banalité" – dans le sens de médiocrité – du gouvernement actuel. C'est ce qu'on a vu lors du procès d'Atef Najib, quand le procureur général

de Damas a crié contre l'accusé : "Nous avons trouvé qu'il était vrai ce que nous a promis notre Seigneur. Et vous, est-ce que vous avez trouvé qu'il était vrai ce que vous a promis votre seigneur Bachar El-Assad?" [citation détournée d'un verset du Coran, mettant en scène les premiers, qui sont au paradis, s'adressant aux seconds, qui sont en enfer.]

Événement fondateur. De la part du procureur, c'est absolument indigne. Cela ne relève ni de près ni de loin de l'État de droit. Atef Najib doit être jugé pour ses crimes et non pas pour ses croyances. [Il est rattaché à la religion alaouite par sa mère, Fatima Makhoul, tante de Bachar El-Assad.] Le procureur général ne peut pas incarner la justice pour l'ensemble des Syriens si son discours est empreint d'une religion en particulier.

Mais est-ce que le pouvoir actuel veut vraiment que Bachar El-Assad soit extradé de Russie? Veut-il vraiment procéder à son exécution, et faire en sorte que cela sonne la mort d'un pouvoir absolu, catégoriel, non élu? Veut-il vraiment qu'il y ait un avant et un après, avec de vraies différences entre les deux? Veut-il vraiment créer la rupture avec les anciennes pratiques du pouvoir?

Il est probable que l'on gâche l'occasion d'inscrire la punition de Bachar El-Assad dans une démarche plus approfondie pour en faire un événement fondateur d'une nouvelle culture politique. On a plus certainement affaire à l'enterrement du dossier Bachar El-Assad.

Sauf que la question de la justice en Syrie dépasse les calculs politiques du pouvoir. Elle est au cœur de la lutte que les Syriens mènent depuis des décennies. La révolution en était une étape, et il y en aura d'autres. Et nous y sommes d'ores et déjà.

— **Yassin Al-Haj Saleh,**

publié le 26 juillet,

traduit par Philippe Mischkowsky

SOURCE



AL-JUMHURIYA

Istanbul, Turquie

aljumhuriya.net

Al-Jumhuriya ("La République") est un site web d'études et de débats créé en mars 2012 à Istanbul par un groupe d'intellectuels syriens exilés, dont Yassin Al-Haj Saleh, Nayla Mansour et Yassin Swehat. Il publie des articles, des enquêtes et études de fond sur les transformations politiques, sociales et culturelles en Syrie et dans le monde arabe.

"Le voyage est un retour vers l'essentiel."

— Proverbe tibétain



Découvrir le monde, explorer ses trésors naturels et culturels, vivre des émotions fortes et des moments de partage : telles sont les promesses d'Arts et Vie, votre spécialiste du voyage culturel depuis 70 ans. Animés par une passion sincère pour la culture et la transmission, nous vous proposons des circuits guidés où la curiosité devient rencontre et où chaque destination se révèle en profondeur. Voyager en groupe avec Arts et Vie, c'est choisir l'expertise, le confort, la convivialité et l'authenticité — pour voir le monde autrement.

www.artsetvie.com



Recevez gratuitement
notre brochure
de voyages *Évasion* 2027
au 01 64 14 52 97
ou en scannant
ce QR Code.

ARTS ET VIE
VOYAGES CULTURELS





amériques

—The New York Times,
extraits (New York)

Au début du mois de juin, Ghulam Kehar s'est levé aux aurores pour prier à la mosquée qu'il fréquente à Irving, au Texas. Ce jour-là, il devait partir pour un déploiement d'un mois avec la garde côtière américaine. Ce n'était pas son premier déploiement, mais cette fois-ci il appréhendait de laisser son épouse et leurs quatre enfants derrière lui au Texas, même pour une courte période.

Les attaques rhétoriques des plus hauts dirigeants texans contre les musulmans se sont intensifiées ces derniers temps. À la mosquée où prie Ghulam Kehar, le Valley Ranch Islamic Center, et dans d'autres mosquées au Texas, les fidèles ont long à dire sur les commentaires haineux dont ils font régulièrement l'objet lorsqu'ils prient en public ou se reposent dans un parc.

“Pas les bienvenues”. Au cours des derniers mois, un homme a été arrêté et accusé d'avoir formulé des menaces terroristes lors d'une visite à l'Ismaili Center, grand centre islamique à Houston. Non loin de là, dans un magasin de Conroe, une femme a dit à des clientes musulmanes qu'elles n'étaient *“pas les bienvenues dans cet État ni dans ce pays”*. Celle-ci a perdu son emploi après la diffusion de la vidéo en ligne, mais une collecte de fonds organisée en sa faveur a permis de récolter près de 250 000 dollars [215 000 euros]. À McKinney, une banlieue de Dallas, lors d'une audience houleuse du conseil municipal portant sur l'extension d'une mosquée, une femme a empoigné un ancien édile et a fourré dans sa chemise un papier sur lequel était inscrit un message antimusulman.

“Je suis un peu inquiet de les laisser seuls dans cette atmosphère”, souligne Ghulam Kehar au sujet des membres de sa famille. Il a donc fait en sorte qu'ils puissent le rejoindre rapidement sur les lieux de son déploiement, près de la frontière canadienne. Le père de famille, qui a grandi en Californie, fait partie du nombre croissant de musulmans venus s'établir au Texas ces dernières décennies en quête de bonnes écoles, de logements abordables et d'une communauté prospère



États-Unis. Un vent d'islamophobie souffle sur le Texas

La population musulmane du Texas est en pleine croissance. Mais elle doit faire face à une montée de l'islamophobie. L'islam est même devenu la principale préoccupation des électeurs conservateurs texans. Un ressentiment alimenté par les dirigeants républicains de l'État.

de coreligionnaires. La région de Dallas-Fort Worth a été un pôle d'attraction particulièrement fort. Des dizaines de mosquées y ont fait leur apparition.

“C'est l'endroit rêvé pour les musulmans américains”, explique Tammam Alwan, qui a quitté Detroit pour s'établir à Irving après avoir découvert la communauté locale grâce à des vidéos religieuses publiées en ligne. Mais la croissance de la population musulmane s'est accompagnée

“Je me reposerai quand tous les musulmans seront partis.”

**Bo French, MEMBRE
DU PARTI RÉPUBLICAIN**

d'une montée du ressentiment à leur égard.

La promesse de combattre *“l'islam radical”* fait depuis longtemps partie de la rhétorique du Parti républicain. Celle-ci n'a fait que s'intensifier à l'échelle nationale depuis les victoires électorales remportées par des musulmans comme Zohran Mamdani, le maire socialiste démocrate de New York, ou par le progressiste Abdul El-Sayed, qui a remporté la primaire démocrate pour la sénatoriale du Michigan.

Au Texas, le début de l'année 2025 a marqué un tournant, avec le dévoilement, par des membres de l'East Plano Islamic Center, de la construction d'une nouvelle mosquée à l'est de Dallas. Le projet a aussitôt soulevé un

tollé général. Depuis, des dirigeants de l'État ont ouvert des enquêtes visant plusieurs institutions musulmanes au Texas. Ils ont notamment cherché à bloquer le projet de développement immobilier. Le gouverneur, Greg Abbott, a aussi menacé de retirer les fonds accordés par l'État aux aéroports texans qui offrent des salles de prière aux voyageurs musulmans, ordonné l'annulation d'un événement privé organisé

dans un parc aquatique pour célébrer une fête musulmane et qualifié de groupe terroriste le Conseil des relations islamo-américaines (Council on American-Islamic Relations, Cair), ce que même l'administration Trump n'a pas

encore osé faire. (La Floride a emboîté le pas au Texas en qualifiant le Cair de groupe terroriste.)

Les efforts déployés par les dirigeants républicains texans pour restreindre la pratique de l'islam vont de pair avec l'élargissement de la place du christianisme dans la vie publique. En juin, le Texas est devenu le premier État à imposer la lecture de la Bible dans les écoles publiques, où l'observation d'un temps de prière et l'affichage des dix commandements étaient déjà obligatoires.

Depuis le début de l'année dernière, l'islam est devenu, pour de nombreux électeurs conservateurs texans, la principale préoccupation, devant la question des frontières. De plus en plus, les militants antimusulmans et les candidats de la droite dure affirment que l'islam est incompatible avec les valeurs américaines. *“Je me reposerai quand tous les musulmans seront partis”*, a écrit cet été sur les réseaux sociaux Bo French, un membre du Parti républicain.

Les leaders musulmans texans ont débattu de la meilleure façon de réagir. Certains pensaient qu'il fallait jouer la carte de la sensibilisation. D'autres étaient frustrés par le retour, après des années d'efforts pour favoriser le dialogue interconfessionnel, d'une rhétorique largement disparue depuis les attentats du



REPORTAGE



← Une participante à la Conférence d'action politique conservatrice, à Grapevine (Texas), brandit une pancarte contre la charia, le 27 mars 2026.

← Des bénévoles préparant des repas pour les démunis à la mosquée Masjid Al-Islam, à Dallas, le 18 juillet 2026.

Photos de Desirée Rios/
The New York Times

11 septembre 2001. “On a essayé de de multiples reprises de mettre notre bilan en évidence, en espérant que celui-ci parlerait de lui-même”, confie Omar Suleiman, un imam et intellectuel musulman. On a essayé mais ça n’a rien donné.”

Pour lui, la situation exige de présenter une défense juridique solide. “On doit faire en sorte qu’il soit coûteux pour ces gens de mentir, sur le plan tant légal que politique. Il faut riposter.” Il évoque les protections religieuses prévues dans la Constitution américaine comme fondement d’une telle défense. Or depuis quelque temps, des conservateurs de la droite dure cherchent justement le moyen d’en restreindre l’application.

Restrictions. L’une des pistes explorées au Texas consiste à utiliser la législation de l’État pour interdire ou réglementer certaines pratiques culturelles islamiques, comme les tribunaux qui s’occupent des questions de mariage et d’autres décisions régies par la charia, l’ensemble des préceptes fondamentaux régissant le droit musulman. Certains souhaitent s’y attaquer dès l’année prochaine.

Les musulmans ne représentent qu’un faible pourcentage de la population du Texas (environ 1 % ou 2 %). D’après les estimations officielles, ils seraient entre 300 000 et 500 000. Seuls l’État de New York et l’Illinois comptent

une proportion plus élevée de musulmans. La communauté du Valley Ranch Islamic Center, la deuxième mosquée établie à Irving, est l’une de celles qui ont connu la plus forte croissance ces dernières années. Fondée en 2009, la mosquée dispose déjà d’un vaste campus et prévoit une extension, avec un café et un terrain de basket-ball.

Récemment, les familles venues assister à la prière du soir ont eu de la difficulté à trouver des places de stationnement. “Notre communauté se développe plus rapidement que prévu”, se félicite le cheikh Yaser Birjas, imam de la mosquée depuis 2010. Les données du recensement sur les immigrés en provenance de pays à majorité musulmane aux États-Unis illustrent bien cette croissance. Dans la région métropolitaine de Dallas-Fort Worth, le nombre de personnes appartenant à ce groupe est passé de 79 000 en 2014 à plus de 159 000 dix ans plus tard – une croissance cinq fois plus rapide que celle de la population dans son ensemble.

La multiplication des lieux de culte musulmans constitue une autre indication. Dans les quatre plus grands comtés de la région de Dallas-Fort Worth, le nombre de mosquées a presque triplé en deux décennies, passant de 28 à 76 en 2020. Dans le comté de Collin, une banlieue en pleine expansion du nord de Dallas, ce chiffre est passé de 3 à 12. Si la hausse est notable, le nombre de mosquées reste faible. À titre de comparaison, les quatre mêmes comtés comptent plus de 3 000 églises chrétiennes évangéliques.

Contexte

Grand raout républicain à Dallas

●●● C’est à Dallas que Donald Trump a décidé d’organiser une grande convention du Parti républicain, les 9 et 10 septembre, à l’approche des élections de mi-mandat du 3 novembre. Il s’agissait d’une première : habituellement les partis républicain et démocrate organisent leur convention tous les quatre ans, avant la présidentielle. L’idée était de susciter “l’enthousiasme et la cohésion au sein du parti et de soutenir les candidats républicains aux midterms”, explique **The Dallas Morning News**. Si Trump était omniprésent durant les deux jours de la convention, son vice-président, J. D. Vance, en a également profité pour se faire remarquer. Il a prononcé un discours offensif et s’est positionné comme le digne successeur de Trump. Une façon de se placer sur les rangs en vue de la présidentielle de 2028.



Presque tous les discours prononcés en juin à la convention républicaine du Texas véhiculaient un sentiment antimusulman. Plusieurs intervenants ont mis le public en garde contre une invasion musulmane, et la lutte contre la charia a été régulièrement citée parmi les priorités législatives. Durant l’événement, Amy Mekelburg, influenceuse antimusulmane bien connue, a présenté une vidéo martelant que les restaurants texans étaient remplacés par des “centres commerciaux arabes” dans le cadre d’une “prise de contrôle” coordonnée.

L’attention portée aux musulmans a pris un nouvel élan durant la première campagne présidentielle de Donald Trump. En 2015, la maire d’Irving, Beth Van Duyne, s’est fait connaître à l’échelle du pays en s’en prenant à la charia. Deux ans plus tard, les républicains du Texas ont adopté une loi anticharia.

Durant un temps, le Parti républicain s’est détourné de l’islam pour se focaliser sur l’immigration, la pandémie et les questions de genre. Certains partisans de la droite dure ont toutefois commencé à véhiculer le message selon lequel l’islam ne serait pas une religion mais une idéologie politique. Puis il y a eu le projet immobilier Epic City à l’extérieur de Dallas, prévoyant la construction d’une mosquée. “Voilà comment l’Occident s’effondre”, a écrit Amy Mekelburg sur les réseaux sociaux en février 2025.

Bataille culturelle. Ses propos ont attiré l’attention de Greg Abbott, qui a ouvert des enquêtes sur le projet et la communauté instigatrice, l’East Plano Islamic Center (Epic). Le gouverneur républicain a cherché à utiliser la désignation du Cair comme groupe terroriste pour limiter les activités d’autres groupes islamiques. L’organisation conteste cette désignation devant les tribunaux. “L’islamophobie se manifeste par vagues”, souligne Shaimaa Zayan, de la section du Cair à Austin. Celle-ci est la pire que nous ayons connue.”

À la fin de mai, environ 300 personnes étaient réunies dans un cinéma de Dallas pour voir un documentaire sur “les effets désastreux de l’islam en Amérique”. Parmi les organisateurs de l’événement figuraient une organisation chrétienne, un groupe de conservateurs juifs, plusieurs groupes de femmes républicaines et deux comités républicains. Au Texas, la croissance de la population musulmane a coïncidé avec l’affirmation d’un christianisme

particulièrement militant. Pour les chrétiens conservateurs intégristes, il ne s’agit pas d’une simple évolution démographique, mais d’une lutte spirituelle à mener.

Le documentaire en question, *The Great American Conflict* [“Le Grand Conflit américain”], dénonce ce qu’il présente comme des menaces théologiques, politiques et culturelles. L’islam y est dépeint comme une force susceptible d’entraîner les communautés vers la gauche (le maire de New York est cité en exemple) et de compromettre la liberté des femmes. On y laisse par ailleurs entendre que le Texas se trouve au cœur de cette bataille culturelle.

Lors de la séance, une militante du comté de Collin a distribué une brochure encourageant les Texans à s’impliquer pour empêcher ou ralentir la construction de mosquées. Des républicains texans ont accusé les musulmans de chercher à créer un système de justice parallèle. Certains ont cité pour preuve le cas d’une petite organisation fondée il y a une dizaine d’années à Dallas, l’Islamic Tribunal, qui offre des consultations aux femmes qui veulent divorcer, y compris celles qui sont victimes de violence domestique. Le procureur général Ken Paxton a ouvert une enquête.

Selon Maria Kari, avocate de l’organisation, les conseils religieux qu’elle offre sont semblables à ceux que fournissent les tribunaux rabbiniques ou catholiques, et sont protégés par le premier amendement de la Constitution. “Nous ne sommes pas une cour de justice”, précise Taher El-Badawi, son fondateur. D’après Asma T. Uddin, avocate spécialisée dans la liberté religieuse, redéfinir l’islam comme une idéologie politique constituerait une première en matière de stratégie législative.

Pour le moment, les institutions musulmanes locales s’appuient sur des arguments constitutionnels pour se défendre et ont promis de poursuivre leur travail. “Les musulmans forment une vaste communauté à Dallas, et cette communauté a besoin qu’on la guide, souligne Taher El-Badawi. Ce qu’on lui offre, c’est une aide religieuse. C’est tout.”

— **J. David Goodman, Lauren McGaughy, Jesus Jiménez et Ruth Graham,**

publié le 17 août, traduit par Geneviève Deschamps

↓ L'ancien propriétaire du ranch de Martín Varsavsky parcourt le domaine de Wamani, en juin 2026. Photos Sarah Pabst/Financial Times



—Financial Times,
extraits (Londres)

Au pied des Andes, sur un vaste domaine cinq fois grand comme Manhattan, un groupe d'entrepreneurs se prépare à la fin du monde.

Depuis deux ans, des maisons en préfabriqué, des dômes géodésiques et une piste d'atterrissage ont surgi dans ce coin perdu de l'extrême Ouest argentin, à Wamani, à une heure de route (de terre) du village le plus proche.

Loin des grandes puissances nucléaires de la planète, mais non loin des abondantes réserves pétrolières de la Patagonie et des plaines fertiles de la province viticole de Mendoza : Wamani est l'endroit le plus susceptible de survivre à l'apocalypse – en tout cas, c'est l'analyse faite par l'entrepreneur de la tech argentino-espagnol Martín Varsavsky.

“Nous sommes déjà en pleine troisième guerre mondiale, les lignes de bataille sont déjà tracées”, nous dit-il par téléphone, alors qu'il est en déplacement professionnel à San Francisco. Le conflit oppose d'un côté la Russie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran, et de l'autre, précise-t-il, “tout le reste du monde ou presque”. “Avoir un refuge, c'est impératif”, ajoute-t-il.

Argentine. Le ranch de l'apocalypse

Un groupe de riches entrepreneurs de la tech a transformé un ranch perdu dans l'extrême Ouest argentin, le plus loin possible des puissances nucléaires, en refuge postapocalyptique. Il devrait, à terme, devenir autosuffisant.

Varsavsky n'est pas, de loin, le premier super-riche à prendre ses dispositions pour se préparer à une guerre nucléaire, une catastrophe climatique ou un effondrement de l'économie. Entre autres milliardaires, Peter Thiel a acheté des terres reculées en Nouvelle-Zélande et Mark Zuckerberg possède un abri souterrain dans son ranch à Hawaii. Selon une hypothèse formulée par Reid Hoffman, fondateur de LinkedIn, la moitié des milliardaires de la Silicon Valley se seraient dotés, sous une forme ou sous une autre, d'une “assurance contre l'apocalypse”.

Mais Martín Varsavsky, 66 ans, voit encore plus grand. Pour lui,

c'est “toute l'Argentine et le Cône Sud” qui pourraient accueillir des “sociétés complexes” en cas de conflit nucléaire, la région étant à la fois bénie par la distance qui la sépare des cibles potentielles des missiles et des retombées radioactives, et par une abondante production alimentaire et énergétique.

“Mon idée ne se limite pas à quelques bunkers pour accueillir des petits groupes isolés”, poursuit Varsavsky, à la tête d'une fortune que Forbes estime à 700 millions de dollars, bâtie grâce à des entreprises créées dans les télécoms, les services Internet et les énergies renouvelables, la fécondité et les biotechnologies.



REPORTAGE

Martín Varsavsky a acheté ce domaine en décembre 2023, quelques semaines après l'élection à la présidence du libertaire Javier Milei, avec cinq autres co-investisseurs, des hommes d'affaires argentins et américains. Parmi eux figurent Alec Oxenford, entrepreneur de la tech et ambassadeur d'Argentine à Washington nommé par Milei, et Dan Lubetzky, milliardaire fondateur de la marque de barres de céréales Kind.

“Nous sommes déjà en pleine troisième guerre mondiale, les lignes de bataille sont déjà tracées.”

Martín Varsavsky,
ENTREPRENEUR DE LA TECH

Ils partagent tous le même objectif : l'autosuffisance. Les bâtiments sont équipés de panneaux solaires. Varsavsky prévoit d'acquérir du bétail à mettre au pâturage sur les 32 000 hectares de broussailles comprenant divers sommets, dont un culminant à 5 000 mètres. Les copropriétaires de Wamani envisagent aussi l'acquisition d'un autre terrain voisin, plus vaste encore, pour y développer des cultures.

Réseau Internet privé. Pour faire face à une panne mondiale des réseaux, ils planchent aussi sur “la création de [leur] propre Internet restreint”, poursuit Varsavsky, par l'intermédiaire du téléchargement de grands modèles de langage (Large Language Model, LLM) sur des ordinateurs alimentés à l'énergie solaire.

À Eugenio Bustos, une ville voisine de 12 000 habitants, certains sourcils se froncent. “Drôle d'idée d'acheter autant de terres juste pour eux, sans projet commercial”, commente l'employée d'une station-service sous le couvert de l'anonymat, de peur de déplaire à son patron en critiquant un notable du coin.

Force est de constater cependant que depuis l'élection de Milei, l'Argentine attire les super-riches. Les réformes économiques ultra-libérales du président argentin, mais aussi certaines de ses promesses plus saugrenues, comme celle d'autoriser les “entreprises non humaines” gérées par des agents IA, valent à Milei d'être adoré dans certains coins de la Silicon Valley. Peter Thiel, qui a secrètement pris la nationalité néo-zélandaise en 2011, a acheté en avril une villa à Buenos Aires, où il a passé ensuite deux mois avec sa famille.

Martín Varsavsky, qui dit entretenir des liens professionnels avec Thiel et avoir parlé avec lui de l'Argentine, assure qu'ils ne se sont pas concertés sur leurs investissements. “Il se trouve que nous arrivons tous les deux à la même conclusion : de tous les endroits où aller en cas de troisième guerre mondiale, il n'y a pas mieux que l'Argentine.”

Fervent partisan de Milei, Varsavsky l'a accompagné à San Francisco pour des rencontres avec des figures des milieux de la tech et a dîné avec lui à Buenos Aires. L'homme d'affaires lui a

➤ Dômes géodésiques construits sur le domaine.



ainsi suggéré de créer une réserve nationale de semi-conducteurs et de transformateurs électriques, pour renforcer la résilience du pays, mais aussi un “visa tranquillité” qui permettrait à d’autres investisseurs de faire de l’Argentine leur refuge en cas d’apocalypse.

Varsavsky et ses semblables sont aussi séduits par l’image d’une Argentine qui ressemblerait à une Europe d’antan, d’avant le multiculturalisme, une Argentine plus blanche. “Il y a des gens qui se rendent en Argentine et qui se disent : c’est fou, ce pays est plus européen que l’Europe elle-même”, assure Martín Varsavsky. Sa famille a fui la dictature argentine (1976-1983) quand lui-même

avait 16 ans, a partagé son existence entre l’Espagne et les États-Unis. Il a fondé cinq start-up qui ont toutes vu leur valorisation dépasser le milliard de dollars.

L’Argentino-Espagnol s’est longtemps dit démocrate. Puis, l’année dernière, il a annoncé avoir “viré à droite”, révolté par “cette culpabilité qu’impose la gauche” aux Blancs, selon lui, tenus responsables de l’esclavage et du dérèglement climatique, ou dénoncés pour leur “fierté nationale”.

Wamani est détenu à 50 % par Martín Varsavsky, et ses cinq compères se répartissent le reste. À eux tous, ils ont dépensé près de 10 millions de dollars à ce jour, avance le principal propriétaire : une structure sort de terre tous les quatre mois environ. Ils utilisent le ranch pour des vacances, et ils envisagent de le mettre en location sur Airbnb pour assurer l’équilibre financier du site.

Ragots. Varsavsky arpente ses terres en 4x4 ou à VTT, sur quelque 80 kilomètres de sentiers caillouteux. Des renards et guanacos (des cousins du lama) vivent dans ces paysages de montagnes et de rocaïlles parsemés d’herbes sauvages et de buissons épineux, où se dresse un seul arbre, arrivé ici mystérieusement, un pommier.

Camila Martínez, 28 ans, fait partie des quatre gardes de parc naturel chargés de gérer ce domaine. Pour elles, les ragots qu’on entend alentour relèvent d’un “jeu du téléphone” : “Les gens racontent des tas de choses, mais,

au moins, Martín protège ces paysages, contrairement à la plupart des gros propriétaires du coin.”

Wamani n’est pas la parfaite oasis non plus. La province de Mendoza connaît au moins dix épisodes par an de vents très forts, liés aux changements de température dans les Andes, au point qu’il devient alors impossible de sortir dans les grandes plaines dégagées, comme celles où se trouvent la plupart des constructions de Wamani.

Certains des chalets préfabriqués – aménagés comme des suites Airbnb, avec de grandes baies vitrées – doivent être chauffés l’hiver (au poêle à bois), et climatisés l’été. Et si le domaine renferme quatre sources et des cours d’eau, le dérèglement climatique devrait accentuer le stress hydrique dans les Andes.

La capacité optimale du domaine n’est pas définie non plus. “On a d’autres amis qui ont envie de nous rejoindre, alors on continue de construire”, remarque Martín Varsavsky, lui-même père de sept enfants. “Mais, si le site est si beau, c’est aussi parce qu’il n’y a pas grand-chose. Si l’on invite beaucoup de monde, que l’on construit beaucoup de maisons, ce ne sera plus pareil.”

Une chose est sûre pour lui, cependant : “Ma femme et moi nous sommes mis d’accord : si la Chine s’empare de Taïwan, ou la Russie des États baltes, le lendemain, on sera à Wamani.”

—Ciara Nugent,
publié le 7 août,
traduit par Julie Marcot

PÉROU

État d’urgence autour des prisons

La nouvelle présidente d’extrême droite Keiko Fujimori a décrété l’état d’urgence dans et autour de cinq établissements pénitentiaires du pays.

—Courrier international

Le 5 septembre, la nouvelle présidente du Pérou, Keiko Fujimori (droite dure), a déclaré l’état d’urgence pendant soixante jours dans cinq prisons considérées comme les plus dangereuses du pays et leur périmètre extérieur, dans un rayon de 200 mètres. Dans celui-ci, la police nationale et les forces armées pourront faire des “opérations permanentes”, afin de saisir des armes, déjouer des tentatives d’évasion, et, plus généralement, démanteler les canaux de communication de prisonniers en saisissant les téléphones portables des visiteurs ou en détruisant les antennes de télécommunication qui ont pu être installées à l’extérieur des établissements pénitentiaires, selon le ministère de la Justice.

Afin de mener ces opérations, les droits constitutionnels de “liberté de circulation, de réunion et de sécurité personnelle” sont suspendus, rapporte le journal local progressiste **La República**. Alors que les médias de droite ont salué cette mesure, le site d’information d’opposition **Hildebrandt en sus trece** s’inquiète des dernières mesures annoncées par Keiko Fujimori. Il considère que les “attributions concédées aux militaires dans le cadre de la lutte contre le crime organisé rappellent les années 1990”, et les stratégies contre subversives appliquées durant le régime autoritaire du père de la présidente, Alberto Fujimori, condamné pour crimes contre l’humanité en 2009.

Cette décision vise à reprendre le contrôle de ces établissements pénitentiaires, devenus, selon les services du renseignement, des “centres d’opérations à partir desquels les détenus dirigent des

activités délictueuses à l’extérieur”, où près de 50 % des prisonniers sont des chefs d’organisations criminelles, selon le journal conservateur **El Comercio**.

Dans une interview au journal local **Expreso**, le ministre de la Justice, Ernesto Álvarez, a justifié cette mesure en assurant que les centres pénitentiaires sont des “usines de fabrication de criminels” et a annoncé la création d’une “megaprison”.

Pour le média mexicain **La Silla Rota**, “l’administration Fujimori cherche à dupliquer le modèle Bukele”, du nom du président

du Salvador, Nayib Bukele, qui a instauré depuis 2022 l’état d’exception dans le pays d’Amérique centrale et fait incarcérer plus de 90 000 personnes

accusées d’appartenir à des gangs. Le taux d’homicide y est devenu le plus bas du sous-continent, au prix de détentions arbitraires et d’atteintes aux droits humains, rapportées notamment par Amnesty International.

Au Pérou, la mesure s’inscrit dans un contexte d’“effondrement structurel du système carcéral”, selon **La Silla Rota**. Les prisons péruviennes, occupées à 156 % de leur capacité, sont surpeuplées et les effectifs pour les surveiller ne sont couverts qu’à 45 % des besoins. Parallèlement, les homicides sont passés de 1 000 en 2018 à 2 600 en 2025, tandis que les plaintes pour extorsion sont passées dans le même temps de 3 200 à 26 500, rappelle la **BBC**.

Loin d’être un phénomène isolé, le recours à des déclarations d’état d’urgence et d’exception s’est généralisé dans les pays gouvernés par la droite en Amérique latine, non seulement au Salvador, mais aussi en Équateur, en Bolivie, au Chili ou encore en Colombie.

—Sandrine Morel





—UnHerd, extraits (Londres)

Autrefois, il était courant, sur les marchés de Noël à travers l'Europe, de voir des femmes coiffées de voiles blancs qui vendaient des décorations, des tasses ornées de fleurs, des icônes et des matriochkas, [ces poupées de bois qui s'emboîtent les unes dans les autres]. Mais depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, les religieuses biélorusses qui tiennent ces étals suscitent plus la controverse qu'un enthousiasme festif.

En 2022, il leur a été interdit de vendre le produit de leur artisanat à la cathédrale de Winchester au Royaume-Uni lorsqu'il est apparu qu'elles soutenaient l'opération déclenchée par Vladimir Poutine. En cela, elles obéissaient au patriarche Cyrille, le chef de l'Église orthodoxe russe, qui a déclaré que les soldats russes qui tomberaient sur le champ de bataille seraient lavés de leurs péchés. Il a publié un livre sur la "signification rédemptrice" de ce qu'il a présenté comme une "guerre sainte". Depuis, les combats continuent, et les religieuses favorables à la guerre se heurtent toujours à des réactions hostiles.

Sur un marché de Noël dans la ville de Szczecin, en Pologne, des militants biélorusses qui luttent pour la démocratie ont manifesté devant leur échoppe et accusé

Espionnage et encensoirs : l'Église orthodoxe au service du Kremlin

Agents en soutane, chapelles espionnes et opérations d'influence... Selon ce média britannique, la religion est l'une des armes principales de la guerre hybride menée par Moscou contre l'Europe.

leurs clients de "soutenir la torture dans les prisons biélorusses et l'agression russe contre l'Ukraine". À Belfast, des Ukrainiens ont mis en garde contre les liens de ces nonnes avec le Kremlin et ont appelé le conseil municipal à ne plus les accueillir. À Noël dernier, dans la paroisse de Täby, une banlieue de Stockholm, le recteur les a autorisées à présenter leurs articles dans le couloir de l'église. Mais l'Église de Suède a prévenu par la suite qu'elles "utilisaient leurs revenus pour soutenir le nationalisme russe" et qu'elles étaient "étroitement liées au GRU", le renseignement militaire russe.

À Minsk, en Biélorussie, le couvent Sainte-Élisabeth réfute ces allégations. Sur son site, il affirme

que l'argent des ventes permet d'aider les orphelins et de financer "l'aide humanitaire" destinée aux habitants du Donbass occupé par les Russes. Toutefois, l'archiprêtre Andreï Lemechonok, père spirituel du couvent, ne cache

Les sœurs de Sainte-Élisabeth ont été photographiées en Ukraine occupée avec des drapeaux russes.

pas qu'il approuve l'invasion. Il a un jour proclamé que ses religieuses faisaient partie d'une "unité de combat" qui se battait pour l'avenir de la Russie. Les sœurs de Sainte-Élisabeth, des

gilets pare-balles glissés sur leurs habits, ont été photographiées en Ukraine occupée, et ont posé avec des drapeaux russes ornés du Z, symbole du soutien à la guerre.

Il y a quatre ans et demi, quand la Russie a lancé son invasion à grande échelle, Cyrille n'a pas appelé à la paix. Au contraire, il a traité les adversaires de la Russie en Ukraine de "forces du mal" et dépeint la guerre comme un affrontement métaphysique contre ce qu'il a dénoncé comme les valeurs corruptrices de l'Occident. Son bellicisme n'a rien de nouveau : depuis des siècles, il existe [en Russie] une codépendance délétère entre l'Église et l'État. Nombre des prédécesseurs du patriarche étaient à la

botte du Kremlin et inféodés à la police secrète. Et aujourd'hui plus que jamais, l'Église est un instrument du pouvoir géopolitique de Moscou, un vecteur d'influence qui constitue une menace croissante dans toute l'Europe.

Les services de sécurité européens se méfient de plus en plus des réseaux de l'Église russe. À la fin de 2024, une enquête réalisée par l'Institut de renseignement Molfar, à Kiev, a établi que l'Église russe "construisait des églises près d'installations stratégiques, d'institutions gouvernementales et de bases militaires dans divers pays d'Europe", dans le cadre d'un effort systématique visant à exploiter des avant-postes religieux à des fins d'espionnage.

En Bulgarie, en République tchèque, en Macédoine du Nord et ailleurs, des "espions en soutane" ont servi de couverture diplomatique quand le personnel des ambassades russes a été expulsé au lendemain de l'invasion de l'Ukraine. Soupçonné d'activités hostiles, un prêtre d'une église russe dans la ville tchèque de Karlovy Vary a été expulsé en 2024. "Nous serions vraiment idiots si nous ne reconnaissons pas que la Russie utilise l'Église orthodoxe pour mener sa guerre hybride", a alors déclaré un parlementaire tchèque.

L'Église russe a même tenté d'influencer des élections.



←← Vente d'objets religieux au profit du couvent Sainte-Élisabeth de Minsk, dans une église des Sables-d'Olonne.

Photo Kevin Guyot/
Ouest-France/MAXPPP

← Le 4 novembre 2025, Andrei Lemechonok, père spirituel du couvent, recevait la médaille Pouchkine des mains de Vladimir Poutine. Capture d'écran vidéo couvent Sainte-Élisabeth de Minsk

Sainte-Mère-de-Dieu-de-Kazan, dans la ville de Västerås, à l'ouest de Stockholm, édifée et consacrée en 2024, se trouve à proximité d'un grand aéroport, d'une usine de traitement des eaux et d'un réseau d'entreprises énergétiques. Markus Göransson, chercheur à l'Université de défense suédoise, estime qu'elle est située trop près pour être honnête. "Quand les forces de défense suédoises organisent des manœuvres sur l'aéroport ou aux alentours [...], c'est sous la surveillance potentielle de l'Église", déplore-t-il.

De plus, des habitants des environs ont découvert que la parcelle de l'église a été acquise par Rosatom, l'agence nationale russe du nucléaire, qui en a également financé la construction par le biais d'un intermédiaire. En août dernier, l'institution suédoise chargée de superviser le financement privé des cultes a supprimé les subventions de l'État dont bénéficiait la paroisse de Västerås, invoquant des inquiétudes dans le domaine de la sécurité.

La question revêt une urgence particulière dans les trois pays Baltes, pris entre leur passé soviétique et leur avenir européen, et où la présence de l'Église orthodoxe russe reste une source de contentieux. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont solidement ancrées à l'Ouest, avec l'Otan et l'UE, mais toutes comptent une population russophone non négligeable, issue en majorité de l'époque soviétique. Peu de ses membres fréquentent l'église régulièrement, mais, pour beaucoup, l'orthodoxie reste étroitement liée à l'identité russe.

Le sujet est d'autant plus sensible en Estonie, où plus d'un quart des 1,4 million d'habitants sont russophones. Le Parlement estonien vient d'ordonner aux

En 2024, en Moldavie, à la veille de la présidentielle et du référendum sur l'intégration européenne, des responsables de l'État russe ont financé des "pèlerinages" à Moscou tous frais payés pour des dizaines de prêtres orthodoxes moldaves, et leur ont offert des cartes bancaires créditées de centaines de dollars. En échange, les religieux ont reçu l'ordre de créer des chaînes sur la messagerie Telegram où ils devaient mettre en garde contre une entrée dans l'Union européenne (UE).

Sites stratégiques. Par ailleurs, Moscou a discrètement fait main basse sur de l'immobilier stratégique. À Vardo, une ville perdue dans le cercle arctique et située non loin de la station radar norvégienne Globus, le patriarcat de Moscou a obtenu l'approbation des autorités locales et même un financement de l'État norvégien pour édifier une chapelle. Selon le maire actuel de Vardo, l'évêque des diocèses russes voisins de Plessetsk et de Kargopol aurait affirmé que le lieu choisi pour le chantier, juste sous les radars de l'Otan, lui aurait été "dicté par Dieu en personne". Dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine, le projet a finalement été abandonné.

D'autres églises russes ont été construites dans des endroits sensibles, notamment en Suède voisine. L'église de la



●●● Espionnage, drones, sabotages, cyberattaques, désinformation... L'Europe fait face à de nouvelles menaces qui brouillent la frontière entre guerre et paix. Quels sont les objectifs des États responsables de ces agressions voilées? Comment y faire face? Et surtout, est-ce possible? À partir d'analyses et de reportages de la presse internationale, *Courrier international* vous propose de décrypter les enjeux d'une guerre hybride d'ampleur inédite sur le Vieux Continent.

Dans le prochain numéro : Le faux conflit territorial entre la Pologne et la République tchèque organisé par la Russie.

églises orthodoxes de rompre avec Moscou sous peine d'être fermées. Jusqu'à présent, la confrontation la plus vive a eu pour objet le couvent de Pühtitsa, un monastère stavropégique, ce qui signifie qu'il est placé sous l'autorité directe du patriarche Cyrille plutôt que sous celle du diocèse local.

Filareta Kalatchova, l'abbesse de Pühtitsa, soutient que le couvent ne peut pas renoncer unilatéralement à sa subordination au patriarcat de Moscou sans violer la loi canonique. Dans une lettre au Parlement, elle a accusé les députés estoniens de la contraindre à commettre un crime canonique. Et ce en dépit du fait que Martin Tult, le responsable estonien des affaires religieuses, a souligné qu'environ cent trente-cinq ans d'existence le couvent avait déjà changé d'affiliation.

En Europe du Nord, en Pologne et dans les pays Baltes,

"Pour les dictatures, l'Église est pratique, car les croyants font confiance à leur clergé."

Père Vladimiras, PRÊTRE LITUANIEN DÉFROQUÉ

où dominant le catholicisme et le protestantisme, l'Église russe est généralement considérée comme une extension du Kremlin plutôt que comme une institution religieuse. Son image est bien différente dans l'Europe orientale orthodoxe, en particulier en Serbie, en Bulgarie et en Géorgie, où Moscou entretient des liens religieux et culturels plus forts.

D'ailleurs, si l'influence politique de l'Église orthodoxe russe est si difficile à contrer, c'est parce qu'elle exerce encore une emprise importante sur les fidèles et qu'elle tend à traiter toute critique comme une persécution religieuse. [En juillet 2026], la Bulgarie a réussi à bloquer une tentative de sanction de l'UE contre Cyrille. "L'ère des croisades est révolue", a cinglé Roumen Radev, le Premier ministre du pays. Sur le plan administratif, l'Église orthodoxe bulgare est autocéphale, mais son patriarche, Daniel, s'est aligné sur les positions de Cyrille à propos de la guerre.

À cela s'ajoute le problème explosif de l'église en Ukraine. En 2018, l'accession de l'Église orthodoxe d'Ukraine à l'autocéphalie, avec la bénédiction de Bartholomée, le patriarche de Constantinople, a été un camouflet pour Poutine et sa vision du monde russe. Mais le litige sur la question de savoir quelle église orthodoxe est la plus légitime en Ukraine n'a pas disparu. Encore aujourd'hui, alors que les bombes pleuvent sur les villes du pays, beaucoup de paroissiens rechignent à rejoindre l'Église autocéphale d'Ukraine.

Propagande. Dans ces conditions, les paroissiens sont des proies rêvées pour les manipulations. "Pour les dictatures, l'Église est bien pratique, commente le père Vladimiras, un prêtre lituanien défroqué par Moscou. Parce que ses canaux permettent de diffuser n'importe quelle propagande. Les croyants ont pour habitude de faire confiance à leur clergé et remettent rarement en cause les déclarations de leur patriarche, de leurs évêques ou de leurs prêtres."

Les médias ukrainiens ont récemment signalé que des paroisses orthodoxes en Europe de l'Ouest servaient à recruter des réfugiés ukrainiens. Dans quel but? On peut supposer qu'ils

pourraient devenir des agents du renseignement russe.

Tout au long de la guerre froide, la propagande soviétique n'a cessé de s'en prendre à l'Oncle Sam. Aujourd'hui, c'est l'Europe qui joue le rôle de pire ennemi de la Russie. Et l'Église russe est une pièce maîtresse dans le projet de Poutine de destruction de la démocratie libérale européenne. À en croire Cyrille, le continent est en proie à la décadence morale parce qu'il reconnaît les droits des LGBTQI : les politiciens et les animateurs de talk-shows orthodoxes ont souvent recours au nom *Gayropa*, plutôt qu'à *Evropa* ["Europe", en russe].

L'Église russe est une pièce maîtresse dans le projet de Poutine de détruire la démocratie libérale européenne.

Confronté à cette alliance de plus en plus agressive entre "le missile et l'encensoir", pour reprendre les termes d'un théologien français, le Vieux Continent ne va peut-être plus pouvoir compter sur l'aide de l'autre rive de l'Atlantique. Si les précédents gouvernements des États-Unis avaient fait de l'égalité pour les minorités sexuelles un pilier de leur diplomatie, la Stratégie de sécurité nationale de Donald Trump, publiée en novembre 2025, accorde au contraire une place cruciale aux "valeurs traditionnelles".

L'an dernier, à l'occasion d'un voyage au Texas pour la chaîne britannique BBC, j'ai été frappé par la vision qu'ont certains Américains ultraconservateurs de la Russie, qu'ils considèrent désormais comme le rempart de la chrétienté, voire un modèle à imiter. Leur stratégie : éviter de critiquer Moscou en dépit du nombre croissant de morts, tout en soutenant les "partis patriotiques" [européens], dont beaucoup bénéficient des faveurs du Kremlin, et dans certains cas de son Église servile.

L'Europe, qui fait déjà face à la résurgence de la Russie, se retrouve isolée sur ce sujet, une évolution inquiétante qu'elle ne peut plus s'offrir le luxe d'ignorer.

—Lucy Ash,

publié le 17 août, traduit par Raymond Clarinard

ROYAUME-UNI

Où est passée la fierté d'être britannique?

Parlement, monarchie, BBC : l'attachement aux institutions s'effondre, signe d'un morcellement social couplé à la défiance politique. Mais tout n'est pas perdu : la cohésion se recrée au coin de la rue.

—The Sunday Times, extraits (Londres)

En 2011, l'année où Londres a été secouée par des émeutes et où la reprise économique était morose, une résilience remarquable de la fierté nationale britannique a été constatée par l'institut apolitique Demos. Trois sur quatre d'entre nous étaient fiers d'être citoyens britanniques et notre adoration était quasi universelle pour Shakespeare, l'Union Jack – le drapeau britannique –, l'armée et la livre sterling. Les Jeux olympiques organisés à Londres l'année suivante restent une sorte d'apothéose culturelle pour des millions de Britanniques.

Depuis, les choses ont bien changé ! Demos s'est de nouveau prêté à l'exercice, et les résultats publiés le 16 août donnent à réfléchir. La fierté d'être britannique s'est effondrée à 47 %. Seuls 13 % des sondés sont fiers du rôle joué par le Royaume-Uni dans le monde, et une part de plus en plus grande de la population exprime un franc dédain pour notre histoire et nos institutions. Que s'est-il passé ?

Patriotisme "discret". À l'inverse de la nostalgie qui circule souvent dans les groupes Facebook, le Royaume-Uni n'a jamais été du genre à planter un drapeau dans chaque jardin, même pendant la Seconde Guerre mondiale. En plein Blitz, George Orwell observait que *"seuls quelques individus minoritaires fanfaronnent, agitent le drapeau et se réclament de Rule, Britannia!"* C'était, contrairement à d'autres nations, un patriotisme *"discret, voire inconscient"*. Pour l'écrivain, il était plutôt intégré au tissu même

de la vie quotidienne : *"La bière est plus amère, la monnaie est plus sonnante, l'herbe est plus verte."* Des petits déjeuners roboratifs et des dimanches maussades. Justice, liberté et *"vérité objective"*.

En revanche, un constat est clair : en quinze ans, notre fierté collective pour plusieurs piliers de la vie britannique a imposé.

Le Royaume-Uni vit de moins en moins de rendez-vous culturels communs.

Notre système de santé, le bien-aimé NHS, résiste bien, mais trois institutions connaissent un effondrement flagrant : le Parlement, la monarchie et surtout la BBC.

En 2011, la BBC faisait la fierté d'une grande majorité de personnes interrogées, à un niveau équivalent au sentiment inspiré par les victoires sportives nationales.

[Aujourd'hui], la tendance s'est largement inversée.

Si des débats persistent sur la baisse de qualité de ses productions, la fragmentation de notre paysage médiatique est plus probablement à l'origine de ce résultat. Le Royaume-Uni vit de moins en moins de rendez-vous culturels communs. Il arrivait que des programmes de la BBC soient regardés par la moitié de la population, mais de nos jours, ces épisodes sont rares en dehors du football et des cérémonies royales.

Pourquoi faut-il s'en soucier ? Le politologue Robert Putnam

distingue le capital social qui sert de "liant" au sein de groupes sociaux et celui qui sert de "passerelle" entre différents groupes. Nos téléphones ont beaucoup renforcé les liens internes, car nos algorithmes nous montrent les choses et les personnes que nous voulons voir. Les passerelles se sont en revanche raréfiées : la probabilité est moindre aujourd'hui que les jeunes et les vieux, les riches et les pauvres se mélangent. Dans ce paysage morcelé, les institutions ne parlent plus à tout le Royaume-Uni et ne l'unissent plus.

Chers voisins. Il est tentant de supposer que ces tendances sont uniquement le fait d'une jeunesse qui n'est pas patriotique. En réalité, la baisse notable du sentiment de fierté est observée dans toutes les tranches d'âge et elle est la plus forte chez les 25-49 ans des classes sociales supérieures. Les jeunes et les moins jeunes perdent toutefois de leur fierté nationale pour des raisons différentes. La Gen Z s'est découverte une aversion pour l'histoire britannique, le drapeau et l'armée. Chez les seniors, il y a une forte recrudescence du ressentiment vis-à-vis des responsables politiques et de la BBC.

Repères

UN AMBASSADEUR DE L'"ESPOIR" À DOWNING STREET

Au détour de sa première intervention à Westminster, le 1^{er} septembre, le nouveau locataire du 10 Downing Street, Andy Burnham, a promis de *"redonner espoir"* aux Britanniques. *"Nous pouvons faire en sorte que ce moment marque le début d'une période où le Royaume-Uni se remet à croire en lui-même"*, a-t-il clamé devant les députés. Cet optimisme affiché tranche avec la morosité ambiante, salue l'hebdomadaire de gauche **The Observer**. *"Après le Brexit, le Covid, Liz Truss, sans compter la menace de la guerre et l'état*

des services publics, le moral du pays est au plus bas." Désormais, le travailliste va devoir associer ce mot puissant qu'est "espoir" à des aspirations concrètes, sous peine de *"se livrer à des promesses creuses"*, prévient le quotidien conservateur **The Daily Telegraph**. *"Les pessimistes sont à côté de la plaque, rétorque The Observer. Le pays a moins confiance en lui-même, mais la nouvelle équipe gouvernementale semble enfin croire dans le potentiel du Royaume-Uni. Les choses, parfois, peuvent aussi aller mieux."*

Reste-t-il quelque chose qui puisse rassembler cette île honnie ? Tout n'est pas perdu. La fierté que suscitent le Royaume-Uni et ses institutions a sombré, mais un autre indicateur suit une trajectoire inverse : les données révèlent que plus de gens sont fiers de leur cadre de vie qu'en 2011. Nous faisons moins confiance aux Britanniques et aux étrangers d'une manière générale, mais davantage confiance à notre voisinage. S'appuyer sur cette fierté locale pour encourager les liens entre les générations et les classes sociales, c'est-à-dire *"donner plus souvent aux gens la possibilité de modeler leur cadre de vie"*, pourrait

bien ressusciter la fierté nationale, estime la PDG de Demos, Polly Curtis.

Peut-être faut-il aussi mieux insister sur ce qui mérite la sauvegarde. Les tentatives des pouvoirs publics de raviver la fierté nationale ont été gênantes tant elles ont raté leur cible. Mettre à l'honneur la pluralité britannique pour en faire son principal atout – le multiculturalisme qui était vanté dans les années 2000 et 2010 – ne convaincra personne.

Il y a encore beaucoup de choses dont notre nation peut se vanter. Nos universités ont formé 59 chefs d'État et de gouvernement, ce qui nous place en deuxième position derrière les États-Unis. Notre rayonnement diplomatique et culturel fait l'envie des pétro-États. Nous avons la meilleure ligue de foot au monde.

Six des dix auteurs qui se vendent le plus dans le monde. Des artistes qui cumulent 10 % de tous les titres écoutés en streaming. Des vins primés. Des pubs primés. Célébrer tout ça ne nous a jamais semblé très *british*. Mais il ne faut pas confondre modestie et dévalorisation, et c'est peut-être ce que nous avons oublié.

—Tom Calver, publié le 16 août, traduit par Leslie Talaga



ANALYSE



La météorite trône dans la cour du musée national d'Histoire naturelle de Copenhague.

Photo Thomas Kyhn/Alamy



Danemark. La météorite Agpalilik prépare son retour au Groenland

Emportée au Danemark en 1967, exposée à Copenhague, la météorite de fer est devenue un symbole des revendications culturelles et politiques du Groenland.

—Politiken (Copenhague)

Lors de leur récente rencontre, les gouvernements groenlandais et danois sont parvenus à un accord : la météorite de fer Agpalilik, qui pèse 20 tonnes et a été transportée jusqu'au Danemark par la mer du Groenland en 1967, va bientôt être restituée. “Agpalilik appartient au Groenland. Je suis donc très heureuse que la rétrocession de la météorite fasse aujourd'hui l'objet d'un consensus politique”, a déclaré la ministre de l'Éducation, de la Culture, des Sports et des Affaires religieuses, Nivi Olsen, dans un communiqué de presse du gouvernement groenlandais, le Naalakkersuisut.

La discussion au sujet de la météorite de fer qui trône depuis près de soixante ans dans la cour du musée national d'Histoire naturelle de Copenhague a démarré fort au printemps dernier : les députés groenlandais du parti Naleraq à l'Inatsisartut (le Parlement du Groenland) et au Parlement danois ont exigé, dans

notre journal, que la météorite soit restituée par le Danemark dès que possible. “Il n'y a pas grand-chose à discuter. Elle doit être rendue, un point c'est tout”, affirmait le député Qarsoq Hoegh-Dam à Politiken.

Du côté danois, la ministre de la Recherche, de l'Éducation et de la Numérisation, Christina Egelund (du parti des Modérés), a toutefois indiqué durant l'été qu'une demande officielle de restitution n'avait pas encore été envoyée par le Groenland. Désormais,

“Le souhait des Groenlandais de récupérer la météorite est tout à fait légitime.”

Christina Egelund, MINISTRE DE L'ÉDUCATION DANOISE

Christina Egelund affirme ceci : “Le souhait des Groenlandais de récupérer la météorite sur leur sol est tout à fait légitime. Nous mettrons tout en œuvre pour que le dernier long voyage d'Agpalilik puisse être réalisé.”

Si la météorite de fer se trouve actuellement à Copenhague c'est parce qu'un scientifique danois, l'expert en météorites Vagn F. Buchwald, l'aurait, selon ses dires, “découverte” lors d'une expédition à Savissivik le 31 juillet 1963, avant de l'emporter au Danemark en 1967. Au moment de son décès, l'an dernier, à l'âge de 95 ans, sa renommée tenait surtout à la découverte de cette météorite.

Mais, au Groenland, la volonté de récupérer la météorite de fer s'est renforcée. Elle a d'abord été formulée en 2024 dans une lettre écrite au nom de représentants des habitants de Savissivik, dans le nord-ouest du Groenland, adressée aux députés groenlandais du Parlement danois. Parmi les politiques groenlandais, un argument récurrent en faveur de la restitution au Groenland est la valeur culturelle considérable des météorites de fer pour la population, parce que leurs métaux ont été utilisés pour la fabrication d'outils de chasse tels que les couteaux et les harpons.

“Elles ont représenté une ressource essentielle. Elles nous ont permis non seulement de survivre, mais aussi de développer le Groenland. Les météorites ont contribué à forger la société qui est la nôtre et sont donc à l'origine d'une belle histoire”, explique Qarsoq Hoegh-Dam.

Coopération. Le bloc de pierre ayant été découpé en plusieurs fragments au Danemark, à des fins d'études scientifiques, d'après le député groenlandais, il serait normal que le morceau le plus gros, qui est exposé dans la cour du musée national d'Histoire naturelle, revienne dans la région de Savissivik, d'où il a été enlevé. Comme le précise le communiqué de presse du ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports et des Affaires religieuses du Groenland, la coordination entre le musée d'Histoire naturelle danois et le musée national du Groenland a été lancée.

Le cadre juridique de la restitution sera clarifié dans les semaines à venir. On ignore pour l'instant quand celle-ci se concrétisera. “Le plus important est que nous ayons maintenant un cap politique commun et un

consensus quant à notre objectif. Je me réjouis de notre future coopération en vue du retour d'Agpalilik au Groenland”, a déclaré Nivi Olsen.

Agpalilik est un fragment de la météorite du cap York qui s'est écrasée dans le nord du Groenland il y a des milliers d'années. Le nom “Agpalilik” a été attribué à la météorite par Vagn F. Buchwald. “Je lui ai donné le nom de la ‘falaise où vivent les mergules nains [espèce d'oiseaux marins]’”, a-t-il raconté dans une vidéo de 2013 publiée par l'université de Copenhague.

Camilla Stockmann,
publié le 7 septembre,
traduit par Torunn Amiel

SOURCE



POLITIKEN

Copenhague, Danemark
Quotidien, 108 000 ex.
politiken.dk

Fondé en 1884, Politiken est aujourd'hui un journal de centre gauche doté d'un certain “radicalisme culturel”. Son slogan est “Le journal vivant”, mais ce pourrait être “Le journal clivant”. Soit on adore Politiken, soit on adore le détester.

NOTRE HORS-SÉRIE



Courrier international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



—Inkyfada, extraits (Tunis)

Je suis arrivé ici à 14 ans, j'ai mis six jours pour venir en passant par l'Italie, raconte Hamza*, un Tunisien de 18 ans, sur la terrasse d'une boulangerie dans le centre-ville de Marseille. Le jour d'arrivée à Marseille, j'ai pu dormir chez mon frère, puis je suis allé voir l'Addap 13. J'ai été accepté direct parce que j'étais très jeune, ça se voyait." Comme des milliers d'autres mineurs non accompagnés (MNA), cet adolescent tunisien s'est présenté à la structure mandatée par le département des Bouches-du-Rhône pour accueillir et évaluer les jeunes étrangers isolés, l'Association départementale pour le développement des actions de prévention (Addap).

En théorie, ces enfants bénéficient des mêmes droits que n'importe quel mineur en danger présent sur le territoire français. La loi prévoit une mise à l'abri d'urgence par les services départementaux, une évaluation de leur minorité et de leur isolement, puis, si leur situation est reconnue, une décision du juge des enfants les confiant à l'Aide sociale à l'enfance (ASE) afin [qu'ils soient] accueillis dans une maison d'enfants à caractère social (Mecs). C'est la DPJJ [Direction de la protection judiciaire de la jeunesse], au niveau du ministère de la Justice, qui coordonne ce dispositif national et organise une répartition des mineurs sur le territoire français.

Longue attente. Ainsi, 139 jeunes ont été confiés par la justice dans le département des Bouches-du-Rhône entre le 1^{er} janvier 2026 et le 10 juillet 2026, selon le rapport du ministère de la Justice. Au niveau national, les chiffres gouvernementaux de 2024 comptent 13554 jeunes mineurs étrangers confiés à l'ASE cette année-là. Les Bouches-du-Rhône font partie des départements français qui accueillent le plus de jeunes isolés, après le Nord, Paris et la Seine-Saint-Denis.

Sur le papier, le dispositif est protecteur. Sur le terrain, les professionnels rencontrés à Marseille décrivent une tout autre réalité. "La durée de la protection administrative est censée ne pas dépasser cinq jours, et cela s'applique à tous les mineurs, étrangers ou non, rappelle Federico Colombo, juriste



Immigration. À Marseille, des jeunes de plus en plus vulnérables

Délais non respectés, discriminations... Les conditions d'accueil et d'hébergement des mineurs non accompagnés se sont détériorées, notamment depuis la loi immigration de 2018, constate le reportage de ce média tunisien.

en droit des étrangers. Sauf que, en pratique, ce délai n'est pas respecté, surtout pour les étrangers, parce qu'il faut mener une évaluation éducative et sociale." Cette attente, souvent de plusieurs mois, "où les jeunes restent dans l'entre-deux", constitue déjà, selon lui, une dérogation au droit commun.

Cette évaluation de la minorité demeure aujourd'hui un point de crispation pour plusieurs professionnels sur le terrain. "L'entretien est censé être mené par des personnes formées aux techniques d'entretien, mais aussi au contexte géopolitique, à la psychologie de l'enfance, au droit du séjour, au droit d'asile, etc.", décrit

Federico Colombo. Or, d'une part, le cadre réglementaire prévoit que ces professionnels bénéficient d'une formation à l'entretien de seulement vingt et une heures. Et, d'autre part, on constate qu'un grand nombre d'évaluations reposent sur des considérations subjectives et culturellement biaisées", analyse le juriste.

✍ Dessin d'Ale+Ale, Italie.

Mattias Perrin, cosecraire régional du syndicat SNPES-PJJ-FSU [Syndicat national des personnels de l'éducation et du social - Protection judiciaire de la jeunesse - Fédération syndicale unitaire], questionne en effet les éléments parfois mis en avant pour évaluer une minorité. "J'ai déjà vu un jeune évalué sur la base de sa pilosité et de ses poils de barbe..."

Federico Colombo ajoute : "Les instances internationales restent très alertes sur la présomption de minorité. Il y a d'ailleurs eu des condamnations de la France par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies." Ce qui fait dire au juriste que l'on sort progressivement "du socle de la protection de l'enfance pour aller vers de la gestion des flux migratoires, ce qui est très contestable".

Accueil "low cost". Ensuite, plusieurs témoignages rendent compte d'une détérioration des conditions d'accueil et d'accompagnement de ces enfants et adolescents étrangers. C'est le cas de Redouane, éducateur auprès de ces jeunes isolés. "Contrairement à la Convention internationale des droits de l'enfant, que la France a elle-même ratifiée, il y a une discrimination qui se fait, du moins à Marseille, considère-t-il. Les enfants issus du Maghreb, les Bangladais ou même de pays européens mais qui sont d'origine maghrébine ou arabe, ou de pays musulmans, sont envoyés dans des Mecs que je qualifie de low cost." Derrière cette expression, il décrit des structures aux moyens réduits.

"Aujourd'hui, on retrouve parfois un éducateur pour dix jeunes, alors qu'avant on en suivait trois ou quatre. On ne fait plus vraiment d'accompagnement éducatif, on gère surtout les démarches administratives. On n'a plus le temps d'organiser des séjours de rupture ou des visites lorsqu'il y a des membres de la famille quelque part."

Mattias Perrin abonde dans le même sens. "Le Conseil départemental est dans l'illégalité, car on doit proposer à ces jeunes des lieux de placement. Sauf qu'en attendant cette évaluation de la minorité les jeunes sont pris en charge dans des hébergements d'urgence et non dans des Mecs. Les enfants étrangers vont rester longtemps dans l'urgence, quand les

enfants français vont être placés plus rapidement dans une vraie Mecs afin de suivre un accompagnement. C'est ça qui est low cost selon moi."

Si Mattias Perrin parle d'illégalité, c'est notamment parce qu'une loi française datant de 2022 interdit en principe l'hébergement des mineurs pris en charge par l'ASE dans des hôtels, du fait des risques encourus par ces jeunes lorsqu'ils ne sont pas encadrés par des adultes.

En rembobinant son parcours, Hamza n'a pas un bon souvenir des premiers temps d'hébergement. "J'ai vu des agressions à l'hôtel où l'Addap 13 m'a envoyé au tout début. Des vols aussi", décrit-il. C'est une fois sa minorité validée et sa place au foyer attribuée qu'il a pu mieux se recentrer sur son avenir. "On était deux dans une chambre, ça se passait bien. Après six mois, j'ai eu une chambre seul parce que j'étais carré. Et si ça se passe toujours bien après, tu peux avoir un studio."

Lorsque Inkyfada rencontre Hamza, il vient d'avoir 18 ans, il travaille dans la logistique, décharge des camions. "C'est très dur et très physique." Son bras en écharpe dans un plâtre témoigne d'un récent accident de travail. Sur son visage s'entremêlent la candeur et la détermination; la jeunesse et le vécu.

"On considère les mineurs venant des pays du Sud comme une force de travail."

Redouane, ÉDUCATEUR AUPRÈS DES JEUNES ISOLÉS

"Je suis le seul des jeunes avec qui je suis venu à être à Marseille. Je ne sais pas où sont les autres, je n'ai plus de nouvelles, mais moi je savais que je voulais venir ici. Il y a mon frère déjà, qui est arrivé ici à 16 ans, et puis Paris ça ne m'intéresse pas. Il y a le travail, il y a tout ici." Hamza a passé deux ans au collège à son arrivée. "J'ai passé

le test Casnav [évaluation visant à déterminer le niveau de français ainsi que le niveau scolaire de l'enfant dans sa langue maternelle], je l'ai eu et j'ai été inscrit à l'école. Là j'ai pu apprendre encore un peu plus de français", retrace-t-il. Mais il a très vite commencé à travailler.

"En Tunisie, j'allais à l'école mais je ne rentrais pas de sous." En l'écoutant, Hamza semble très content de travailler dur. Il ne cesse de répéter qu'il n'est pas venu en France pour "gaspiller". Une pression énorme sur ses épaules.

Exploitation. Le travail est en effet un autre enjeu important dans le parcours des mineurs étrangers en France. Mais il s'avère être un autre espace de discrimination. D'une part, le travail leur permet de répondre à leur besoin d'autonomie. D'autre part, ces adolescents et jeunes adultes doivent réaliser une demande de titre de séjour.

"Pour moi, il y a un regard de classe bourgeois sur ces mineurs, contextualise Redouane, l'éducateur. On considère les MNA venant des pays du Sud comme une force de travail. On leur cherche des contrats en alternance rapidement pour qu'ils travaillent pour avoir les papiers." L'éducateur l'observe sur le terrain, "les patrons en profitent". "Tu as des gosses de 15 ans qui sont en alternance dans des boulangeries, qui se lèvent à 4 heures du matin ou qui bossent trente-cinq heures, alors que c'est illégal."

L'éducateur en est convaincu : "Il faut changer la loi pour avoir un titre de séjour à la majorité dès lors que tu es arrivé ici avant ta majorité, que tu as été confié aux services du département et que tu as suivi un parcours d'intégration. Aujourd'hui, c'est comme s'ils devaient tout recommencer à leur majorité."

Enfin, la question qui cristallise beaucoup de fantasmes et de clichés est celle de la délinquance de ces mineurs. Tout comme les étrangers, réguliers



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

À Saint-Denis, plutôt que des offres d'emploi, beaucoup d'étudiants reçoivent des OQTF
"J'étais choqué, déçu. Je n'arrêtais pas de me demander pourquoi. Qu'est-ce que j'avais fait ?" Comme ce Marocain en BTS électrotechnique ou cette jeune Tunisienne en BTS dans le domaine de la santé, les enfants d'immigrés scolarisés dans des lycées professionnels ou technologiques de Saint-Denis "se retrouvent régulièrement menacés d'expulsion", dénonce **Al-Jazeera**. Dans cette commune, le retard dans la délivrance des permis de séjour et de travail crée une zone grise pour ces jeunes qui atteignent la majorité. Un article à retrouver sur notre site.

ou non, ils sont souvent accusés de tous les maux lorsqu'il s'agit de délinquance, et d'autant plus dans un contexte de forte montée de l'extrême droite en France. Dans les Bouches-du-Rhône, Martine Vassal, candidate déchue aux dernières élections municipales mais toujours présidente du Conseil départemental, déclarait : "Les MNA, on n'en veut plus", n'hésitant pas à établir un parallèle entre immigration et délinquance dans le centre-ville de Marseille.

Les lois successives durcissant la lutte contre l'immigration en France ont également, selon les

témoignages de ces professionnels, eu un impact sur la prise en charge des mineurs étrangers. "[L'année] 2018 marque un tournant important, confirme Federico Colombo. Avec la loi du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie, dite 'loi Collomb', est créé le fichier AEM."

"Les mineurs sont les petites mains des trafiquants dans les points de deal des quartiers nord."

Mat errin, COSECRÉTAIRE RÉGIONAL DU SNPES-PJJ-FSU

Cet AEM (appui à l'évaluation de la minorité) permet de croiser les informations disponibles avec d'autres fichiers administratifs, dont ceux relatifs aux demandes de visa. Certains acteurs considèrent ainsi que l'utilisation de ces données dans le cadre de l'évaluation de la minorité peut constituer un détournement de la finalité initiale de ces fichiers.

"Les chiffres, on peut leur faire dire ce que l'on veut", oppose Mattias Perrin, cosecrétaire régional du SNPES-PJJ-FSU. Selon le syndicaliste de la protection judiciaire de la jeunesse, il y a bien des mineurs isolés algériens et tunisiens qui ont des problèmes de délinquance, mais son analyse diffère. Le professionnel de terrain évoque plutôt une "délinquance de survie" liée à des difficultés très importantes pour ces mineurs souvent à la rue. Il observe également qu'ils sont plus susceptibles d'aller en prison que la population globale, "aussi car ils sont sans représentants légaux sur le territoire et que les juges peuvent avoir tendance à les incarcérer pour les 'protéger', en se disant qu'ils pourront être nourris, par exemple".

Mais un autre drame se joue en parallèle, selon lui. "Depuis le Covid, les cartes des réseaux de trafic de stupés ont été rebattues, avec une perte de chiffre d'affaires

et des membres de réseaux qui sont morts. Il a fallu une nouvelle main-d'œuvre. Avant, on voyait des mineurs vendre des cigarettes à Noailles ou à Belsunce, dans le centre-ville, mais maintenant ils sont les petites mains des gros trafiquants dans les points de deal des quartiers nord." Ces jeunes dans une grande précarité sont ciblés par les réseaux et deviennent une ressource exploitable.

Une situation extrêmement préoccupante pour Mattias Perrin. "C'est eux qui vivent le plus de violences dans les trafics, à la limite de l'esclavage, et hébergés dans des squats. Il faut vraiment se rendre compte de ce qu'il se passe."

"Moi je vois des jeunes dans les trafics, mais c'est pas vraiment pour trafiquer, c'est qu'ils veulent se sentir comme des Français. Ils veulent leur ressembler. Et la liberté des jeunes pour eux, ça veut dire fumer des joints et faire des bêtises", analyse Hamza. Lui reste concentré coûte que coûte. "Je suis vraiment là pour réussir. J'ai eu mon CAP, je suis en train de passer le Code."

Quand on lui demande quels sont ses rêves pour la suite, il répond sans hésiter : "Une maison avec une piscine à Marignane et avoir mon entreprise..."

Publié le 21 août

* Le prénom a été modifié.

SOURCE



INKYFADA

Tunis, Tunisie
inkyfada.com

Disponible en français et en arabe, ce journal en ligne a été lancé en 2014 dans le cadre d'un projet de l'association Al-Khatt, qui promeut la liberté d'expression en Tunisie. Assumant "son rôle de contre-pouvoir", Inkyfada veut "révéler, donner à voir et rendre accessible ce qui est caché", résume le journal qui "lutte contre toute forme d'injustices".

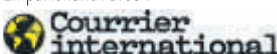
ILS REFONT LA FRANCE

Vincent PARIZOT

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec :



© FRANÇOIS REYLAND/RTL



—ABC (Australian Broadcasting Corporation), extraits (Sydney), de Bougainville

Dennis Kuiai l'assure : il n'a jamais voulu tuer qui que ce soit. *“Mais cela fait partie des choses qui nous suivent aujourd'hui. Il faut vivre avec ce traumatisme, nous avons tué.”* Il avait une petite vingtaine d'années quand il a été recruté pour rejoindre les rangs de la guérilla séparatiste de son île, l'Armée révolutionnaire de Bougainville. Cette guerre civile, qui concernait les terres, les ressources et l'identité insulaire, a fait jusqu'à 15 000 morts.

Voilà près de trente ans que les armes ont été déposées, mais la bataille pour l'indépendance de Bougainville est tout sauf terminée. Par un après-midi pluvieux, Dennis Kuiai nous conduit dans un paysage tropical verdoyant, où certains installeraient volontiers un hôtel de luxe. Mais c'est la principale prison du futur État qui doit être construite ici.

Souvenirs douloureux. Un groupe d'anciens combattants travaille à la préparation du chantier. C'est un projet prioritaire, explique Dennis Kuiai, étant donné les capacités pénitentiaires très limitées de Bougainville. Mais revenir ici, c'est aussi pour lui remuer des souvenirs douloureux. En 1990, durant la guerre civile, il a participé à une opération pour libérer des rebelles séparatistes alors détenus dans une vieille prison, ici même. Le bâtiment a brûlé, et sept personnes ont été tuées. Aujourd'hui, Dennis Kuiai est déterminé à reconstruire.

Les tensions à l'origine de cette sanglante guerre civile, qui a duré de 1988 à 1998, datent d'avant l'indépendance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui, jusqu'en 1975, était un territoire australien. À la fin des années 1960, la mine géante de Panguna, une exploitation d'or et de cuivre à ciel ouvert, est mise en service par l'entreprise australienne Rio Tinto. À Bougainville, les habitants sont révoltés de voir les ressources exploitées au profit de non-insulaires, et notamment du gouvernement de Port Moresby, tandis que c'est l'île et sa population qui en subissent les retombées.



Papouasie-Nouvelle-Guinée. Bougainville, ou la naissance d'un État

Rattachée à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'île Bougainville a voté massivement en faveur de l'indépendance en 2019. Quelques semaines avant la date initialement prévue pour l'entérinement de celle-ci par les autorités papouasiennes, des journalistes du média public australien “ABC” se sont rendus sur place.

La rancœur grandit, jusqu'à dégénérer en guerre à partir de 1988. La mine sera fermée l'année suivante, entraînant un effondrement des exportations de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elle n'a pas été rouverte depuis.

Comme beaucoup d'anciens combattants de la guerre civile, Dennis Kuiai veut voir son île indépendante de son vivant, et aucun compromis

n'est envisageable. Mais si plus de 97 % des Bougainvillois ont voté pour l'indépendance lors du référendum de 2019, le résultat doit encore être ratifié par le Parlement national de Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Port Moresby [lire encadré page de droite].

Dans le monde politique papouasien, beaucoup redoutent que l'indépendance de Bougainville ne donne des idées à d'autres

mouvements séparatistes. Les négociations entre les deux camps semblent arriver à un point critique. Mais, sans certitude sur la ratification par l'État papouasien, Bougainville se prépare, si le vote échoue, à déclarer unilatéralement son indépendance.

Ishmael Toroama, président du gouvernement autonome de Bougainville et ancien commandant des insurgés, a fixé à

septembre 2027 la date limite pour la concrétisation de la souveraineté de Bougainville. Indépendante, l'île deviendrait l'un des cinq plus grands pays du Pacifique, derrière la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, les Fidji et le Vanuatu. Située dans l'océan Pacifique, à environ 1 000 kilomètres à l'est de Port Moresby, Bougainville abrite plus de 350 000 habitants : tant du point de vue géographique que du point de vue culturel, elle est plus proche des Salomon, au point qu'on l'appelle parfois la “province des Salomon du Nord”.

Comme nous avons pu le constater en avril lors de ce reportage, le soutien à l'indépendance est écrasant. Solomon Semoso, capitaine de l'équipe de rugby de Bougainville, dit à quel point ses compatriotes et lui se sentent à part ethniquement et culturellement. Une identité particulièrement liée à la couleur de peau : *“Je suis fier de ma couleur, ‘Black life matters’”,* dit-il en reprenant le slogan états-unien. Contrairement à

◀◀ La mine d'or et de cuivre de Panguna, fermée depuis 1989, photographiée ici en septembre 2025.
◀ De petits orpailleurs vivant à proximité de la mine.

Photos Naftali Hilger/LAIF/REA

la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Bougainville est une société majoritairement matrilineaire : les terres se transmettent par la lignée maternelle.

Néanmoins, à l'approche de la date limite de l'indépendance, des tensions se font jour. Alors que l'économie bougainvilloise est très dépendante de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et qu'entre 5 % et 6 % seulement de ses revenus sont produits sur place, certains

Certains s'inquiètent de l'état des services publics, de l'absence d'université et d'un chômage élevé.

doutent de la viabilité économique de l'île. Le gouvernement insulaire dit promouvoir des initiatives économiques qui doivent stimuler les recettes locales et consolider une autosuffisance à long terme. D'autres s'inquiètent de l'état des services essentiels comme les écoles, les hôpitaux et les banques, de l'absence d'université et d'un chômage élevé. Et le plus effrayant, quel que soit le vrai risque, c'est la possibilité d'un nouveau conflit si les choses ne se passent pas comme prévu.

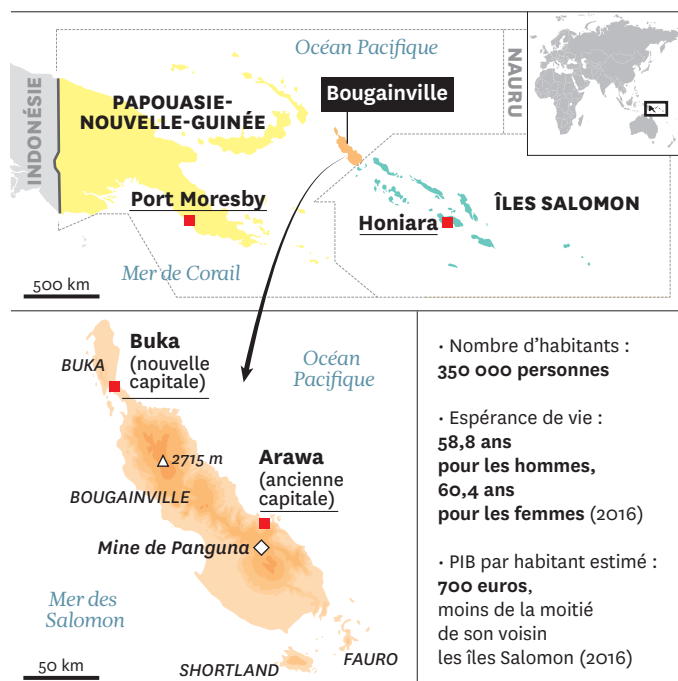
Une éventualité qui préoccupe Beverley Ittamari, propriétaire de terres à Panguna. "C'est la peur est toujours là, vous voyez, cet endroit a connu tant de violence." Son village de Guava borde l'immense mine de cuivre et d'or qui contribua à la guerre civile de 1988. Depuis quelques mois, elle voit le gouvernement de Bougainville s'employer à la relancer afin de financer l'indépendance de l'île.

Abandonné par Rio Tinto durant la guerre, en 1989, le site est malgré tout très actif. De petits orpailleurs employés de façon informelle s'y activent, devant des murs de roche striée de bleu turquoise – les marques des dépôts de cuivre mis à nu. Des camions-bennes arpentent les routes sinueuses, des machines rouillées ahanent et des enfants

jouent et courent dans les cailoux. Un jeune homme travaille à mains nues les sables scintillants. Le travail est pénible mais il rapporte. Ce que redoute cet orpailleur, c'est que la réouverture de Panguna prenne le boulot des habitants comme lui : "On est inquiets. Quand ça sera fait, on ne pourra plus prospecter comme on le fait aujourd'hui."

Mécontentement. En janvier, le gouvernement de Bougainville a suscité la polémique en ordonnant à Bougainville Copper Limited (BCL), propriétaire du permis d'exploitation, de conclure un partenariat de développement avec l'indien Lloyds Metals and Energy Limited. Une directive qui est venue couper court à un appel d'offres mené par BCL, qui avait identifié comme partenaire une société chinoise. En réaction, trois membres du conseil d'administration de BCL ont quitté leurs fonctions.

À Panguna, de nombreux propriétaires fonciers disent ne jamais avoir été consultés. "Le président [Toroama] fait tout sans rien demander aux propriétaires", renchérit Beverley Ittamari. Elle fait partie des propriétaires mobilisés pour contraindre Lloyds Metals à cesser ses activités sur le site de Panguna, au motif qu'elles se font sans autorisation sur des terres autochtones. Faute d'un soutien populaire généralisé, Beverley Ittamari craint une reprise des hostilités.



Repères

En route vers l'indépendance



Sept années après le référendum qui a vu 97,7 % des électeurs de Bougainville se prononcer en faveur de l'indépendance, le Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée devait se saisir de la question le 27 août. "C'est le B-Day", annonçait ce jour-là **The National**. Sous une photo de Bougainvillois se rendant aux urnes en 2019, le journal de Port Moresby écrivait : "Le vote de ces électeurs bougainvillois va, enfin, être

soumis au Parlement pour ratification." Joie de courte durée. Les parlementaires ont reporté la date du vote, relate le média australien **The National Indigenous Times (NIT)**. Ils ont prétexté que la procédure était incomplète et qu'"un différend sur la majorité requise pour accorder l'indépendance à Bougainville [subsistait]". Le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée évoque une majorité qualifiée des deux tiers des 118 députés, quand son homologue de Bougainville défend la majorité absolue, soit 60 voix.

Le processus découle d'un accord de paix conclu en 2001 qui a mis fin à une guerre civile. Il prévoyait la création d'un gouvernement autonome et la tenue d'un référendum sur l'indépendance de l'île. Désormais, la ratification interviendra au mieux en octobre, indique le NIT. Le gouvernement autonome de Bougainville a averti qu'il suivrait sa feuille de route vers une plus grande autonomie en 2027 et une indépendance totale d'ici à 2030. Bougainville deviendrait alors le 194^e État reconnu par l'ONU.

La fin de l'année dernière, invitée par Lloyds Metals à visiter les autres sites de la société. La Bougainvilloise dit avoir été impressionnée par l'accompagnement réalisé auprès de communautés ayant connu par le passé des tensions autour d'une industrie minière. "J'ai vu comment ils travaillaient là-bas et aussi comment ils réintègrent les populations locales, assure-t-elle. Pour moi, Lloyds Metals fait partie de ces investisseurs qui défendent les gens."

En novembre [2025], le gouvernement de Bougainville a signé avec la compagnie indienne un protocole non contraignant : outre la réouverture de Panguna, le document prévoit la construction d'une raffinerie d'or, d'une usine de cuivre, d'un hôpital et de locaux gouvernementaux, ainsi que la création d'une banque de commerce. L'entreprise est déjà présente sur place, et des chantiers sont visibles en divers endroits d'Arawa, l'ancienne capitale de Bougainville. Pourtant des signes de mécontentement apparaissent déjà parmi les ouvriers. Sous le couvert de l'anonymat, un ancien employé dénonce les salaires et des traitements injustes, le genre de griefs qui a alimenté d'autres conflits par le passé.

L'exploitation minière n'est pas le seul horizon pour l'économie bougainvilloise. L'agriculture, la pêche et le tourisme sont autant d'autres sources potentielles de

recettes pour cette nation en puissance. Dans le sud de l'île, près de la ville de Buin, Albert Nukuitu cultive le cacao depuis son enfance. Le cacaoyer lui a assuré des revenus toute sa vie : "J'ai pu payer moi-même ma sco-

Le plus effrayant, quel que soit le vrai risque, c'est la possibilité d'un nouveau conflit.

larité, du CE2 jusqu'à l'université. Cette culture permet à de nombreuses familles d'envoyer leurs enfants à l'école, de se construire de bonnes maisons et même d'avoir une voiture." Alors, si l'avenir de son île reste incertain, Albert Nukuitu a une foi inébranlable en la résilience de son peuple. Ni la guerre civile, ni l'embargo [de 1990 à 1994], ni, plus récemment, un terrible cyclone n'ont entamé l'attachement des Bougainvillois à leur identité, à leur culture, à leurs terres et à leurs semblables.

On verra dans les mois à venir comment cet esprit de résistance pourra se traduire institutionnellement et comment le peuple de Bougainville tracera son chemin politique, juridique et humain pour devenir un nouvel État.

—**Marian Faa, Gabriella Marchant et Theckla Gunga,**
publié le 6 mai, traduit
par Julie Marcot

à la une



SOMMES-NOUS PRÊTS POUR EL NIÑO?

Cette année, c'est un épisode exceptionnel qui se profile. De l'Amérique du Sud à l'Asie en passant par l'Afrique, quasiment tout l'hémisphère Sud s'apprête à affronter ses conséquences : sécheresses record, typhons, inondations... Mais peut-on vraiment se préparer à un tel phénomène ?

Du jamais-vu depuis quatre-vingts ans

La zone “Niño 3.4”, dans l’océan Pacifique, est l’endroit même dont le réchauffement signe l’émergence d’El Niño. Là, face à des températures qui devraient battre des records, les chercheurs s’inquiètent pour le corail. Et pour tout le reste.

—The Atlantic, extraits (Washington)

Au beau milieu de l’océan Pacifique, au niveau de l’équateur, des chercheurs ont délimité une zone. Une immense zone, grande comme les deux tiers de la Chine, et pourtant presque inhabitée. Cette portion rectangulaire d’océan est surveillée par des satellites et une armée de balises chargés de mesurer les moindres variations de température de l’eau.

Régulièrement, à intervalles de quelques années, la température se met à augmenter. Une simple hausse d’un demi-degré sur plusieurs mois suffit à annoncer l’émergence d’un épisode El Niño. Qui s’accompagne de crues, d’incendies, de sécheresses et de famines dans le monde entier. Cette zone s’appelle “Niño 3.4”. Et en ce moment, il y fait particulièrement chaud.

“C’est comme une minipiscine”, explique Kristina Tietjen, qui a passé une bonne partie du mois d’août à plonger dans cette masse d’eau anormalement chaude. Voilà plus de dix ans qu’elle se rend à Kiritimati, le plus grand atoll du monde [situé dans l’archipel de Kiribati], pour étudier ses récifs coralliens. D’habitude, elle plonge en combinaison, mais cet été, ses collègues et elles ont pu se contenter de tee-shirts anti-UV. Nous n’en sommes encore qu’aux prémices de ce cycle d’El Niño – qui s’annonce comme le plus intense jamais enregistré –, mais, déjà, les eaux autour de l’atoll affichent une température 3 à 4 °C au-dessus des normales.

Blanchissement des coraux. Ses nombreux séjours à Kiritimati lui ont permis d’observer, dans toute leur brutalité, les répercussions de ces cycles récurrents de réchauffement, dans un océan déjà de plus en plus chaud, sur les grands récifs coralliens tropicaux de la région, autrefois si beaux. Durant le premier épisode El Niño auquel elle a assisté, en 2015-2016, 90 % des récifs de Kiritimati ont disparu. Depuis, les coraux avaient lentement, et partiellement, repris des forces. Mais [en août], Kristina Tietjen et son

équipe, tous membres du laboratoire de Julia Baum, à l’université de Victoria, au Canada, ont découvert que près de la moitié des coraux restants avaient déjà blanchi, signe précurseur, si le réchauffement se poursuit, de leur mort. La prochaine fois, la chercheuse pourrait bien nager au milieu d’un cimetière.

Les répercussions d’El Niño se font ressentir un peu partout dans le monde, à mesure que la chaleur qui s’accumule dans le Pacifique équatorial se diffuse dans l’atmosphère et autour de la planète. Cela se traduit tantôt par de violents orages et de fortes précipitations, tantôt par des sécheresses pouvant s’étirer sur

plusieurs mois, avec des effets dévastateurs sur les récoltes. Sur la côte pacifique sud-américaine, des pluies torrentielles et des glissements de terrain ont imposé la fermeture temporaire de l’une des principales routes d’accès à Machu Picchu, au Pérou, et des inondations meurtrières ont ravagé les régions arides du nord du Chili. Plusieurs pays, notamment l’Inde ou l’Éthiopie, [ont connu cette année] des étés parmi les plus chauds qu’ils aient jamais enregistrés. Aux États-Unis, ces cycles se traduisent généralement par une hausse des précipitations dans le Sud, et des périodes de sécheresse dans certaines régions du Nord.

Poche de chaleur. Les épisodes intenses d’El Niño peuvent entraîner des records de températures, et celui-ci semble bien parti pour être le plus puissant de ces quatre-vingts dernières années. Une hausse de 2 °C dans la zone Niño 3.4 est généralement qualifiée de “super-El Niño”, mais nous avons déjà dépassé ce seuil, et les spécialistes annoncent un pic qui pourrait être près de deux fois plus élevé. “Nous sommes désormais relativement certains que cet épisode sera exceptionnel”, confie Malte Stuecker, directeur du Centre de recherche international pour le Pacifique de l’université d’Hawaï à Manoa.

S’il s’attend à ce que les températures continuent de grimper, c’est en partie parce que les balises disposées le long de l’équateur, capables de sonder les eaux en profondeur, ont détecté une immense masse d’eau chaude à plus de 100 mètres de fond, qui remontera vers la surface dans les prochains mois. Toute cette chaleur qui couve dans l’océan dessine une tendance radicalement différente par rapport aux années précédentes, et nous entraîne en terrain inconnu.

“Nous sommes désormais relativement certains que cet épisode sera exceptionnel.”

Malte Stuecker, DIRECTEUR DE RECHERCHES À L’UNIVERSITÉ D’HAWAII

Climat

Ce que les coraux des Galápagos nous apprennent

●●● Pour évaluer l’éventuel effet du dérèglement climatique sur El Niño, des chercheurs de l’université du Michigan ont analysé la composition de milliers de coraux, vivants ou morts depuis des siècles, provenant des îles Galápagos, lieu de naissance de ce phénomène océanographique, rapporte **Science**. “Nous avons découvert qu’en moyenne les épisodes d’El Niño ont été plus intenses au cours des quarante dernières années que pendant tout le reste du dernier millénaire, avec des températures plus élevées

entraînant des répercussions plus marquées sur les phénomènes météorologiques”, écrivent les auteurs de l’étude dans

The Conversation. À l’instar des troncs d’arbres, le squelette du corail est formé d’une succession d’anneaux qui apparaissent avec la croissance de l’animal. Leur composition chimique renseigne mois après mois sur la température de l’eau de mer dans laquelle le corail a grandi. C’est ainsi qu’a été reconstitué, sur un millénaire, l’historique des températures de surface dans cette zone est du Pacifique.

Des cochons paissant sur un sol desséché, en avril, au Bangladesh. Photo SM Mostafijur Rahman/Amazing Aerial/Sipa

Carlos Zavalaga, directeur du laboratoire d'étude des oiseaux marins à l'Universidad Científica del Sur, à Lima [au Pérou], a commencé à entrevoir l'ampleur de l'épisode actuel au cours du mois de juin, lors d'un séjour à Macabi et à Guañape Norte, deux îles situées au large de la côte septentrionale du Pérou. Il avait entendu parler par plusieurs collègues de centaines de cadavres d'oiseaux s'échouant sur les côtes péruvienne et équatorienne, et vu différents reportages sur les nuées de pélicans thages qui déferlent sur les marchés aux poissons des cités portuaires, en quête de nourriture. À son arrivée sur les deux îles qui, l'an dernier encore, regorgeaient de pélicans, de sternes

“C’est comme un combat de boxe : après un premier K.-O., alors que vous essayez de vous remettre sur pied, vous en prenez un second.”

Carlos Zavalaga, DI
R DE RECHERCHES
À L'UNIVERSIDAD CIENTIFICA DEL SUR

incas et de manchots de Humboldt, Carlos Zavalaga a découvert des nids vides, avec parfois des œufs, ou des oisillons affamés. “Les îles avaient été désertées”, raconte-t-il.

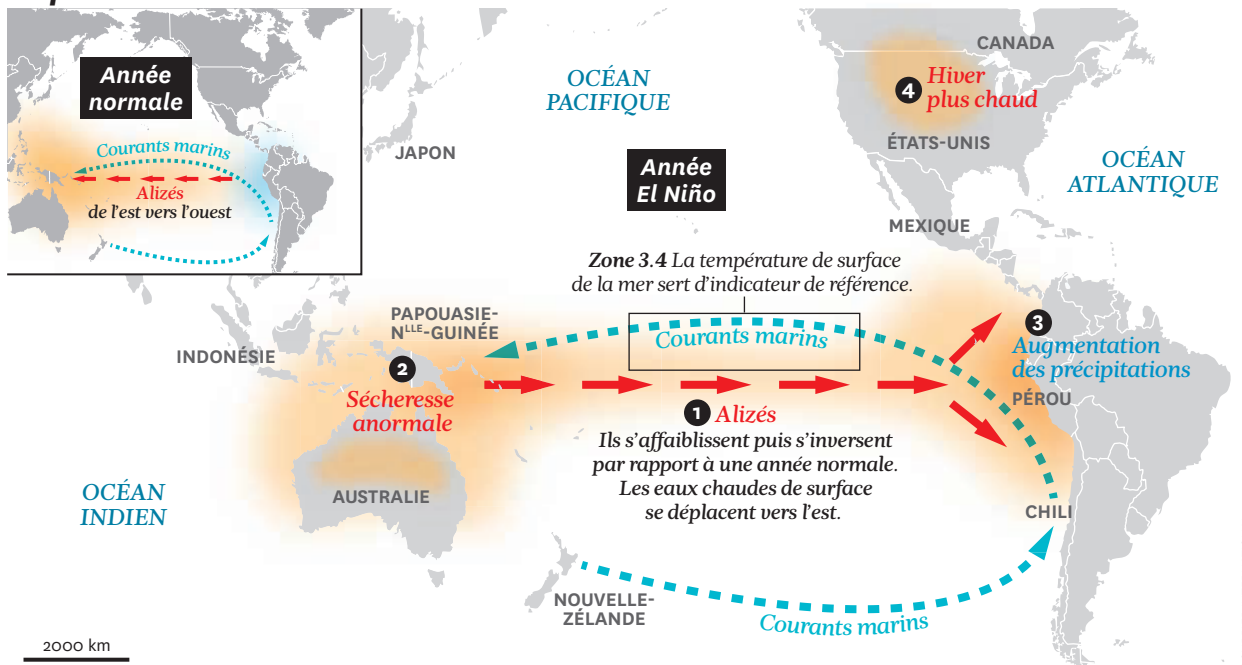
Ces oiseaux se nourrissent de bancs d'anchois balayés par le courant de Humboldt, courant froid et riche en plancton donnant des eaux très poissonneuses le long de la côte pacifique de l'Amérique du Sud. Quand apparaît le phénomène El Niño, ce courant est chassé par un autre, plus chaud, et les immenses bancs de poissons dont se nourrissent les oiseaux peuvent disparaître des côtes. La différence est telle qu'à la fermeture de la saison de la pêche à l'anchois – l'un des moteurs de l'économie nationale –, au Pérou, au mois d'août, les quotas annuels étaient loin d'être atteints.

Disparitions massives d'oiseaux. Des années avant le début des relevés satellite, les pêcheurs péruviens avaient déjà remarqué l'existence de cycles de réchauffement océanique associés à de maigres prises. Ils avaient baptisé ce phénomène, dont l'intensité culmine autour de Noël, en hommage à l'enfant Jésus. Les premières mentions d'El Niño dans la littérature scientifique péruvienne remontent au XIX^e siècle.

Depuis trente ans qu'il étudie les oiseaux marins, Carlos Zavalaga n'en est pas à sa première vague de disparitions massives. Mais ce sont la fulgurance et la gravité de ces phénomènes qui l'inquiètent. Il y a trois ans à peine – année durant laquelle la grippe aviaire a décimé plus de 500 000 oiseaux –, la côte péruvienne avait déjà subi un épisode El Niño. Et voilà que les oiseaux de la région, qui s'en remettaient à peine, se retrouvent à nouveau menacés.

Le chercheur résume : “C’est comme un combat de boxe : après un premier K.-O., vous essayez de vous remettre sur pied le plus vite possible, et vous vous reprenez un second K.-O. Je n’ose pas imaginer la situation à la fin de l’année.”

Le phénomène El Niño



El Niño est un phénomène naturel qui revient tous les deux à sept ans. Il survient lorsque les eaux de surface dans le centre et l'est de l'océan Pacifique équatorial se réchauffent anormalement. Ce dérèglement thermique résulte d'un affaiblissement des alizés, les vents dominants qui, en temps normal, poussent les eaux chaudes vers l'Asie

et permettent la remontée d'eaux froides nutritives le long des côtes sud-américaines. La modification de cette circulation océanique et atmosphérique, connue sous le nom d'"oscillation australe" (Enso), perturbe la distribution mondiale des précipitations et des zones de haute pression, provoquant des événements climatiques extrêmes.

Quand le réchauffement a commencé autour de Kiritimati, l'un des rares territoires habités de la zone de surveillance Niño 3.4, Bill Newton, l'un des occupants de l'île, a tout de suite été frappé par les changements. L'île, si aride d'ordinaire, est devenue soudain extrêmement humide, et les routes ont commencé à être inondées régulièrement. L'humidité a favorisé l'apparition de nombreux moustiques (les précédents épisodes El Niño ont parfois entraîné des épidémies de dengue et de chikungunya), mais aussi de nuées de libellules, une espèce qu'il n'avait jamais rencontrée auparavant. Les marées, plus fortes que de coutume, ont envahi les maisons de bord de mer. Les bateaux de pêche ont afflué par dizaines au large de l'île, attirés par les thons, qui se plaisent dans les eaux plus chaudes, et les vents dominants changeaient de direction.

Les coraux sont particulièrement vulnérables face au réchauffement de l'océan, puisqu'ils n'ont pas la possibilité de se déplacer et sont très sensibles au stress thermique. Quatre semaines dans une eau d'une température supérieure d'à peine un degré à la normale peuvent suffire à provoquer un blanchissement, par disparition de l'algue symbiotique qui fournit aux coraux leurs nutriments et leur couleur éclatante, explique Julia Baum, directrice du laboratoire de rattachement de Kristina Tietjen.

Cette écologue étudie les récifs de Kiritimati depuis 2009. En 2018, dans un article publié dans la revue *Science*, elle prévoyait que ces épisodes de blanchissement pourraient se

SOURCE

THE ATLANTIC
Washington, États-Unis
Mensuel
theatlantic.com

Depuis sa création, en 1857, l'anticipation est l'un des points forts de *The Atlantic*. Cette vénérable revue littéraire et politique a su faire de son site un lieu dynamique de réflexion et de débat. Elle a franchi en 2024 la barre symbolique du million d'abonnés à ses versions papier et numérique.

multiplier au point que les récifs, qui ont besoin d'une dizaine à une trentaine d'années pour se remettre de telles destructions massives, n'auraient pas le temps de récupérer. Depuis, en voyant les coraux survivants entrer en symbiose avec des organismes plus résistants à la chaleur, elle s'était prise à espérer que la nature soit en mesure de résister. Mais l'épisode de réchauffement en cours et la rapidité avec laquelle le blanchissement s'opère déjà ont réduit ses espoirs à néant.

La suite des événements est en partie prévisible. El Niño n'est pas une force destructrice frappant au hasard, mais une phase de réchauffement dans une zone précise du Pacifique qui, comme l'ont découvert les scientifiques, bouleverse les probabilités d'apparition de certains phénomènes météorologiques dans diverses régions du monde.

Les prévisions des climatologues sont suffisamment fiables pour avoir notamment incité l'armée américaine à programmer le déploiement d'un navire-hôpital au large du Pérou en février, prêt à venir en aide aux victimes des crues annoncées. Mais comme sont en train de le découvrir Julia Baum et tous les autres chercheurs qui aiment et étudient les fragiles écosystèmes du Pacifique équatorial, ce n'est pas parce qu'El Niño est un phénomène cyclique bien connu que la planète sera toujours la même après cet épisode.

—Joshua Partlow,
publié le 30 août, traduit
par Manon Delfour

La planète en alerte

Pluies diluviennes et sécheresses record pèseront sur la disponibilité alimentaire, et des dizaines de millions de personnes risquent de souffrir de la faim. De nombreux pays se préparent.

—La Libre Belgique, extraits (Bruxelles)

Les scientifiques sonnaient l'alerte depuis des mois : la planète est menacée par un "super-El Niño", plus puissant que la normale. Désormais, nous y sommes, alors que le pic de cette anomalie de température dans l'océan n'est pourtant attendu que pour la fin de l'année.

"El Niño est bien installé et va s'intensifier en un phénomène très puissant dans les mois à venir", indique l'Organisation météorologique mondiale (OMM) lors d'une nouvelle mise à jour [le 3 septembre].

Pour évaluer la puissance du phénomène, les scientifiques suivent la hausse de température dans une petite zone du Pacifique, dite "région El Niño 3.4". "Nous vivons donc déjà actuellement un 'super-El Niño', souligne le climatologue de l'université de Liège Xavier Fettweis. "El Niño est lancé. Il n'y aura pas de retour en arrière possible. Sur la planète, des effets sont déjà visibles et iront en s'intensifiant."

Au fil des prochains mois, la température de cette zone de référence va continuer à monter, avec un pic attendu vers les mois de novembre,

décembre. Les derniers modèles du centre de référence européen ECMWF pour ce pic prévoient en moyenne une hausse de 3 °C, avec une marge d'erreur d'environ 0,5 °C. Ce pic de 2026 pourrait donc en gros se situer entre 2,5 °C et 3,5 °C. "Je n'ai jamais vu un tel phénomène se dessiner dans nos prévisions. Un pic dépassant les 3 °C est inédit dans les relevés climatiques modernes. On doit être clair : il s'agit d'un événement sans précédent", affirme pour sa part Adam Scaife, du service météorologique britannique.

Un pic de plus de 3 °C serait donc un record jamais observé, en sachant que les données des températures de l'eau datant d'avant l'ère satellitaire sont nettement moins fiables, indique Xavier Fettweis. "Avec une anomalie de température El Niño de 1,5 °C, 2 °C, 2,5 °C, on voit que les effets s'intensifient, parce qu'il fait plus chaud. Mais dans le climat, rien n'est linéaire, prévient le climatologue. Comme on pourrait faire face à des valeurs qu'on n'a jamais observées, il est possible qu'on dépasse un certain seuil et que cet El Niño génère des anomalies ailleurs que dans les zones connues, qu'elles s'inversent... On ne le saura qu'en décembre."

↓ Ces Indonésiennes viennent remplir leurs bouteilles dans des sources naturelles du mont Batur, dans la province de Banten, en août 2026.
Photo Garry Lotulung

Mais une chose est sûre : de nombreux pays du monde sont déjà en alerte car, quelle que soit la puissance finale de cet El Niño, les conséquences seront multiples et très concrètes. "El Niño nous affecte très peu en Europe mais va énormément affecter les cultures dans le Pacifique et l'hémisphère Sud : Amérique du Sud, Australie, Indonésie...", rappelle le scientifique liégeois. Il ajoute : "Comme El Niño entraîne une circulation contraire à la circulation normale, cela signifie qu'il pleut dans des endroits où il ne pleut d'habitude pas et qu'il fait sec où il pleut d'habitude."

Par ailleurs, si le consensus scientifique estime que rien ne montre que ce super-El Niño en lui-même soit dû au réchauffement, ses effets seront en revanche renforcés par le dérèglement du climat : "Il est fort probable que les anoma-

"El Niño nous affecte très peu en Europe mais va énormément affecter les cultures dans le Pacifique et l'hémisphère Sud."

Xavier Fettweis,
CLIMATOLOGUE DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

lies en matière de précipitations ou de sécheresses dans les différents pays soient exacerbées par le réchauffement climatique. Celui-ci a tendance à grossir les extrêmes", prévient le climatologue.

"Nous constatons déjà à cause d'El Niño des perturbations et des ravages dus aux sécheresses, aux inondations et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Nous prévoyons que ces impacts se multiplieront et s'enchaîneront à mesure qu'El Niño s'intensifiera. Cet El Niño exceptionnel exige une préparation et une réaction exceptionnelles, mais nous avons des outils pour qu'il ne devienne pas une crise", note de son côté la secrétaire générale de l'OMM, Celeste Saulo. C'est en effet l'avantage par rapport aux populations du passé qui ont été prises au dépourvu lors d'El Niño exceptionnellement puissants : le risque, grâce aux scientifiques, est ici connu depuis plusieurs mois, permettant aux pays et institutions internationales de déjà se préparer.

Vulnérabilité. Ainsi, le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) a identifié les régions les plus susceptibles d'être frappées. Selon les premières analyses du PAM, cet épisode El Niño pourrait faire basculer au moins 49 millions de personnes supplémentaires dans l'insécurité alimentaire aiguë d'ici à la fin 2027. El Niño devrait avoir "une influence significative" dans au moins 45 pays déjà confrontés à la faim. Les conséquences "les plus importantes" sont attendues en Amérique centrale et en Afrique australe. Des impacts "significatifs" sont également prévus en Afrique de l'Est, ainsi qu'en Asie du Sud et du Sud-Est.

"El Niño représente une menace majeure pour la sécurité alimentaire de millions de personnes déjà en situation de vulnérabilité, insiste le directeur Carl Skau. Des inondations et des sécheresses sévères peuvent rapidement faire basculer



des communautés entières d'une situation précaire vers une crise humanitaire." Le PAM renforce déjà ses interventions anticipées dans huit pays, entre autres au Soudan du Sud, au Tchad, en Mauritanie, en Ouganda, au Guatemala et au Salvador. Des mécanismes de financement anticipé (assurances catastrophes, crédits...) sont notamment en place.

De leur côté, le Panama et le Salvador se sont déclarés en état d'alerte face à El Niño. Depuis le 3 septembre, vu la baisse de précipitations d'un tiers depuis mai, le canal de Panama a réduit son trafic. Le canal fonctionne grâce à l'eau de pluie stockée dans deux lacs artificiels, dont le niveau a baissé de 44 %.

Le Salvador a quant à lui déclaré une sécheresse "météorologique et agricole" sur tout son territoire. Vu l'absence de précipitations, la première récolte de céréales de base est en baisse

L'inflation alimentaire pourrait toucher nombre de pays africains et latino-américains, impactant leur dette souveraine.

de 20 %. Le Honduras a également subi des pertes de récoltes, en maïs et haricots.

En Amérique du Sud, le Pérou a déclaré l'état d'urgence dans un tiers de ses municipalités pour y "protéger la sécurité alimentaire" face au "très haut risque" d'épisodes de sécheresse liés à El Niño. Autres effets déjà visibles : la période de sécheresse longue et intense que connaît l'Indonésie a favorisé la propagation des incendies qui ont brûlé des centaines de milliers d'hectares. Le Sri Lanka, pour sa part, s'attend au "pire" El Niño de son histoire, avec des pluies diluviennes de fin septembre à décembre, suivies d'une sécheresse prolongée début 2027.

Au niveau de l'impact économique, les précédents ne sont pas rassurants. Les épisodes de 1982-1983 et de 1997-1998, parmi les plus puissants de l'histoire récente, ont coûté respectivement 4100 milliards et 5700 milliards de dollars au monde au cours des cinq années suivantes, selon une étude du Dartmouth College [États-Unis].

"Le choc" à venir. Et pour cet épisode de 2026, la banque Morgan Stanley prévoit un impact "sur de multiples régions, matières premières et classes d'actifs". Ainsi, El Niño pourrait faire monter les prix en perturbant la production du sucre au Brésil et en Asie, tout comme celle du cacao en Afrique et de l'Ouest ou encore celle du cuivre au Chili en raison de potentielles inondations dans les mines. L'inflation alimentaire pourrait toucher nombre de pays africains et latino-américains, impactant leur dette souveraine.

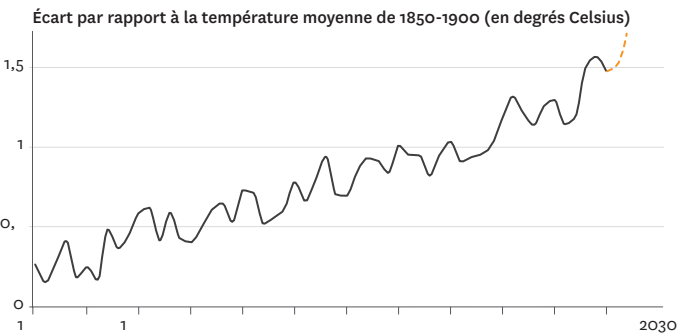
"La plupart des années El Niño sont une nuisance, mais celle-ci a tout pour provoquer un choc", a ainsi résumé l'analyste Julia Rizzo. El Niño devrait persister au moins jusqu'au début de 2027 et pourrait faire de cette année-là la plus chaude de l'histoire.

Californie

LE PACIFIQUE DÉVORE DÉJÀ LE LITTORAL

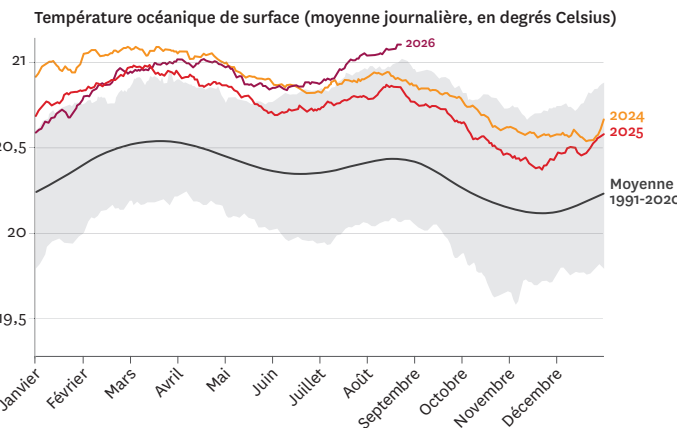
"Nous voyons déjà les effets d'El Niño", prévient Jonathan Warrick, chercheur à l'Institut d'études géologiques des États-Unis, dans le **Los Angeles Times**. Ils devraient empirer cet automne et surtout cet hiver. Depuis plusieurs mois, des vagues très puissantes déferlent sur le littoral de la Californie du Sud, abîmant ou détruisant plages, jetées, quais, maisons, ainsi que des routes et une voie ferrée côtières. Un peu partout, les autorités renforcent les digues, vérifient les systèmes de drainage, remettent en état des stations de pompage et font des réserves de sacs de sable. Selon les géologues, l'érosion augmente de près de 70 % lors des épisodes El Niño extrêmes, qui sont associés à des marées plus hautes que la moyenne et à des inondations côtières. Déjà, au début de septembre, trois cyclones se sont simultanément déployés dans le Pacifique, provoquant une très forte houle.

2027, année la plus chaude jamais enregistrée ?



Sous l'effet d'El Niño, qui vient s'ajouter au dérèglement climatique d'origine anthropique, les températures devraient connaître une très forte hausse en 2027.

La température des océans devrait battre des records

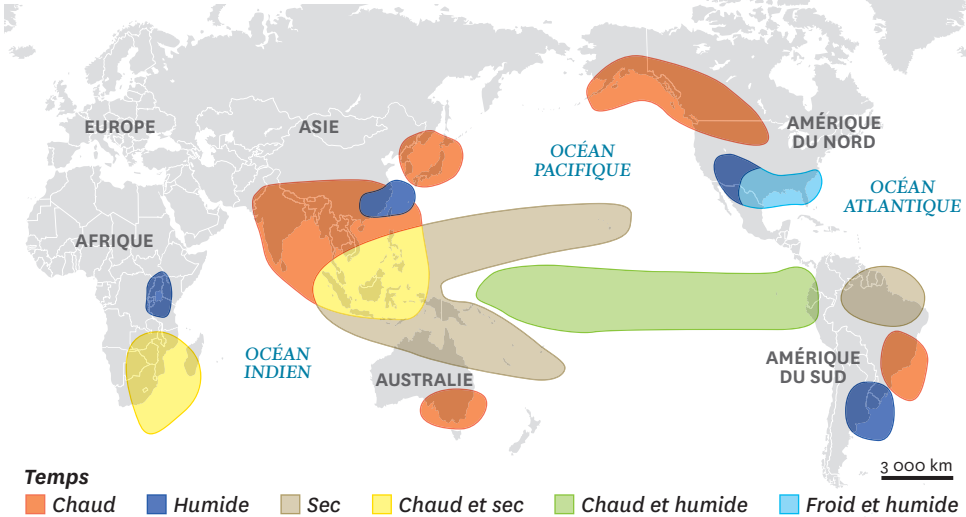


Ce phénomène cyclique va amplifier les effets du dérèglement climatique d'origine anthropique et faire grimper les températures de surface des océans très au-dessus de leur moyenne historique.

SOURCE : COPERNICUS (CEPMKT)

Une météo bouleversée

Les effets météorologiques d'El Niño entre décembre et février



Si les impacts d'El Niño sont peu perceptibles en Europe, [la Belgique] pourrait tout de même dans les mois à venir subir un certain effet lié à ce phénomène naturel. "En cas d'El Niño, en hiver, on observe souvent une plus forte dynamique atmosphérique. Ce qui implique chez nous du vent, de la pluie, de la douceur", énumère Xavier Fettweis.

Cette tendance s'ajoutera à un autre effet, lui, dominant. "Actuellement, l'océan Nord-Atlantique – pas seulement à nos côtes – est très chaud, de même que la Méditerranée. Or, en

automne, des eaux de mer très chaudes combinées à l'air froid qui arrive progressivement dans l'atmosphère causent des contrastes thermiques et entraînent beaucoup d'instabilité. Les deux effets cumulés suggèrent que l'automne sera doux mais très humide, avec probablement des risques d'inondation, notamment en Méditerranée, comme Valence l'a connu en 2024. Chez nous, cet automne-ci, on va, je pense, davantage parler d'avoir trop d'eau que pas assez."

—Sophie Devillers, publié le 3 septembre

COURRIER INTERNATIONAL - SOURCE : NOAA



Au Brésil, des mesures sans précédent

Sécheresse en Amazonie, pluies diluviennes dans le Sud... Déjà durement frappé par le phénomène climatique en 2024, le pays sud-américain se prépare à un nouvel épisode particulièrement intense sur tout son territoire.

A l'approche du printemps austral, le Brésil se prépare à subir les effets du "super-El Niño", qui devrait se traduire par une sécheresse prolongée dans le Nord, des pluies intenses dans le Sud et des températures supérieures à la moyenne "sur la majeure partie" du territoire, prévient un météorologue interrogé par **BBC News Brasil**.

D'ici à la fin de l'année, le Brésil pourrait aussi connaître "au moins six vagues de chaleur", voire davantage, selon une analyse du Centre national de surveillance et d'alerte des catastrophes naturelles citée par le site **G1**. "Ce phénomène, autrefois davantage concentré dans certaines régions, touche aujourd'hui l'ensemble du pays simultanément. [...] Il n'y aura aucun endroit au Brésil où échapper à la chaleur."

En Amazonie, où plusieurs autorités locales ont déjà décrété l'état d'alerte climatique et environnementale, les scientifiques et les communautés autochtones et rurales redoutent

un scénario similaire, voire pire que celui des sécheresses historiques de 2023 et 2024, rapporte le média d'investigation **Sumaúma**.

Aggravées par El Niño et le changement climatique, elles avaient fait chuter le niveau des fleuves et asséché des rivières, coupant du monde certains villages et compliquant leur accès à l'eau potable.

Depuis le retour au pouvoir de Luiz Inácio Lula da Silva, en 2023, le gouvernement a "renforcé les mesures préventives", la surveillance satellitaire, les opérations de contrôle et les brigades de pompiers. Résultat, le déboisement de la forêt amazonienne a connu une "réduction considérable", tandis

que les incendies y ont atteint, l'an dernier, leur "plus bas niveau" depuis le début des relevés, en 1985, après une année 2024 particulièrement dévastatrice.

Interrogée par le site, une biologiste spécialiste du biome amazonien se dit "impressionnée

↑ Durant un épisode de sécheresse, à Metapán, au Salvador, le 1^{er} septembre 2026.

Photo Camilo Freedman/Bloomberg/Getty Images



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

L'Amazonie doit se préparer à affronter "Godzilla".

Dans les mois à venir, les risques d'incendies et de sécheresse vont augmenter considérablement. Communautés traditionnelles, producteurs ruraux et gouvernements locaux tentent de s'organiser, raconte le site brésilien **Sumaúma**.

par l'amélioration de la préparation des pompiers forestiers", mais alerte toutefois sur l'ampleur de l'épisode actuel d'El Niño : "Cela ne ressemble en rien à ce que nous avons connu auparavant, c'est très effrayant. Nous sommes certes mieux préparés, mais je crains que les incendies ne soient si intenses qu'ils finissent par dépasser notre capacité institutionnelle à les combattre."

En 2023, le gouvernement a "renforcé les mesures préventives", la surveillance satellitaire, les contrôles et les brigades de pompiers.

Pour faire face aux effets du phénomène climatique, le gouvernement brésilien a annoncé, dès la fin juillet, un plan d'action de 1,3 milliard de reais (220 millions d'euros), dont plus de la moitié consacrée à la "constitution de stocks publics de denrées alimentaires", en particulier de riz et de maïs, afin de parer au risque de pertes de récoltes, explique le quotidien **O Globo**.

Le plan prévoit également des aides alimentaires pour les populations autochtones et les communautés paysannes et des moyens accrus pour la lutte contre les incendies, la surveillance climatique et environnementale et les services de santé.

L'exécutif a par ailleurs créé une cellule de crise spéciale réunissant vingt-quatre ministères et organismes fédéraux pour "suivre l'évolution du phénomène et coordonner les mesures" avec les États fédérés et les municipalités.

Au-delà du seul épisode d'El Niño, le Brésil cherche à adapter son système de santé aux effets du changement climatique, avec 9,8 milliards de reais (1,7 milliard d'euros) d'investissements prévus d'ici à 2035, rapporte le quotidien **Folha de São Paulo**. Le pays "s'empresse" notamment de renforcer sa "médecine de catastrophe", axée sur l'intervention là où les capacités du système de santé local sont totalement dépassées.

Cette année, le gouvernement a ainsi étendu sa "Force nationale de santé", qui compte 70 000 professionnels volontaires, avec l'installation de plusieurs bases locales capables de "déployer rapidement" des hôpitaux de campagne. Dans l'État du Rio Grande do Sul, encore marqué par les inondations meurtrières de 2024, quatre de ces hôpitaux ont déjà été montés, avec une capacité d'accueil de 200 000 personnes sur trois mois.

Dans **Valor Econômico**, son gouverneur régional met en avant l'installation de 129 stations hydrométéorologiques pour mieux anticiper les crues. Il indique aussi avoir quadruplé les effectifs de la défense civile et débloqué des financements pour aider les communes à renforcer leurs propres services et leurs réseaux d'assainissement.

Pour le climatologue Carlos Nobre, interviewé par **G1**, la région doit dépasser les mesures d'urgence : "Le Rio Grande do Sul doit mettre en place une politique à moyen terme pour retirer des dizaines de milliers de personnes qui vivent dans des zones à très haut risque."

—Morgann Jezequel



REVUE DE PRESSE

Comment les pays africains se préparent

Sur le continent africain, les gouvernements multiplient les cellules de crise afin d'anticiper les conséquences destructrices d'El Niño et d'assurer leur sécurité alimentaire.

— Courrier international

L'inquiétude monte en Afrique alors que, le 3 septembre, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a indiqué que le phénomène climatique El Niño allait "s'intensifier pour devenir un phénomène de très forte intensité", qui menace de durer jusqu'en février 2027 et d'accentuer les risques d'inondations et les épisodes de sécheresse et de chaleur extrême. Dans son bulletin, l'OMM souligne que cet épisode El Niño "exceptionnel exige une préparation et une réaction exceptionnelles".

Sur le continent africain, l'alerte est déjà vive. Pour **The New Zimbabwe**, ces préparatifs et cette anticipation seront essentiels : "La manière dont l'Afrique se prépare au prochain épisode El Niño déterminera non seulement la rapidité avec laquelle elle se remettra des chocs climatiques à venir, mais aussi la résilience de ses économies dans les décennies à venir."

En Somalie, indique **Shabelle Media**, les autorités anticipent déjà les conséquences. À la fin août, l'Agence nationale de gestion des catastrophes de Somalie (SoDMA) a organisé une réunion à Mogadiscio pour renforcer la préparation à ce qui est déjà appelé le "super-El Niño 2026". Le pays craint la survenue de fortes pluies qui renforceraient le risque d'inondations dans certaines régions. Pour la SoDMA, seules la planification et la coordination entre les autorités compétentes et les partenaires humanitaires



REVUE
DE PRESSE

pourraient "éviter que les intempéries ne dégénèrent en une crise humanitaire plus importante".

En Éthiopie, où une pénurie d'eau fait déjà des ravages parmi le bétail dans la région de l'Afar, rapporte l'**Addis Standard**, c'est un phénomène d'intense sécheresse qui est attendu, alors que la menace d'El Niño s'intensifie.

Au Kenya, le gouvernement est en alerte. Il estime que le pays est exposé à un risque important d'inondations, de déplacements de population et de pertes de vies humaines, rapporte **Capital FM**. Les autorités ont averti que les fortes pluies pourraient submerger les

systèmes de drainage, les rivières et les infrastructures essentielles dans des zones déjà vulnérables, précise le titre kényan en ligne. Les endroits à risque d'inondations et de catastrophes, tels que les barrages, ont ainsi été cartographiés afin de

mieux orienter les interventions d'urgence. Un branle-bas de combat général semble avoir saisi le pays, observe **Capital FM**, qui rapporte que pour se préparer à d'éventuels déplacements de population les autorités identifient déjà les sites d'accueil temporaires. Des bulletins météorologiques seront également régulièrement diffusés.

Cet empressement s'observe également au Rwanda, où le gouvernement a intensifié ses plans en vue de faire face aux inondations, aux glissements de terrain et autres catastrophes météorologiques que ce super-El Niño pourrait entraîner. **The New Times** indique que les

→ Une vendeuse de maïs grillé dans un bidonville de Nairobi, le 14 mars. Un week-end durant lequel une centaine de personnes ont perdu la vie au Kenya, du fait des pluies diluviennes. Photo Donwilson Odhiambo/Getty Images



autorités rwandaises souhaitent passer "de la simple prévision à la préparation aux conséquences des conditions météorologiques attendues", avec notamment le renforcement des systèmes d'alerte, le nettoyage des canaux de drainage, la protection des infrastructures essentielles et la sensibilisation de la population aux consignes de sécurité.

Au Zimbabwe, les autorités cherchent déjà à augmenter leur stock de céréales afin de garantir leur réserve stratégique, indique le média en ligne zimbabwéen **263Chat**. Harare a importé 422 000 tonnes, ce qui représente une augmentation de 68 % par rapport aux importations de l'an dernier. La mesure est présentée comme une précaution, alors qu'El Niño pourrait provoquer dans le pays une sécheresse intense. Au-delà de ces mesures, certains titres africains, à l'instar du **New Zimbabwe**, plaident pour une coopération régionale renforcée, notamment le partage de données et le renforcement des réserves alimentaires régionales.

L'épisode El Niño de 2015-2016, l'un des plus violents jamais enregistrés, avait plongé plus de 60 millions de personnes en Afrique australe et orientale dans une situation de détresse humanitaire, rappelle encore le journal. Des pays comme le Zimbabwe, l'Éthiopie et le Malawi avaient subi de mauvaises récoltes, des pertes de bétail et une flambée des prix alimentaires dont ils avaient mis des années à se remettre. Plus que jamais, l'Afrique doit "se préparer plutôt que réagir".

— Hassina Mechai

Décryptage

Quand El Niño faisait tomber Suharto

●●● "Au cours de l'histoire, El Niño a fait tomber des gouvernements, provoqué des guerres et même des révolutions, car lorsque le système climatique autour duquel s'articulent nos sociétés défaille, tout peut s'effondrer comme des dominos", rappelle une chronique du média argentin de gauche **ElDiarioAR**. La journaliste Marina Aizen y raconte qu'elle "a été témoin, en tant que jeune journaliste en Indonésie, de la façon dont El Niño a été le catalyseur de la chute de Suharto, en 1998". La sécheresse avait détruit les récoltes, dopé l'inflation et finalement

fait tomber le régime autoritaire au pouvoir depuis plus de trente ans. En Argentine, avant les élections présidentielles de 2027, les forces politiques en compétition ont tout intérêt à garder en mémoire cette leçon, car elles passeront à leur tour le "test" d'El Niño. Le pays, qui s'attend à être frappé de pluies diluviennes, a préparé des hôpitaux de campagne, renforcé le nettoyage des égouts, encouragé les agriculteurs à stocker fourrage et eau potable pour les bêtes, et créé un logiciel pour cartographier en temps réel les zones vulnérables aux crues.



En Asie, l'adaptation plutôt que l'anticipation

Inondations, sécheresse, incendies, salinité de l'eau... Si les pays asiatiques sont habitués à ces phénomènes, ils n'ont clairement pas anticipé le "super-El Niño" de 2026 et 2027. Et se contentent de s'adapter, tant bien que mal.

Chine. Parer aux inondations

Des épisodes de fortes pluies "généralisés, intenses et concentrés, avec des zones d'impact qui se chevauchent et aggravent les catastrophes", des typhons "actifs, puissants et aux conséquences prolongées"... En Chine, "les répercussions d'El Niño sur les précipitations s'intensifieront cet hiver", annonce le **Beijing Ribao**. Pour ce quotidien de

Pékin, les grandes régions céréalières du nord du pays doivent dès aujourd'hui se prémunir contre les effets de pluies excessives. Car les conditions climatiques anormalement chaudes et humides risquent de favoriser les épidémies de maladies des plantes et la recrudescence de ravageurs. Les autorités chinoises s'inquiètent aussi de l'effet d'El Niño sur les nombreuses régions dépendantes de l'hydroélectricité, et préconisent d'"améliorer la planification conjointe des réservoirs dans les principaux bassins fluviaux". Enfin, il s'agit aussi de préparer les villes et les infrastructures de transport aux inondations urbaines, glissements de terrain et coulées de boue que provoquera El Niño. Cela implique de consolider les systèmes de drainage en surface, sous la terre et en profondeur, et d'optimiser les plans d'intervention d'urgence en cas d'intempéries dans les ports, les aéroports et les lignes ferroviaires à grande vitesse. Lesquels, "d'une façon ou d'une autre, seront perturbés".

Inde. La sécheresse guette

"Chaque goutte d'eau est précieuse et la planification est menée dans cet objectif", avertit le ministre de l'Agriculture indien, Shivraj Singh Chouhan, cité par **Al-Jazeera**. C'est en effet à une sécheresse accrue que se prépare l'Inde pendant le phénomène El Niño, qui atténue la mousson. Celle-ci apporte 70 % des pluies annuelles, ce qui la rend essentielle pour reconstituer les ressources en eau du pays, où la moitié des terres agricoles ne sont pas irriguées et où la moitié du 1,4 milliard d'Indiens dépend de l'agriculture pour vivre. Or, "avec un déficit pluviométrique de 16 % en août et des prévisions très inférieures à la normale pour septembre, cet événement menace les rendements de la saison des pluies, la sécurité hydrique et les revenus ruraux, tout en faisant grimper les températures à des niveaux record", ajoute le chercheur indien Anjal Prakash, auteur de rapports du Giec, interrogé par le **Hindustan Times**. D'où une liste de mesures urgentes : plans d'action contre la chaleur en ville, constitution de réserves de stocks de blé, interdiction d'exportation de riz et d'oignons, gestion des réservoirs d'eau. "La plupart de ces mesures auraient dû être mises en place avant l'été", déplore le chercheur.

Indonésie. La guerre du feu

Près de 200 000 hectares de forêt indonésienne sont partis en fumée lors des seuls mois de juillet et d'août, soit le double de ce qui a été relevé pendant les six premiers mois de l'année, explique le site **Katadata**, pour donner une idée de la portée d'El Niño, cet été. Bien sûr, ces immenses incendies "n'apparaissent pas dans un espace écologique vide", mais lorsqu'"un temps sec rencontre un paysage qui a perdu sa capacité à retenir l'eau". Mais tout de même, poursuit le quotidien **Kompas**, la recrudescence des feux de forêt en 2026 "oblige l'Indonésie à repenser la notion de sécurité nationale, pour l'élargir aux enjeux de sécurité humaine et écologique".

32,3%

C'EST LA BAISSÉ DE LA PRODUCTION DE RIZ

constatée aux Philippines lors de l'épisode El Niño de 1997-1998, l'un des plus intenses jamais enregistrés, selon **New Scientist**. "Cette année, El Niño ne devrait pas avoir d'effet sur notre production. Ce sera au premier semestre 2027", pendant la saison sèche, qu'il se fera sentir, a annoncé le ministère de l'Agriculture du pays, le 9 septembre, rapporte **The Philippine Star**. Pour amortir le choc, le pays devrait avoir importé quelque 5 millions de tonnes de riz en 2026, contre 3,4 millions de tonnes l'an dernier.

De façon plus prosaïque, Jakarta a lancé les Operasi Modifikasi Cuaca (OMC), des opérations de modification de la météo pour favoriser la pluie. "La méthode consiste à disperser de l'iodure d'argent, des sels ou d'autres particules dans les nuages existants pour déclencher des précipitations", détaille le journal **Tempo**. En espérant que la pluie s'abattra sur les flammes pour les éteindre. La première opération de ce type date de 1977, et plus de 250 ont été menées entre 2021 et août 2026. Mais l'ensemencement des nuages "est une mesure d'atténuation, et non une solution permanente", souligne Budi Harsoyo, le directeur du programme OMC.

Vietnam. Régime salé

Dans le delta du Mékong, la baisse des précipitations et du débit des cours d'eau pendant El Niño favorise la progression de l'eau de mer à l'intérieur des terres, affectant les rizières, les vergers et les élevages de crevettes. "L'intrusion d'eau salée dans le delta devrait être comparable à celle enregistrée en 2015-2016", avertit le quotidien **Tuoi Tre**. Soit une avancée de la limite des eaux salées 45 kilomètres plus loin que la normale. Cela doit inciter les autorités à "revoir les plans d'irrigation". Concrètement, il faudra "adapter les calendriers de culture et les périodes de semis à la disponibilité en eau" durant la saison sèche, de novembre à avril. L'industrie du café est fortement tributaire d'un sol humide pendant la floraison, tandis que l'aquaculture exige un approvisionnement fiable en eau douce, rappelle le site **Vietnam+**. Dans le secteur industriel, la réduction des apports aux réservoirs hydroélectriques devrait affaiblir la production d'électricité. Les acteurs de l'agriculture et de l'aquaculture sont donc sommés d'"adapter proactivement leurs structures de production et leurs calendriers de semis". L'adaptation, toujours.

—Daniel Bastard

trans-
versales.

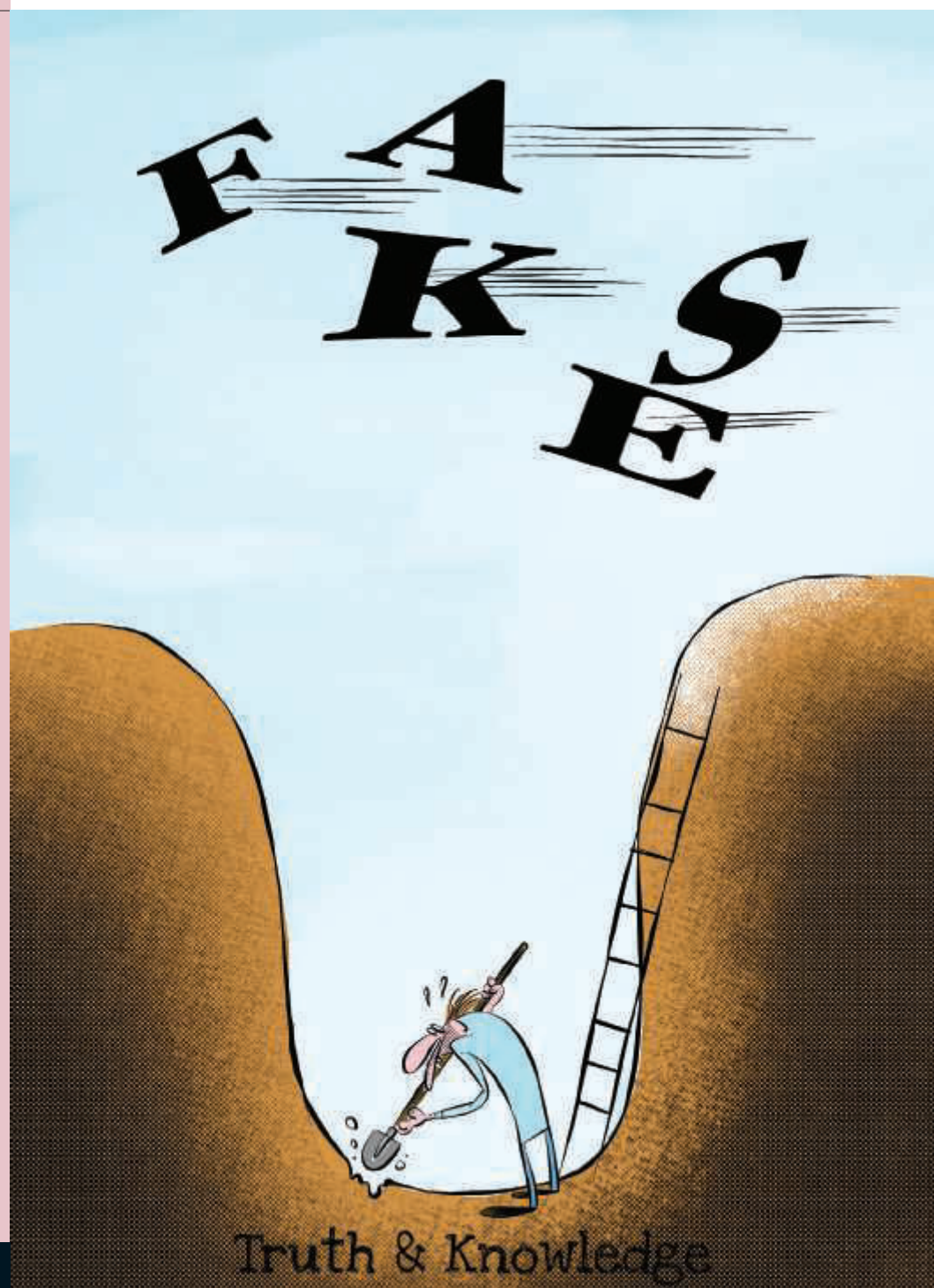
économie



Hany Farid, en première ligne contre les deepfakes

IA. Ce chasseur d'images manipulées est le plus grand expert de l'investigation numérique, discipline qu'il a inventée il y a plus de vingt ans. Ce qui ne l'empêche pas de s'inquiéter devant l'inflation de deepfakes toujours plus sophistiqués à l'ère de l'IA.

→ Au fond du trou : Vérité et savoir. Dans les airs : Fakes.
Dessin de Ramsés, Cuba.



—San Francisco
Chronicle, extraits
(San Francisco)

Dans une pièce aveugle qui ressemble au poste de commandement d'une base militaire iranienne, des agents en tenue de camouflage font les cent pas et aboient des ordres dans le micro de leur casque. Soudain, la lumière du plafonnier vacille. Le sol tremble et le souffle d'une explosion fait tourbillonner les panaches d'une épaisse fumée noire dans la pièce. Les militaires sont éjectés de leurs sièges. Des étincelles provoquées par des tirs se transforment en brasier.

Quand cette vidéo, qui prétendait montrer une frappe de missile israélienne, a commencé à

circuler sur X en décembre 2025, la scène semblait plausible et dévastatrice. Les images sont rapidement devenues virales et ont attiré l'attention des grands médias internationaux. Mais ils ont fait naître les doutes d'une rédactrice en chef, qui les a envoyées à l'expert international des deepfakes : Hany Farid.

Celui-ci a confirmé en quelques minutes que la vidéo avait été produite à l'aide d'une intelligence artificielle (IA). *“Je passe ma vie devant ce genre de choses. Il y a des matins où je regarde des vidéos de gens qui se font décapiter avant même d'être bien réveillé”,* explique-t-il.

Ce professeur en sciences informatiques à l'université de Californie à Berkeley, qui part enseigner au Dartmouth College

[dans le New Hampshire] cet automne, est plus connu pour son travail de chasseur de deepfakes : il analyse des vidéos et des images pour y déceler les traces d'une manipulation par des outils numériques ou d'intelligence artificielle.

Et c'est une vraie gageure. En un an, le volume des deepfakes a augmenté de 900 %, selon la société de cybersécurité DeepStrike, en raison de l'essor de l'IA générative. Une technologie qui permet de produire facilement de fausses pistes audio et vidéo dont le réalisme

En un an, le volume des deepfakes a augmenté de 900 %, selon DeepStrike.

est tel qu'elles sont extrêmement difficiles à détecter.

Des images factices de conflits armés parviennent aux rédactions et aux responsables militaires. Des entreprises perdent des dizaines de millions de dollars à cause d'imposteurs qui utilisent l'IA dans des visioconférences pour prendre l'apparence de dirigeants et réclamer des virements. Des prédateurs aspirent toutes les données des comptes de réseaux sociaux de femmes et de mineurs pour créer des contenus pornographiques hyperréalistes à leur image. Selon Hany Farid, près de la moitié de ce que l'on voit en ligne serait déjà du contenu de synthèse, généré ou modifié par l'IA.

Dans sa lutte contre les deepfakes, Hany Farid intervient en

tant qu'expert judiciaire lors de procès et a été auditionné par le Congrès des États-Unis à de multiples reprises. Il est l'une des voix majeures qui préconisent la création de filigranes numériques permettant d'identifier ce qui est produit par l'IA. Et il continue d'expérimenter les techniques de détection des duperies numériques. En s'appuyant notamment sur le calcul des ombres, il part en quête d'éléments invisibles dans les images fixes et les vidéos, tels que des anomalies dans les pixels, des sources lumineuses qui n'obéissent pas tout à fait aux lois de la physique et des perspectives qui ne convergent pas.

La société de cybersécurité qu'il a cofondée en 2022, GetReal, a des contrats avec les

pouvoirs publics aux États-Unis et à l'étranger, avec des entreprises du secteur de la défense et des sociétés de la tech et des médias, dont deux agences de presse, Reuters et Associated Press.

Lily Xu, enseignante à l'université Columbia qui connaît Hany Farid depuis près de dix ans, voit en lui *"la personne qui est sans doute la plus connue et incontournable dans la guerre contre les deepfakes"*.

Il est en première ligne, mais va-t-il gagner ?

La retouche numérique de photos existe depuis longtemps, mais la manipulation de fichiers audio et vidéo n'était pas si simple il y a encore peu de temps. Les applications d'IA pour transformer du texte en vidéo à partir de quelques consignes, ainsi que les plateformes permettant d'acheter des deepfakes personnalisés, comme Xanthorox, mobilisent aujourd'hui des technologies autrefois réservées aux spécialistes de studios hollywoodiens.

Quant aux escrocs, ils peuvent commander des fichiers audio ou vidéo de synthèse à partir de trois à cinq secondes de son clair ou de quelques photos en accès libre sur Internet, pour environ 5 dollars.

Facilité. En matière de réalisme, le fossé qui sépare les premières vidéos d'IA générative et les deepfakes actuels les rend plus difficiles à déceler par les experts. Avant 2022, les images produites par l'IA étaient pleines d'incohérences : des visages changeaient d'un plan à l'autre, des mâchoires étaient déformées... Les vidéos plus récentes préservent la stabilité des identités sur des centaines de plans sans dégradation perceptible. Même la texture d'une vidéo authentique peut être reproduite – le tremblement lorsqu'on filme avec un téléphone, le chaos dans une foule.

"Avant, les gens devaient savoir comment utiliser une chambre noire, par exemple, pour faire des retouches. Il fallait se former pendant des années, explique Siwei Lyu, directeur [du Media Forensic Lab, à l'université d'État de New York à Buffalo], un labo de criminalistique numérique. Mais maintenant, avec l'IA, il n'y a plus besoin de savoir quoi que ce soit."

Dans son bureau de Berkeley, un après-midi [de mai], Hany Farid clique sur le dossier "Demandes des médias" qui renferme toutes les séquences vidéo qui lui ont été envoyées pour vérification par les médias avec lesquels il collabore. Pour sa démonstration, il affiche la vidéo du prétendu bombardement en Iran. Il s'arrête sur un plan qui semble montrer des ordinateurs volant en éclats, éjectés d'une table.

"C'est exactement l'image que l'on se fait d'une frappe, dit-il. Elle atomise tout tant elle est violente. Même ça (il pointe sa souris sur un rayon lumineux dans le coin) : ce qu'on appelle la lumière parasite. C'est exactement l'effet produit quand un éclairage est braqué sur la lentille de la caméra."

"Notre nouvelle réalité, c'est que nous n'avons plus de réalité commune."

Hany Farid, PROFESSEUR EN SCIENCES INFORMATIQUES



Pourtant, des indices cachés lui ont permis d'identifier que cette vidéo était un faux. Il a cherché le "point de fuite" de la scène, celui vers lequel convergeraient toutes les lignes de tous les objets tangibles si l'image était effectivement une scène en trois dimensions, filmée par une caméra. Avec son curseur, le professeur dessine des lignes droites rouges à partir de chaque objet, puis il les prolonge pour voir si elles se coupent. Et ce n'est pas le cas. *"Voilà une anomalie, une incohérence physique."*

Pour corroborer ses observations, il glisse une capture d'écran dans ce qu'il appelle son *"atelier d'expertise"*, où un logiciel procède à une série de mesures, cherche des informations dans l'historique de l'image, sur l'identité et la géolocalisation de la personne qui est à l'origine de la vidéo et l'itinéraire du fichier depuis sa création.

Au bout de quelques secondes, une notification apparaît sur fond rouge clignotant : "IMAGES DE SYNTHÈSE".

Quand Hany Farid avait 2 ans, sa famille a quitté l'Allemagne pour s'installer à Rochester (dans l'État de New York), où

son père travaillait pour Eastman Kodak. Le professeur se souvient d'avoir grandi en observant son père développer des photos en chambre noire. Sa mère l'a encouragé à suivre un cours d'informatique. Il en a fait sa matière principale, jusqu'à décrocher un doctorat en sciences de l'informatique à l'université de Pennsylvanie.

"Investigation numérique".

En 1998, alors qu'il est postdoctorant au Massachusetts Institute of Technology (MIT), il a une révélation qui change le cours de sa carrière. En feuilletant une mise à jour du Code fédéral sur le droit relatif à la preuve, il tombe sur la règle n° 1001 de l'article X : les tribunaux des États-Unis acceptaient désormais que des images numériques soient produites à titre de preuve.

"J'ai tout de suite pensé que c'était une très mauvaise idée, car les images numériques sont malléables", dit-il. Jusque-là, seuls les négatifs en 35 mm étaient considérés comme des "preuves authentiques" devant la justice, leur qualité physique les rendant difficiles à altérer.

Rentré chez lui, Hany Farid se met à explorer les moyens de déceler la manipulation d'images numériques. Avec Photoshop, il commence à retoucher des photos puis à programmer un logiciel qui détecte les marqueurs de ces manipulations et reconstitue ses propres retouches.

En 1999, lorsqu'il devient enseignant au Dartmouth College, il poursuit ses recherches et crée un laboratoire qui travaille sur certains des premiers cas d'authentification numérique pour Associated Press et le FBI. Il n'empêche que créer une nouvelle discipline universitaire, qu'il a baptisée *"investigation numérique"* [digital forensics], a été difficile.

"À l'époque où il travaillait sur ces sujets, il était pour ainsi dire le seul", résume Ted Adelson, professeur en sciences informatiques et cognitives au MIT.

En vingt ans, ce champ d'étude a connu un essor fulgurant. Les spécialistes comme Hany Farid s'efforcent de tenir le rythme des utilisateurs qui recourent aux deepfakes à des fins malveillantes. Des escrocs se servent

La Commission européenne estime que 98 % des deepfakes sont à caractère sexuel.

déjà de formats audio et vidéo perfectionnés pour escroquer des familles et des personnes âgées. Selon [le cabinet] Deloitte, la fraude liée à l'IA pourrait coûter 40 milliards de dollars [34,4 milliards d'euros] aux États-Unis d'ici à 2027.

C'est le même phénomène pour les deepfakes pornographiques non autorisés. En décembre 2025, le réseau X a été envahi d'images de femmes et de mineurs numériquement dévêtus ou retouchés, toutes générées par Grok, le chatbot d'Elon Musk. La Commission européenne estime que 98 % des deepfakes sont à caractère sexuel.

"Les entreprises d'IA qui commercialisent et monétisent ces outils ne font pas ce qu'il faut pour que ces derniers ne présentent pas de dangers", estime Hany Farid. Quelques textes de loi récents visent à protéger les personnes contre les images produites sans leur consentement, mais ces textes ne sont applicables qu'après un préjudice, souligne Hany Farid.

Hany Farid travaille à une éventuelle solution dans le cadre de la Coalition for Content Provenance and Authenticity [la C2PA, une alliance d'entreprises réunissant Adobe, Microsoft, Google, la BBC ou encore Amazon], un projet de norme de certification de l'authenticité d'un contenu multimédia dès sa conception, à l'aide d'un marqueur dans ses métadonnées.

Mais il reste profondément préoccupé par les deepfakes de dernière génération et les risques de détournement qu'ils présentent, y compris par des figures politiques et des États.

En janvier, la Maison-Blanche a publié sur X une photo retouchée de Nekima Levy Armstrong, avocate des droits civiques de Minneapolis, après son arrestation lors d'une manifestation contre la police de l'immigration. Sur cette image retouchée, Nekima Levy Armstrong, en larmes, paraissait bouleversée, sa peau semblait avoir été foncée. L'avocate semblait bien plus

calme sur une autre photo postée sur X une demi-heure plus tôt par Kristi Noem, alors ministre de la Sécurité intérieure.

Que la Maison-Blanche utilise des contenus de synthèse est très préoccupant, dit Hany Farid, parce que cela sape la confiance que peut avoir la population dans les preuves visuelles publiées par des représentants de l'État. Et cela contribue aussi à ce qu'on appelle le "dividende du menteur" : cela permet à ces mêmes responsables de plus facilement récuser d'authentiques images compromettantes en prétendant qu'elles ont été générées par l'IA.

"On crée de l'instabilité dans une société non pas en faisant avaler un mensonge aux gens, mais en brouillant tellement les signaux que les gens ne savent plus quoi croire", ajoute-t-il.

Même l'histoire pourrait être manipulée. Il y a maintenant des vidéos d'IA qui prêtent à des personnalités historiques comme Martin Luther King ou Albert Einstein des agissements fictifs. Hany Farid s'inquiète des conséquences potentielles si des jeunes tombent sur ces vidéos avant que la vérité ne leur soit enseignée sur ces éminentes figures. Que se passe-t-il quand la fiction devient la première impression ?

"Notre nouvelle réalité, c'est que nous n'avons plus de réalité commune, résume-t-il. Et c'est très dangereux."

— **Fiona Ulrich,**
publié le 9 juin,

traduit par Leslie Talaga



SOURCE

SAN FRANCISCO CHRONICLE

San Francisco, États-Unis
Quotidien, 519 000 ex.
sfchronicle.com

Charles et Michael de Young ont tout juste 17 et 19 ans, et 20 dollars en poche, lorsqu'ils publient en 1865 le premier numéro du *Daily Dramatic Chronicle*. Grâce à une équipe de 500 journalistes, le titre est aujourd'hui l'un des poids lourds de l'information de la côte Ouest. Il a été racheté par le groupe Hearst, le géant des communications qui possède une douzaine d'autres médias.

✍ Dessin de **Matt Kenyon**,
Royaume-Uni.

—**The Wall Street Journal** (New York)

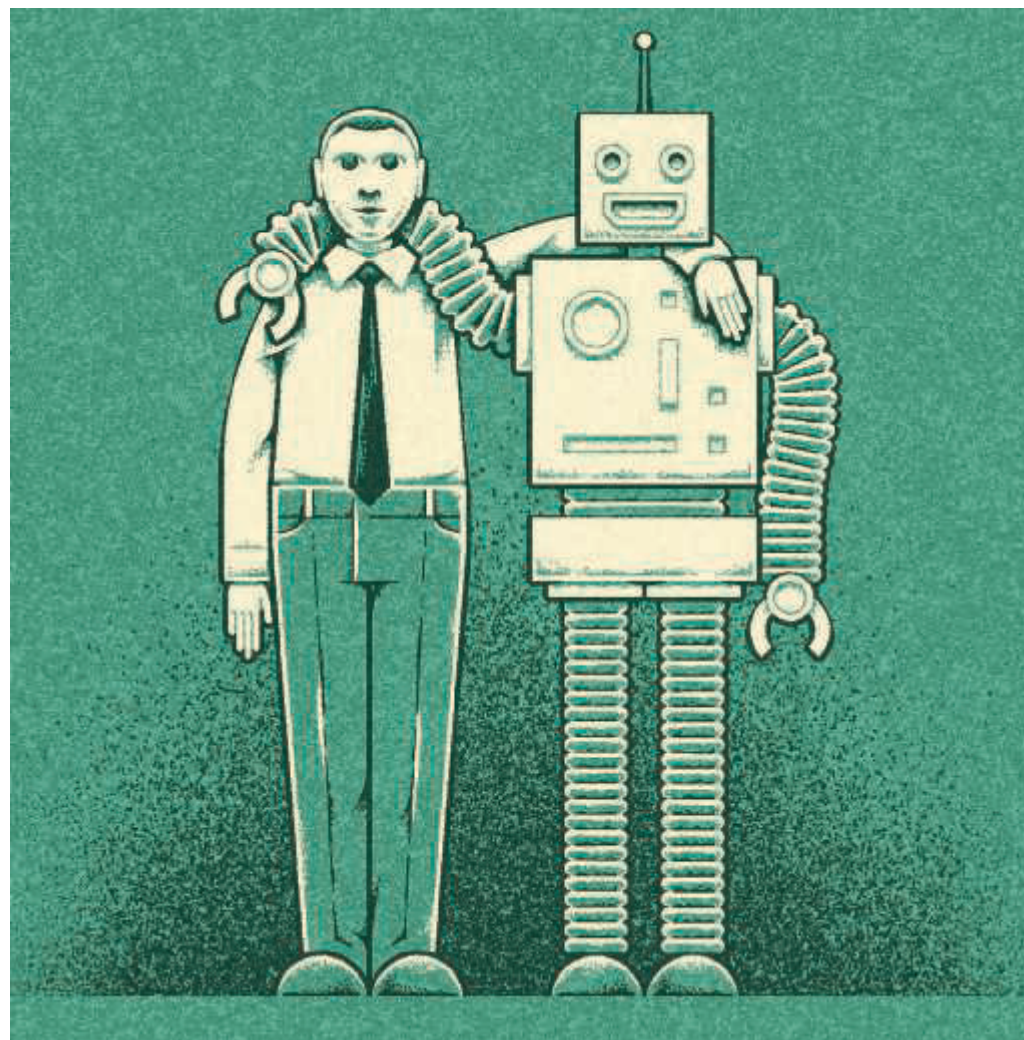
En 2016, trois Français geeks se sont installés à New York pour concevoir un chatbot impertinent pour adolescents. Dix ans plus tard, leur start-up s'est imposée comme une plateforme pour l'intelligence artificielle (IA) incontournable dans l'écosystème technologique et comme un élément clé de la stratégie de l'entreprise affichant la première capitalisation boursière du monde.

Nvidia a en effet annoncé [le 3 septembre] un accord de rachat de Hugging Face, pour environ 13 milliards de dollars [11 milliards d'euros], redoublant ainsi ses efforts pour contester la domination des modèles d'IA propriétaires d'OpenAI et d'Anthropic. L'opération contribue également à renforcer l'écosystème construit par Hugging Face autour des outils d'IA dits "à poids ouverts", qui peuvent être téléchargés et modifiés librement [les données d'entraînement des modèles sont publiques].

Leur émoji préféré. Mais lorsque Clément Delangue et Julien Chaumond ont débarqué dans les bureaux à Manhattan du fonds de capital-risque Betaworks pour un "BotCamp", un concours de start-up, en cet été caniculaire de 2016, leur objectif était plus modeste. Ils voulaient simplement construire un chatbot généraliste moins barbant que celui d'Apple, Siri. Nous étions plus de sept ans avant le lancement de ChatGPT par OpenAI.

"Elle ne vous donnera pas toujours la bonne réponse, mais elle sera toujours amusante", avait alors expliqué le directeur général, Clément Delangue, pendant une démonstration. L'application venait d'échanger des selfies avec le directeur technique, Julien Chaumond. "Et bien sûr, elle est toujours très impertinente." L'appli s'appelait provisoirement "Hugging Face" [littéralement "visage qui fait un câlin"] dans leur dossier de candidature, un nom inspiré de leur émoji préféré. Ils pensaient en changer plus tard, mais ne l'ont jamais fait.

Au printemps suivant, Thomas Wolf, chercheur en physique devenu avocat spécialisé en droit des brevets, rejoint l'équipe en



Hugging Face dans la cour des grands

Technologie. Fondée il y a dix ans par trois Français technophiles et potaches, la plateforme est devenue la tête de pont de l'intelligence artificielle ouverte. Elle vient d'être rachetée par Nvidia, le géant américain des puces.

tant que directeur scientifique. "Ce sont de vrais geeks, des mordus de science", raconte en interview John Borthwick, associé gérant de Betaworks, l'un des investisseurs de Hugging Face.

Clément Delangue a grandi dans le nord de la France et s'intéresse depuis longtemps à la collaboration numérique et aux systèmes ouverts. Adolescent, il vendait des motos sur eBay avant de travailler pour cette entreprise, d'après son profil sur le site de Sequoia Capital, un autre actionnaire de Hugging Face. À

l'université, il a développé une plateforme qui permettait aux étudiants de partager entre eux leurs notes et leurs observations sur les cours, comme il l'a expliqué dans une conférence TEDx à Paris en 2012.

Clément Delangue travaillait déjà dans le domaine des produits et du marketing pour des entreprises à New York lorsqu'il a commencé à faire équipe avec Julien Chaumond, un mathématicien qui avait travaillé pour plusieurs start-up et pour le gouvernement français. Ils étaient tous les deux

intéressés par le traitement automatique du langage naturel [NLP, technique qui utilise l'apprentissage automatique pour apprendre aux ordinateurs à communiquer en langage humain] et pensaient pouvoir s'en servir pour créer un chatbot. Julien Chaumond a donc pris l'avion pour New York. "C'était la première fois qu'on travaillait ensemble dans la vraie vie pendant plus d'une journée", se rappelle-t-il.

Tous deux avaient suivi le cours en ligne de Richard Socher, un promoteur du NLP, proposé par

l'université Stanford [dans la Silicon Valley], et avaient formé un groupe d'étude sur le sujet. Thomas Wolf était également inscrit à ce cours, se souvient Richard Socher.

"Ils m'avaient beaucoup impressionné. Ils avaient des questions très pertinentes", dit le professeur, aujourd'hui fondateur et PDG de la start-up d'IA Recursive. Il lui arrive de faire des randonnées et de grimper aux arbres avec Clément Delangue dans la baie de San Francisco.

"Il est encore possible de rendre l'IA open source accessible à tous."

Clément Delangue, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE HUGGING FACE

Un tournant majeur pour Hugging Face s'est produit en 2018, lorsque Google a sorti une nouvelle version de son *transformer*, l'architecture de réseaux de neurones qui est au cœur des derniers modèles de langage des IA génératives.

Thomas Wolf expliqua alors à ses cofondateurs qu'il allait passer le week-end à en créer une version open source dans le langage informatique le plus utilisé par les chercheurs en IA, a raconté Clément Delangue dans un podcast en 2024. Le lundi, la version de Hugging Face était déjà virale, et, six mois plus tard, elle faisait naître un nouveau modèle économique. "On pense qu'on doit changer de cap", annonce alors Clément Delangue à ses investisseurs.

À mesure que la taille des modèles d'IA augmentait, les développeurs ont commencé à avoir besoin d'une nouvelle plateforme pour les héberger. Hugging Face l'a créée, en développant une plateforme de partage de modèles d'IA semblables à ce que fait GitHub, propriété de Microsoft, avec le code pour les développeurs de logiciels. Un rôle qui a pris de l'ampleur avec la révolution de l'IA. Aujourd'hui, des millions de modèles à poids ouverts sont sur Hugging Face.

En juillet, l'entreprise a fait les gros titres lorsqu'elle a révélé avoir été piratée par un essaim d'agents d'IA autonomes, qui, a-t-elle découvert, s'étaient échappés d'un test interne de

cybersécurité mené par OpenAI. La plateforme a essayé d'analyser les journaux d'attaque à l'aide de modèles d'IA propriétaires, mais n'y est pas parvenue à cause de mesures de sécurité restrictives. Elle s'est donc tournée vers le modèle à poids ouverts d'un développeur chinois.

Depuis cet incident, Clément Delangue s'emploie à rappeler la nécessité de préserver et de promouvoir l'accès à des modèles d'IA ouverts et performants, afin que les cibles potentielles de cyberattaques puissent se défendre efficacement. Nvidia a fait de même.

L'investissement de Nvidia est cohérent avec l'objectif de Hugging Face de démocratiser l'IA agentique au-delà des 18 millions de développeurs qui utilisent sa plateforme, estime John Borthwick. *“Avec cette acquisition, Nvidia rend cette croissance possible”*, affirme-t-il.

Modèles opposés. Clément Delangue a contacté Nvidia cet été pour discuter d'un accord, a-t-il indiqué à CNBC [le 3 septembre]. Le monde est à la croisée des chemins, estime-t-il : soit les modèles à poids ouverts se développent et se diffusent rapidement, soit les modèles propriétaires comme ceux d'Anthropic et d'OpenAI domineront le marché.

“Il est encore possible de rendre l'IA open source accessible à tous, pour que chacun devienne en quelque sorte propriétaire ou créateur d'IA, et non pas simplement locataire ou utilisateur de celle d'un tiers, explique Clément Delangue. Nous avons besoin de miser davantage sur l'IA en source ouverte pour vraiment diffuser cette technologie autant que possible partout dans le monde.”

Après l'annonce de l'accord, Thomas Wolf a écrit sur X que le montant exact de l'opération (12 930 300 000 dollars) *“cachait une signification pour geek”*. Certains ont rapidement remarqué que les six premiers chiffres exprimés en hexadécimal donnent 1F917 – un clin d'œil à la notation en Unicode utilisée par les ordinateurs pour un certain emoji : le *hugging face*.

— **Sam Schechner**
et **Robbie Whelan**,
publié le 4 septembre,
traduit par Lucas Testu

LA LETTRE
TECH



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

L'apocalypse de l'IA et
Jésus contre les robots-taxis

Si j'ai bien compris, la fin est proche, et il est temps de se repentir. Après avoir donné sa démission, la semaine dernière, Jacob Coxon, chercheur à Anthropic, a cru bon de tweeter que son ex-employeur, comme son concurrent OpenAI, *“[jouait] avec nos vies”*. Et surprise... Plutôt que de rassurer les foules, l'un de ses collègues, chef d'un service de sécurité du fleuron de l'intelligence artificielle (IA), a surenchéri : *“Nous pensons vraiment, sincèrement, que l'IA pourrait tuer tous les humains. La possibilité que cela arrive dans la décennie à venir est supérieure à 10 %.”*

Prostré dans l'attente des robots-cavaliers de l'apocalypse, j'ai tout de même jeté un regard terrifié au long article du **San Francisco Standard** consacré à ce summum de paranoïa anti-IA. Il confirme que les algorithmes n'en ratent pas une ces derniers temps. En témoignent l'attaque spontanée fomentée en juillet par 700 agents IA contre la plateforme Hugging Face (*lire ci-contre*) lors d'un exercice de sécurité de routine d'OpenAI ou les craintes d'une guerre bactériologique lancée par des chercheurs.

Reste une vraie question : pourquoi les géants de l'IA s'amuse-t-ils à nourrir la terreur concernant leurs propres prouesses technologiques, au point de demander eux-mêmes d'en ralentir les progrès ? Le **San Francisco Standard** suppose que nombre de ces entreprises espèrent commercialiser leurs systèmes de défense contre les agents IA déjantés. Plus encore à la veille de leur entrée en Bourse, qui pourrait porter leur valorisation à des milliers de milliards de dollars, elles assurent leur marketing auprès d'investisseurs potentiels. Elles

surviennent à la fois la puissance de leurs modèles et la bienveillance de leurs dirigeants, seuls capables, selon elles, par leur savoir et leur vertu, de dompter les algorithmes pour le seul bien de l'humanité...

Les humains ont besoin des humains. Jésus monterait-il dans un taxi autonome ? Apparemment, ce n'est pas gagné. À l'approche de l'arrivée de Waymo à Washington, un groupe de pasteurs locaux oppose les enseignements bibliques à l'irruption de la robotique dans les rues de la capitale. *“Jésus marchait ou chevauchait un âne”*, rappelle le révérend Michael Charles Durant au **Washington Post**, avant de s'inquiéter d'une *“technologie qui va à l'encontre des humains”*. Nombre des paroissiens sont certes de modestes chauffeurs de taxi, menacés par les Jaguar électriques bardées de capteurs proposées par la filiale de Google.

Mais par-delà ces préoccupations immédiates, les pasteurs récusent *“une automation qui déshumanise l'humanité”*. *“Dieu nous a créés interdépendants, explique Michael Charles Durant. Le plus grand danger n'est pas que l'on n'ait plus besoin d'humains, mais que les humains n'aient plus besoin les uns des autres.”*—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi
La Lettre tech.

NOTRE SÉLECTION

DE 9
À 99 ANS

Coffret "Les plus
grands dialogues de Platon"

Cinq récits pour entrer
en philosophie !

49€*



Cinq récits illustrés pour découvrir les principaux dialogues de Platon autour de Socrate.

Amour, justice, vérité, pouvoir : les grandes questions philosophiques deviennent ici des aventures !

Format : 15 × 22 × 4 cm – 5 × 64 p. – couleurs

Découvrez dans ce coffret :



Inclus : un grand poster
planisphère de 70 × 100 cm
“Le monde des philosophes”,
avec un “Cherche et trouve
Socrate !”



Pour commander,
scannez le code QR



Ou rendez-vous sur
notre site :

<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/livres/4445-coffret-les-plus-grands-dialogues-de-platon.html>

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2026, dans la limite des stocks disponibles. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

360



MAGAZINE

Se baigner dans les fontaines de Bâle • Voyage . 44

La surdouée des pneus qui fument • Sport 46



✓ Dessin de Ximo Abadia,
Espagne, pour Courrier
international.

SOURCE



NEW LINES MAGAZINE

Washington, États-Unis

newlinesmag.com

Créé en 2020, ce site émane du think tank américain New Lines Institute for Strategy and Policy. Au départ consacré au Moyen-Orient, New Lines Magazine a

rapidement élargi son spectre, mais sans abandonner son envie première : celle de donner la parole à des journalistes qui connaissent intimement le sujet de leurs articles. Il se présente aujourd'hui comme un "magazine local sur l'actualité mondiale".

L'empreinte secrète d'Al-Andalus

De 711 à 1492, dans la péninsule Ibérique, les musulmans ont régné sur un vaste territoire appelé "Al-Andalus". De cette époque, achevée avec la reconquête de Grenade par les catholiques, il ne resterait plus rien que quelques monuments.

Mais est-ce vrai?

—New Lines Magazine,
extraits [Washington]

A Cordoue, il se pratique encore dans certaines familles un rituel de naissance très particulier: les femmes de la maison bercent le bébé derrière la porte d'entrée, à l'abri des regards indiscrets, et coupent délicatement ses premiers ongles tout en lui chantant de douces mélodies flamencas. Après quoi elles apportent les ongles aux proches dans une petite boîte en bois, que la famille remplit de pièces de monnaie pour consacrer l'enfant.

En soi, ce rituel pourrait passer pour une étrange coutume locale, mais certains lui attribuent une signification bien plus profonde. C'est Antonio Manuel, poète, écrivain et professeur de droit de 56 ans, qui m'a fait découvrir cette tradition. Il a passé une bonne part de sa vie à étudier l'empreinte silencieuse que des siècles de domination musulmane ont laissée sur sa ville natale. Des Andalous de tous âges et de tous horizons, curieux de leur propre histoire, se pressent en rangs serrés à ses conférences, qui affichent toujours complet.

Selon lui, d'innombrables traditions andalouses héritées d'Al-Andalus [nom donné aux territoires qui sont restés durant huit siècles, de 711 à 1492, sous domination musulmane] – ont réussi à résister envers et contre tout à cinq cents ans d'effacement.

Ce Cordouan fier de ses origines savait que le rituel de la coupe des ongles me parlerait, puisque je suis moi-même originaire d'Afrique du Nord. Je viens d'une région du centre de l'Algérie où ce ne sont pas les ongles, mais les cheveux que l'on coupe aux bébés. C'est encore une tradition vivace dans l'ensemble du monde musulman, souvent accompagnée du sacrifice d'un mouton, lors de l'*alqiqah*, la cérémonie de bénédiction des nouveau-nés.

Manuel est persuadé que, loin d'être une simple coïncidence, il pourrait s'agir d'un exemple de survivance d'anciennes traditions musulmanes, d'une réminiscence d'Al-Andalus. Cette pratique remonte probablement à cette époque et aurait traversé les siècles, en

s'accommodant de légères variantes afin d'échapper aux procédures de contrôle draconiennes instituées dans un pays où toute transgression des normes castillanes et chrétiennes était sévèrement réprimée [par les tribunaux de l'Inquisition, institués dès 1478 par le pape Sixte IV].

Il était certes plus discret de couper les ongles d'un bébé que ses cheveux, car cela ne risquait guère d'éveiller les soupçons. Chez nous, en Algérie, ma famille célèbre toujours ce rituel de naissance en prenant soin de laisser la porte d'entrée entrouverte, en manière d'invitation aux voisins. Les familles cordouanes, elles, continuent de fermer la porte, comme pour protéger une pratique

D'innombrables traditions andalouses héritées d'Al-Andalus ont réussi à résister envers et contre tout à cinq cents ans d'effacement.

clandestine des fantômes des Inquisiteurs.

Ces gestes intimes, presque imperceptibles, seraient-ils des vestiges méconnus d'Al-Andalus? Et ces rituels familiaux pourraient-ils contribuer à une réécriture du récit historique espagnol? C'est la théorie que défend un mouvement qui, en Andalousie, commence à prendre de l'ampleur. L'extrême droite espagnole n'a cessé de raviver le mythe de la Reconquista – la "Reconquête", terme très controversé désignant les campagnes militaires menées au Moyen Âge par les États chrétiens du nord de la péninsule Ibérique contre le sud, sous domination musulmane.

Or cette vision d'une Espagne coupée de son passé andalou, assortie de politiques xénophobes, est aujourd'hui vivement contestée. Des écrivains, des militants, des associations et des universitaires soutiennent que l'identité andalouse – et, par extension, espagnole – ne remonte pas à 1492, avec la chute → 42





41 ← de Grenade et la fin d'Al-Andalus, mais s'inscrit dans un continuum.

Les tenants de cette théorie envisagent les gestes quotidiens et les récits comme autant d'archives orales qui relient les Andalous d'aujourd'hui à leur passé. Ils estiment que la mémoire familiale – bien qu'elle soit trop floue pour servir de preuve historique – fait partie intégrante de l'histoire elle-même. Elle nous aide à repenser et à enrichir notre vision du passé, si subjective et discutable soit-elle.

Antonio Manuel est l'une des figures de proue de ce mouvement qui s'attache à retrouver sur le palimpseste du présent les traces d'Al-Andalus. *“En fait, j'ai eu envie de comprendre qui je suis, explique-t-il. Dans mon enfance, à l'approche de Noël, ma grand-mère Rosario préparait des friandises qu'elle déposait devant notre porte d'entrée ouverte. Lorsque j'essayais d'en chiper une, elle me réprimandait d'une tape sur la main : ‘Non, ne mange pas celles-là. Tu dois manger celles que j'ai préparées pour nous.’”* Elle tenait cette habitude de sa mère, qui elle-même la tenait de sa propre mère.

Il n'a compris que bien des années plus tard ce qui distinguait les deux fournées : celle destinée à la famille était préparée à l'huile d'olive, tandis que l'autre, déposée sur le seuil, était faite au saindoux. *“Ma grand-mère savait-elle pourquoi elle devait laisser la porte d'entrée ouverte ? Non. Savait-elle pourquoi il fallait préparer les gâteaux pour la famille à l'huile d'olive, et les autres au saindoux ? Non, mais elle le faisait. Comme pour perpétuer un souvenir inconscient.”*

“Depuis le XIX^e siècle, Al-Andalus est au cœur des polémiques sur la notion d'hispanité.”

Eric Calderwood, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE L'ILLINOIS

C'est en étudiant l'histoire de l'Andalousie qu'il a entrevu la signification de cette pratique : montrer à la face du monde que l'on mange du porc tout en consommant dans le secret du foyer un substitut est caractéristique des traditions cryptojuives et cryptomusulmanes, et de nombreuses traditions culinaires de la région découlent de ces habitudes.

En évoquant les gestes de sa grand-mère, Manuel veut démontrer que l'histoire de sa famille tout comme celle de l'Andalousie sont plus complexes que ne le laisse penser la culture dominante : loin de relever d'une tradition chrétienne et castillane monolithique, elles puisent leurs origines dans une pluralité de cultures, faisant la part belle aux composantes juives et musulmanes. Il replace ainsi l'Andalousie dans son contexte méditerranéen, rappelant que la région est intrinsèquement liée à l'autre rive du détroit. *“Dès lors qu'on les envisage à travers ce prisme qui intègre l'héritage d'Al-Andalus et celui des conversos [les juifs convertis de force au catholicisme], on s'aperçoit que les mots, les gestes, les mélodies, les saveurs*

et les traditions sont imprégnés de ces deux influences – et, à partir de là, on commence à se comprendre soi-même.”

Bien que son travail soit très suivi, il est également la cible de vives critiques. La plupart émanent de groupes de droite, qui réfutent catégoriquement l'idée que l'Espagne puisse avoir quelque lien significatif avec Al-Andalus. *“Ils veulent bien admettre que des mots comme azucar [‘sucre’] et almohada [‘oreiller’] viennent de l'arabe, ou qu'il y ait ça ou là une ancienne mosquée, mais rien de plus, car toute autre concession risquerait de détruire l'histoire qu'ils se sont racontée sur leur identité.”*

Ces débats n'ont rien de nouveau, et les universitaires les abordent avec davantage de circonspection. *“Depuis le XIX^e siècle, Al-Andalus est au cœur des polémiques sur la notion d'hispanité, explique Eric Calderwood, maître de conférences en littérature comparée à l'université de l'Illinois. Il a souvent nourri une rhétorique visant à contrer une conception de l'identité espagnole fondée sur la Reconquête et envisagée comme un bloc monolithique.”*

Dans son ouvrage *On Earth or In Poems* [“Sur la terre ou dans les poèmes”, non traduit en français], Calderwood explore les nombreux récits développés autour d'Al-Andalus dans le monde entier. Le renouveau actuel de l'identité “andalouiste” [régionaliste] revêt à son sens une double dimension : dans l'Espagne post-franquiste, Al-Andalus est devenu un contre-récit face à un projet de construction nationale qui prônait une vision monolingue et monoethnique de l'Espagne. Plus récemment, ce concept a apporté un éclairage sur des questions en suspens concernant l'identité espagnole, et dans des débats plus larges sur l'identité européenne et la montée en puissance de la droite dans le monde.

Dans la mesure où il s'appuie essentiellement sur des récits familiaux, ce renouveau pose aux chercheurs des

problèmes méthodologiques. Si, d'un côté, ces sources orales doivent leur force à leur caractère intime, c'est aussi ce qui rend leur utilisation délicate en tant que preuves historiques. Les historiens espagnols sont réticents à intégrer l'histoire orale dans leur méthodologie, et bon nombre de ces récits n'ont pas encore été étudiés en tant que tels.

Mais le fait qu'il soit difficile de retracer les origines des pratiques ancestrales n'est pas un hasard. Il résulte de choix historiques délibérés, arrêtés dès la chute de Grenade. Ces pratiques ont dû, pendant des siècles, passer entre les mailles d'une répression politique visant à les éradiquer. Celles qui nous sont parvenues n'ont pu se perpétuer que sous le sceau de siècles de clandestinité, perdant souvent en chemin leur sens et leur origine.

Lorsque Grenade, ultime bastion d'Al-Andalus, est tombée, en 1492, les nouveaux souverains [Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, dits les “Rois catholiques”] ont imaginé un royaume unifié par une seule religion, le catholicisme, et une seule langue, le castillan. S'en est suivie une implacable persécution de tous les individus et de toutes les pratiques ne relevant ni de l'une ni de l'autre. Les juifs ont été immédiatement expulsés, et l'islam a officiellement été banni dès 1502.

Les musulmans ont eu à choisir entre la conversion ou l'exil. Les anciennes communautés musulmanes restées sur leurs terres [après avoir été converties de force], les morisques – les “petits Maures” ou “Maures espagnols” –, n'inspiraient que méfiance et étaient perçues comme des ennemis en puissance. Et elles ont été traitées comme telles.

Les vendredis et les samedis [jours de prière, pour les musulmans et pour les juifs], morisques et conversos devaient laisser leur porte ouverte afin de prouver qu'ils ne faisaient pas leurs prières. Plus tard, la langue arabe, le henné et les prénoms mauresques ont été proscrits – interdit qui s'est étendu par la suite à leur musique et à leurs danses. Après plus d'un siècle de suspicion, le roi Philippe III a ordonné en 1609 l'expulsion de tous les morisques du royaume. Quelque 350 000 hommes, femmes et enfants ont ainsi été chassés de leurs foyers et contraints à l'exil.

Ces mesures radicales n'ont toutefois pas suffi à totalement effacer la présence morisque du sol d'Espagne. Dans certains villages isolés, la culture morisque semble avoir subsisté jusqu'au XX^e siècle. Le village de Riópar, niché sur les contreforts de la Sierra de Segura, qui borde la frontière nord de l'Andalousie, est à ce titre emblématique.

Joaquín Muñoz García, retraité depuis peu, vit à Riópar, où il tient une chambre d'hôtes dans la maison de son beau-père. Juan López González, mort en 1986, était une personnalité marquante du village, le dernier de sa génération à pratiquer des traditions singulières transmises par sa famille établie à Grenade depuis la nuit des temps. *“Ma femme, Venerada, connaissait bien ces traditions. Moi, je n'en ai rien su, avoue Joaquín. Elle m'en a parlé parce qu'elle s'était rendu compte qu'elles avaient un côté bizarre.”*



Le vieux González s'agenouillait devant chez lui avec son frère et d'autres anciens, posant à plusieurs reprises le front contre le sol. Sa fille les entendait psalmodier à voix basse des paroles tirées d'un livre ancien qu'il cachait dans une poutre, et le mot "Ala" revenait régulièrement dans ses prières. Il désignait également le soleil sous le nom de "Muhama" et utilisait au quotidien des expressions dans une langue que personne ne comprenait vraiment, tout en recommandant toujours à sa fille de ne pas les répéter à l'extérieur.

Il célébrait aussi des mariages. "C'est lui qui nous a mariés, raconte Joaquín. Il nous a fait agenouiller puis nous a demandé de nous relever du pied droit pour nous porter chance." Ces pratiques étaient apparemment courantes dans toute la région du temps des parents de González. Venerada n'a commencé à comprendre les coutumes de son père que lorsqu'elle a entendu un collègue marocain utiliser les mêmes expressions que lui.

Riópar peut sembler une énigme, mais au cours des trois années que j'ai passées en Andalousie, j'ai entendu des variantes de cette histoire partout : racontées par

Venerada n'a commencé à comprendre les coutumes de son père que lorsqu'elle a entendu un collègue marocain utiliser les mêmes expressions que lui.

de vieilles dames aux arrêts de bus, des conteurs esseulés dans des bars des villages de montagne, des jeunes dans des soirées et des cafés, des automobilistes qui m'emmenaient en covoiturage à la plage, et jusque dans des mosquées et des églises. Certains ne comprenaient pas ce que faisaient leurs grands-parents, mais pour d'autres, le lien avec Al-Andalus était indéniable et souvent étayé par des comportements qu'ils avaient observés chez des personnes d'origine nord-africaine.

Il semble que de telles histoires aient même traversé l'océan Atlantique avec les morisques. Medina Tenour Whiteman, écrivaine installée dans les montagnes des Alpujarras, célèbre bastion de la rébellion morisque aux portes de Grenade [et théâtre entre 1568 et 1571 d'une révolte durement réprimée], a recueilli des témoignages similaires pour son livre *The Invisible Muslim* ["Le Musulman invisible", non traduit en français]. Elle en a trouvé des exemples jusqu'en Amérique latine. On ne s'en étonnera pas, puisque les morisques [qui s'étaient soulevés] ont été déportés dans le Nouveau Monde comme galériens.

Whiteman explique comment les morisques ont formé des enclaves culturelles métisses uniques en leur genre. "En Argentine, ils étaient exemptés des lois sur la pureté du sang qui interdisaient aux 'vieux chrétiens' d'épouser des femmes indigènes." Cela a laissé une forte empreinte sur les traditions culinaires locales, mais aussi sur les anecdotes familiales, tout comme en Andalousie.

Elle raconte par ailleurs sa rencontre avec une Chilienne qui, pour postuler à un emploi à Dubaï, s'était mise à étudier l'arabe et l'islam. "Elle s'est aperçue que certains détails lui étaient familiers. Par exemple, sa mère et surtout sa grand-mère maternelle l'obligeaient à se laver les mains et les pieds le matin avant de manger, et avant d'aller se coucher, explique-t-elle. Avant de passer à table, elle disait 'nombrado sea Dios', 'que le nom de Dieu soit invoqué', formule qui, sans être contraire au christianisme, n'est guère courante, et n'est pas sans rappeler le 'bismillah' musulman."

En Espagne, certains sites locaux mettent en valeur cette histoire de persécution. À Hornachos, en Estrémadure, la cérémonie du *desbautizadero*, ou "débaptisation", au cours de laquelle les morisques se lavaient du sacrement chrétien en s'immergeant dans une source isolée, séduit de plus en plus de visiteurs.

Mais si les souvenirs d'Al-Andalus semblent ponctuer la vie des familles ou des villages, la mémoire collective et les récits officiels sont bien plus avarés de reconnaissance. La mémoire officielle s'enorgueillit des somptueux monuments hérités d'Al-Andalus qui furent dans un premier temps préservés comme trophées de conquête, comme autant de rappels de la victoire remportée sur une civilisation jadis puissante. Aujourd'hui, l'Alhambra de Grenade et la grande mosquée de Cordoue attirent des millions de touristes et sont source de fierté comme de revenus considérables.

On répugne toutefois à imaginer qu'Al-Andalus ait pu laisser autre chose que des pierres. Dans les manuels d'histoire espagnols, la période de domination musulmane tient en quelques paragraphes et l'expulsion des morisques n'est évoquée qu'en une seule ligne. L'Espagnol moyen n'a qu'une vague idée de ce qu'a été Al-Andalus, le réduisant à une longue occupation qui a pris fin en 1492, avec le départ de la péninsule des "envahisseurs" et de leurs descendants.

On reconnaît en revanche volontiers d'autres apports. Selon certaines estimations, près de 8 % du lexique espagnol provient de l'arabe. On retrouve ainsi des expressions pittoresques qui, malgré le passage des siècles, ont conservé leurs connotations premières : en Andalousie, un *cafre*, dérivé de *kafir* ("infidèle", en arabe), désigne une personne grossière, tandis que *mindundi*, déformation de l'arabe *min dun din* ("sans religion"), fait référence à un individu insignifiant sans aucun pouvoir.

Nul ne conteste non plus qu'en matière culinaire la plupart des recettes de desserts et les manières de table sont héritées d'Al-Andalus. Le *cocido*, grand classique de la cuisine espagnole, est un ragoût d'origine séfarade, auquel le porc n'a été ajouté que plus tard. L'origine de certaines traditions populaires indissociablement liées à l'identité andalouse continue toutefois à faire l'objet de vifs débats. Les anthropologues ont ainsi longtemps supposé que le flamenco tirait ses racines des anciennes Flandres, alors qu'il utilise les mêmes gammes que la musique arabe.

Se réclamer d'Al-Andalus a longtemps été une prise de position résolument antifasciste. L'homme politique et écrivain [républicain] Blas Infante, père du nationalisme andalou, et Federico García Lorca, l'un des plus grands poètes espagnols, étaient l'un et l'autre de fervents défenseurs de l'héritage vivant d'Al-Andalus. Tous deux ont été assassinés la même semaine [en août 1936] par la Phalange franquiste.

"Sauf que... l'histoire est bien plus compliquée que cela, tempère Eric

Calderwood. Le général Franco [au pouvoir de 1936 à 1975] a mené une politique d'ouverture résolument tournée sur le monde arabe, mobilisant fortement l'héritage d'Al-Andalus. [...] Or les pratiques qui nous paraissent aujourd'hui être de gauche et incarner une forme de résistance ont dans bien des cas également une histoire fasciste." Pour montrer que l'Espagne, et plus particulièrement son régime, était des alliés historiques du monde musulman et arabe, le Caudillo [titre porté par Franco] a en effet mis en place toute une série de mesures politiques que nous serions tentés d'associer à une exaltation d'Al-Andalus. Dans les années 1930, il a organisé et financé le pèlerinage à La Mecque de musulmans marocains, et invité des dignitaires arabes et musulmans à visiter l'Espagne, leur offrant notamment l'occasion de prier dans la grande mosquée de Cordoue.

Invoquer Al-Andalus afin de jeter un pont entre les deux rives de la Méditerranée passe aujourd'hui pour une démarche progressiste, voire comme un moyen de lutter contre la montée de l'extrême droite, alors qu'historiquement cette référence a été un outil de propagande coloniale. "En tant qu'universitaire, il m'est très difficile d'entendre quelqu'un dire qu'il a l'impression d'être à Fès ou à Tétouan dans les rues de Grenade sans y voir un discours colonial, poursuit Eric Calderwood. Les intellectuels du régime franquiste ont cherché à donner du Maroc l'image d'un pays andalou, ce qui impliquait que la présence de l'Espagne coloniale au Maroc n'avait rien de colonialiste, mais était un hommage à l'héritage d'Al-Andalus."

Commémorer Al-Andalus est, et restera inévitablement, une entreprise délicate. Al-Andalus a représenté un pays idéal pour les poètes, du Palestinien Mahmoud Darwish [1941-2008] au Syrien Nizar Qabbani [1923-1998]. Ce lieu est au cœur de l'identité marocaine et du projet national syrien, et il est souvent évoqué en des termes qui font sourciller les médiévistes. Calderwood nous invite à comprendre ce qu'Al-Andalus signifie pour ceux qui en parlent. Quand quelqu'un vous parle d'Al-Andalus, écoutez-le, car c'est de lui-même qu'il parle.

— **Chahrazade Douah***,

publié le 22 mai,

traduit par Isabelle Taudière

* Chahrazade Douah est une journaliste et chercheuse franco-algérienne. Elle vit depuis 2023 à Grenade, en Espagne. Elle écrit uniquement en anglais et a été publiée, entre autres, par *Time*, *The Guardian*, *The New Statesman* ou encore la BBC. Parmi ses sujets de prédilection : l'identité et l'héritage postcolonial des populations d'Afrique du Nord.



↓ Le journaliste Florentin Schumacher a testé pour *Die Zeit* plusieurs fontaines de Bâle. Photo de Pati Grabowicz

— *Die Zeit*, extraits (Hambourg)

Bâle, une chaleur accablante. Assis au bord du bassin blanc, je balance ostensiblement les jambes dans l'eau, comme si un metteur en scène m'avait demandé de balancer les jambes et peut-être aussi l'âme. Ce faisant, j'observe les buveurs de café glacé qui se trouvent de l'autre côté de la Münsterplatz [la place devant la cathédrale], comme si je n'avais pas une petite idée derrière la tête. Alors que si : ces mouvements de jambes ne sont qu'un camouflage pour me fondre discrètement dans le décor de cette place imposante, pour me transformer en une statue de fontaine.

Et ça marche. Personne ne me regarde. Maintenant, je pourrais vite fait... Il faudrait quand même que j'enlève mon tee-shirt moulant... Hésitant comme le conditionnel, je suis encore planté sur cette pierre bien lisse trois minutes plus tard. Je n'ose pas y aller.

Sport populaire. Vouloir faire quelque chose et ne pas le faire, je connais le problème. Ce serait pourtant très simple dans le cas présent – comme toujours, en fait. Il faudrait juste que je m'avance de quelques centimètres sur le bord et que je me laisse glisser dans l'eau. Même pas chiche ! À part ça, elle a l'air super, étincelante sous un soleil à plus de 30 °C, parfaitement translucide.

Je jette encore un coup d'œil à la vendeuse de glaces, comme si j'avais besoin de sa permission, alors que je l'ai déjà : la baignade est officiellement tolérée dans la plupart des magnifiques fontaines du canton de Bâle (comme dans celles d'autres cantons [suisse]). Certaines datent carrément du Moyen Âge, elles étaient financées par les riches citoyens et les corporations, et l'on devait probablement s'y laver. Les fontaines sont encore aujourd'hui un symbole de statut social, les Bâlois en sont très fiers, comme de la tradition de la baignade – il paraît même que c'est une sorte de sport populaire.

Encore quelques petits coups d'œil de sécurité à droite et à gauche. Pas de réaction. Allez, je me force : je fais passer le tee-shirt par-dessus la tête et me lance. C'est super – comme il fallait s'y attendre. Frais, mouillé, bien agréable. J'ai l'eau jusqu'à la taille. Le plus surprenant, c'est qu'on peut faire deux, trois brasses sans se cogner.

Quelque peu incrédule, je fais donc mes premières longueurs dans une fontaine, en l'occurrence la fontaine Pisoni. L'accent sur la première syllabe donne à ce nom une résonance désagréable, mais il possède tout de même une certaine grandeur à la Missoni [une marque de luxe italienne] qui va bien à ce monument d'esbroufe néo-antique : conçu en 1784 par l'architecte Paolo Antonio



J'ai fait trempette dans les fontaines de Bâle

Dans la ville suisse, comme dans beaucoup de cantons du pays, il est autorisé de se baigner dans les fontaines. Quoi ? Se mettre en maillot de bain au milieu des passants et des tramways ? Ce journaliste allemand a essayé.

Pisoni, il n'est pas vraiment discret et prend de la place.

Je patauge jusqu'à une des deux gargouilles grimaçantes d'où sort un tuyau et place ma bouche en dessous pour tester l'eau aussi par là. On est en Suisse – bien sûr que les fontaines sont alimentées à l'eau potable. Pour le Nouvel An, la Dreizackbrunnen [la "fontaine au Trident"] crache même du vin – ce qui serait une mauvaise métaphore dans tout autre pays.

Même sans ça, je suis déjà très content de moi, d'avoir réussi à me forcer. Il semble que cela ne dérange personne sur cette place endormie, ni même moi au bout d'un moment, je trempe dans ma piscine Pisoni, au milieu de cette splendide vieille ville aux rues pavées et aux façades blanches à volets ouverts, à un coup de pistolet à eau de la cathédrale

de grès rouge. C'est comme si quelqu'un avait installé une piscine gonflable rien que pour moi à côté de la cathédrale de Cologne, sauf que la chose n'est pas en plastique, mais en calcaire de Soleure.

Comme il se doit pour un parvis de cathédrale, un gigantesque groupe de touristes ne tarde pas à tourner au coin magnifiquement restauré. *"Il y a un homme dans la fontaine!"* lance une voix masculine. C'est un Allemand, à en juger par sa vigilance et par son accent. Je regarde dans sa direction, il a déjà l'index pointé sur moi. Visages et énormes chapeaux sont tournés vers moi.

Pendant deux ou trois secondes, il ne se passe rien. Puis le groupe se remet en mouvement et fuit ce monstrueux spectacle aquatique pour se réfugier dans l'ombre et la sécurité des murs de la cathédrale. Je gagne le bain de pieds judicieusement disposé sur place (à moins que ce ne soit un abreuvoir pour chien) et, de là, l'extérieur. Je me sèche au soleil et quitte le lieu de mon exploit héroïque – en gardant mon maillot de bain, car la prochaine possibilité de baignade n'est jamais loin à Bâle.

En effet, il y a aussi le Rhin. Seuls les petits enfants se baignent dans les fontaines, m'a prévenu un de mes collègues. Un autre ami suisse, qui a longtemps habité à Bâle, n'avait jamais entendu parler du plaisir populaire de la baignade en fontaine. D'ailleurs, quand j'ai vu ma première fontaine, digne et sans personne dedans, en me dirigeant vers l'hôtel une fois sorti de la gare, je me suis demandé si je n'avais pas été victime d'un habile coup de marketing : Bâle, la ville où l'on se baigne dans les fontaines, où celles-ci crachent de l'eau potable et du vin ! Bâle compte plus de deux cents bassins publics et ils sont régulièrement nettoyés, ce qui, vu de Berlin, paraît de la pure fiction.

Je finis par retrouver d'autres baigneurs, et adultes qui plus est, à Kleinbasel [le Petit-Bâle, sur la rive droite du Rhin]. Deux étudiantes australiennes et un Colombien font trempette dans un bassin rond, avec un socle qui ressemble à une grosse coupe à glace. Comme cette fontaine n'a pas de nom, je l'ai nommée "Fontana di piazza Damatti", car elle se trouve devant le Damatti Bar, sur une petite place à la belle ambiance italienne somnolente. Le vin blanc rafraîchit dans l'eau à côté des trois baigneurs, ce qui n'est que l'une des raisons pour lesquelles ils trouvent Bâle (qui, dans leur bouche [Basel, en anglais] sonne comme basil ["basilic"], c'est sympa), et l'Europe : "Fantastic, man !" ["Super, mon pote !"]

Bien sûr, ils se sont déjà baignés dans le Rhin, mais ce n'est pas très confortable



pour boire. Plus je m'approche du fleuve, plus la ville se transforme en vaste baignade, mon collègue avait raison. Des êtres à deux têtes flottent dans le fleuve : une tête humaine et une autre, un ballon rose, jaune ou turquoise. C'est le Wickelfisch, [un sac étanche flottant] où l'on met tout ce qui doit rester sec, son *gipfeli*, par exemple, le fameux croissant au beurre suisse au moelleux incomparable. Et si les files d'attente devant le boulanger ne comptent pas au moins un homme au teint cuivré en maillot de bain ou une femme aux cheveux humides en été, c'est qu'on n'est pas à Bâle.

Toute honte bue. Je rencontre ensuite deux Américaines qui habitent à Bâle. Elles se sont donné rendez-vous à la fontaine Saint-Urbain, en haut du Grossbasel [le Grand-Bâle], la rive [gauche] du Rhin, un quartier ultrachic, où le grand hôtel Les Trois Rois est installé depuis près de trois cent cinquante ans. Les deux baigneuses trempées sont en train de s'enrouler dans une serviette. L'une d'entre elles me prie, avec un naturel californien et le vouvoiement suisse [une formule de politesse plus systématique en Suisse alémanique qu'en Allemagne] : *"Demandez-nous tout ce que vous voulez sur la baignade en fontaine."*

Ah bon ? D'accord. Comment s'y sont-elles mises ? Qu'est-ce qu'elles aiment là-dedans ? Et pourquoi ne se baignent-elles pas dans le Rhin ? Stephanie Hoffman vient de la région de Stanford [en Californie] et, là-bas, on se trempe aussi dans les fontaines, explique-t-elle ; elle s'est installée à Bâle il y a sept ou huit ans et, quand elle a vu des gens se baigner dans les fontaines, elle s'y est tout de suite remise. C'est un espace particulier, à la fois public et intime : *"Dans la fontaine, on est assis en rond et l'on se regarde dans les yeux."*

Très public, ajouterais-je. Grande comme un jacuzzi, la fontaine Saint-Urbain a, certes, vue sur le Rhin par un petit espace entre deux immeubles, mais elle est bordée par une artère très passante où les voitures et les marteaux-piqueurs s'en donnent à cœur joie. Être en maillot de bain en pleine ville, elles n'ont pas honte ? (Moi, si.)

Naaan ! La seule fois où ça a été déplaisant, confie Stephanie Hoffman, c'est quand

elle était enceinte et que les touristes la prenaient en photo. Et les Bâlois ? Ils sont habitués à voir des gens dans les fontaines.

En fin d'après-midi, j'ai rendez-vous avec un baigneur en fontaine locale pur jus (pardon) à la fontaine Schöneck, un spécimen particulièrement majestueux qui se trouve à l'embranchement de deux ruelles au charme insolent. Une demi-douzaine d'enfants sont justement en train d'y patauger en s'éclaboussant joyeusement. Majeur non accompagné, je suis ravi de ne pas être obligé de me joindre à eux.

"On est assis en rond et l'on se regarde dans les yeux."

Stephanie Hoffman,
AMÉRI ÉTABLIE À BÂLE

Quirin Streuli s'installe à côté de moi. Il a un bon nom d'artiste pour un auteur de chanson suisse, ce qu'il est, en plus d'être dramaturge, plaquiste, auteur de pièces radiophoniques et membre du collectif Hotel Regina. Les membres de ce groupe ont eu une idée bien barrée il y a dix ans, alors qu'ils étaient encore aux Beaux-Arts : est-ce qu'on peut chauffer une fontaine, se sont-ils demandé ? Il n'y a qu'à Bâle qu'on peut poser cette question.

Bref, il est apparu que oui. Ils ont construit un engin – moitié vélo couché, moitié chauffe-bain – qui leur permet de chauffer plusieurs fontaines pour pouvoir s'y baigner en hiver. S'approprier un espace public et l'utiliser autrement que prévu, cela a quelque chose de subversif, déclare Streuli. Si la chose a commencé comme une opération de guérilla, dix ans plus tard c'est presque comme si l'on se rendait aux thermes. Devant la fontaine fumante, au cœur du froid hivernal, vous attendent une réception, un vestiaire, un service de location de maillots de bain et une douche. Streuli et ses camarades perçoivent dans les 30 francs suisses de l'heure [environ 32 euros] grâce à diverses aides. Ah, la Suisse !

Un camping-car électrique Volkswagen passe devant nous, trois jeunes hommes en bleu de travail s'installent sur un muret et ouvrent leur canette de bière, deux dames d'un certain âge se plaignent des enfants (*"Voilà ce que c'est de vivre dans la montagne"*) – cette fontaine est décidément multigénérationnelle – et un palet à ricochets orange fluo ne cesse de glisser sur l'eau dans notre direction.

La question se pose : est-ce qu'en Allemagne, on fait encore des ricochets sur l'eau ? Tout ça, ici – les brumisateurs sur les bords du Rhin, les distributeurs publics d'eau potable, les fontaines ouvertes à la baignade –, ça ne serait pas bien non plus quelques kilomètres plus au nord [en Allemagne], où l'on parle à nouveau

de morts provoquées par la chaleur des derniers jours ?

Je sais, l'Allemand aime à faire des comparaisons à son détriment, avec la riche Suisse, entre autres. Je n'en ferai donc qu'une dernière, au cas où certains donneraient dans le *"ils ont une économie libérale et ne laissent pas entrer les migrants"* : d'après l'OCDE, l'impôt sur la fortune et les droits de succession représentent 2,1 % du PIB en Suisse, contre 0,9 % seulement en Allemagne.

Où est-ce que je lis ces chiffres ? Dans une fontaine, bien sûr. Une fontaine superbe, où je fais trempette une fois de plus. De l'eau jusqu'aux genoux, grande comme deux baignoires, juste au-dessus du Rhin, non loin du Johanniterbrücke [l'un des principaux ponts de la ville]. Au bord d'une route, d'accord, mais depuis que j'ai vu un pouce levé sortir d'un tramway qui passait par là, je commence à m'habituer, je suis même un peu fier d'occuper cet espace. Je me trempe presque sans réserve dans les fontaines des parcs, des arrière-cours, des renforcements d'immeuble –, et une partie de moi, dont j'ignorais l'existence, est carrément déçue quand le lieu ne promet pas de petits frissons exhibitionnistes.

Cette fontaine n'a pas de plaque mentionnant un nom et ne figure pas non plus sur les cartes. C'est un barman qui me l'a conseillée, il aime bien boire un verre dans une fontaine après le boulot, *"comme ça"*. Qu'est-ce qu'il y a de mieux ?

Oui, c'est bien ce que je me demande. C'est ma dernière nuit d'été à Bâle, et elle est parfaite. Les lumières de la ville se reflètent dans le fleuve, des rires et des cris retentissent quelque part. Si je me plonge suffisamment dans les profondeurs, le bord masque la promenade des berges du Rhin et j'ai l'impression que l'eau s'étend à l'infini.

—Florentin Schumacher,
publié le 29 août,
traduit par Isabelle Boudon



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Vu de Pologne. Paris, ce petit paradis des nageurs. Un journaliste de l'hebdomadaire polonais **Tygodnik Powszechny** fait l'éloge des piscines municipales parisiennes, et passe en revue ses bassins préférés.

Bienvenue à Bâle, la ville où les fontaines crachent de l'eau potable et du vin !



Stacey-Lee May, surdouée des pneus qui fument

Âgée de 30 ans, elle est l'une des rares femmes à pratiquer le "spinning" en Afrique du Sud. Elle voudrait faire rayonner davantage sa discipline, déjà reconnue dans son pays.

— Mail & Guardian, extraits (Johannesburg)

Pour Stacey-Lee May, le *spinning*, ce n'est pas simplement des pneus qui crissent, des moteurs qui rugissent et des voitures qui dérapent de manière spectaculaire. C'est une langue qu'elle a appris à parler dès son plus jeune âge [elle est née en 1996], bien avant de comprendre ce que cela impliquait de faire partie d'une culture désormais typique de l'Afrique du Sud.

Pilote de *spinning* et cascadeuse automobile originaire d'Eldorado Park [un quartier de Soweto, dans la banlieue de Johannesburg], la jeune femme se décrit comme une personne calme et réservée. Mais derrière le volant, elle révèle une tout autre facette de sa personnalité. Ce contraste traduit bien une caractéristique essentielle du *spinning* : cette discipline, d'apparence très anarchique, est en réalité une affaire de contrôle, de précision et de fine connaissance du véhicule.

Les premiers contacts de Stacey-Lee May avec le *spinning* remontent à son enfance. Chaque week-end de Pâques, entre 5 et 10 ans, ses parents l'emmenaient assister aux épreuves de *spinning*

et de *drift* qui se déroulaient sur la piste de Monster Mob, à Kimberley [dans le centre du pays]. À l'époque, le *spinning* était illégal, mais ce rassemblement annuel lui a donné un aperçu d'un univers qui allait finir par devenir un élément déterminant de sa vie. "J'ai grandi entourée de *spinning*", raconte-t-elle.

Son père, qui possédait une entreprise de dépannage, était un passionné d'automobile, et sa mère travaillait chez un

concessionnaire. Cela ne lui faisait pas peur de voir son père prendre le volant d'une BMW E30. "Franchement, j'adore tout ce bruit. C'est comme une musique distrayante. J'ai toujours adoré ça !" confie-t-elle.

Lorsque la pratique du *spinning* est devenue légale [en 2014], son père l'a encouragée à s'y mettre. À l'époque, cela faisait déjà plusieurs années qu'elle s'était familiarisée avec les voitures et la conduite. Elle raconte qu'elle a appris assez naturellement à faire tourner une voiture sur son axe. Mais cela ne veut pas dire que c'est facile. "Il ne s'agit pas simplement de monter dans une voiture et de la faire tourner sur elle-même. C'est une question de précision, explique-t-elle. Il faut savoir ce que l'on fait, être attentif à son environnement, toujours s'assurer que toutes les conditions de sécurité sont réunies, et bien connaître la voiture que l'on fait déraiper."

On a tendance à réduire le *spinning* à ses aspects visuels les plus spectaculaires : des pneus qui fument, des moteurs qui vrombissent et des voitures qui effectuent des 360. Pour des pilotes comme Stacey-Lee May, c'est avant tout une discipline technique : "Il y a des règles et des réglementations à respecter. Les pilotes ne font pas de figures sur la voie publique, car nous ne sommes pas les seuls à emprunter les routes. Une voiture conçue pour le *spinning*, ce n'est pas pareil qu'un véhicule ordinaire, et il faut savoir comment elle est faite, si l'on veut être un pilote responsable."

Quand quelqu'un lui demande de lui apprendre à réaliser des dérapages, elle commence toujours par enseigner les bases, à savoir comprendre la mécanique de la voiture, comment elle est faite et ce qui lui permet de tourner sur elle-même.

Pour Stacey-Lee May, transmettre les ficelles du métier est aussi une question de représentativité. En effet, le *spinning* reste un milieu très masculin et, bien qu'elle ne dispose pour l'instant ni des moyens financiers ni des locaux nécessaires pour organiser des cours en bonne et due forme,

elle se dit disposée à donner des conseils à toutes les femmes qui viendront la trouver.

À long terme, elle nourrit un grand rêve, celui d'ouvrir une école de *spinning* réservée aux femmes. Mais ses ambitions ne se limitent pas à la question de la représentativité des genres. Elle aimerait que le *spinning* soit reconnu comme il se doit, en tant que phénomène sportif et culturel sud-africain : "Personne ne sait mieux faire tourner les voitures sur elles-mêmes que les Sud-Africains. C'est dans notre ADN."

C'est notamment parce qu'il est sud-africain qu'elle se sent autant attachée à ce sport. Cette pratique locale, qui est l'expression d'une grande ingéniosité, d'un sens du spectacle et de beaucoup de courage, mériterait à ses yeux de connaître un destin international.

Liberté. Elle a déjà pu se rendre compte par elle-même des réactions que le *spinning* sud-africain suscite à l'étranger. Elle évoque à ce propos le cas d'autres *spinners*, en particulier Samkeliso "Sam Sam" Thubane, qui parcourent le monde pour faire découvrir ce sport à des publics qui ne le connaissent quasiment pas. Les gens sont émerveillés, affirme Stacey-Lee May. "Cela a renforcé ma conviction que le *spinning* pouvait devenir une discipline mondiale reconnue."

"J'espère que le *spinning* pourra un jour se hisser au même rang que la Formule 1", ajoute-t-elle. Mais la jeune femme n'a jamais voulu abandonner tout le reste pour se consacrer à ce sport. Elle est diplômée en droit et considère l'éducation comme la base. "C'est important pour moi d'avoir un plan de secours."

Le *spinning* apporte à Stacey-Lee May ce qu'elle décrit comme une forme de liberté : "Quand on pratique ce sport, on a l'impression que personne ne peut vous dire que ce que vous faites est mal. C'est mon sport, c'est ce que je fais. C'est en ça que je suis douée."

Sans doute est-ce surtout pour cette liberté qu'elle continue. Elle aimerait voir davantage de femmes pratiquer le *spinning*. Elle aimerait que cette discipline sud-africaine soit mieux connue, et qu'à l'étranger les spectateurs comprennent mieux ses origines. Elle souhaite enfin que ce sport se développe sans perdre son caractère typiquement sud-africain.

Pour Stacey-Lee May, il ne faut pas voir dans le *spinning* un simple ballet de véhicules. Le mouvement traduit une identité, la voiture étant comme un prolongement de soi, et la fumée soulevée par les pneus comme une déclaration de l'identité sud-africaine, une manière de dire : voilà qui nous sommes et voilà ce dont nous sommes capables.

— Lesego Chepape, publié le 28 août, traduit par Françoise Lemoine-Minaudier

Repères

UNE SPÉCIALITÉ SUD-AFRICAINE

●●● Né dans les années 1980, à Soweto, le plus grand township d'Afrique du Sud, le *car spinning* est devenu l'un des marqueurs de la culture de rue sud-africaine. Ces rodéos extrêmes étaient à l'origine pratiqués au volant de voitures volées, au sein des gangs, souvent à l'occasion de funérailles. De puissantes voitures enchaînent des rotations serrées pendant que le chauffeur ou un passager réalisent des cascades

depuis la fenêtre ou sur le toit du véhicule. Formellement reconnu depuis 2014, le *spinning* se pratique désormais sur des circuits prévus à cet effet, selon une réglementation établie par la Fédération de sport automobile sud-africaine. Même si des rodéos illégaux persistent, le ministre des Sports sud-africain, Gayton McKenzie, y voit un moyen de tenir les jeunes loin de la criminalité et de célébrer la culture des townships.

du 5 au 8 octobre
4 jours, 4 lieux
pour rencontrer
plus de 40 artistes

Télérama DIALOGUES

Soirée de lancement
mardi 29 septembre
le défilé renault®

Théâtre du Rond-Point
Palais de la Porte Dorée
Bibliothèque nationale
de France Richelieu
Maison des Métallos

réservations
et infos





Pilotez facilement et rapidement vos factures.

Depuis le 1^{er} septembre, la facturation électronique est obligatoire pour les entreprises.⁽¹⁾ Découvrez notre offre de gestion de factures :

- avec un premier niveau de service gratuit ;⁽²⁾
- accessible via votre espace client ;
- pour émettre et recevoir des factures électroniques conformes ;
- pour automatiser et optimiser votre trésorerie.



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

(1) Assujetties à la TVA.

(2) Le service Gestion de factures comporte 5 niveaux de service avec une tarification associée. Le premier niveau de service « Découverte » est gratuit (hors coût du fournisseur d'accès à internet). Voir conditions du service Gestion de factures dans les conditions générales de banque à distance et les brochures tarifaires des clientèles professionnelles sur www.caisse-epargne.fr ou en agence.